



Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 14 - Numéro 6

16 février 2017



Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2017

ISSN 1710-4149

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers	6
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
2. Tribunal administratif des marchés financiers	10
2.1 Rôle d'audiences	
2.2 Décisions	
3. Distribution de produits et services financiers	96
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Retraits aux registres des représentants	
3.5 Modifications aux registres des inscrits	
3.6 Avis d'audiences	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires	
3.8 Autres décisions	
4. Indemnisation	184
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	
4.5 Fonds d'assurance-dépôts	

4.6 Autres décisions	
5. Institutions financières	191
5.1 Avis et communiqués	
5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Autres décisions	
6. Marchés de valeurs et des instruments dérivés	198
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Agréments et autorisations de mise en marché de dérivés	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
7. Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées	277
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	
8. Entreprises de services monétaires et Contrats publics	283
8.1 Avis et communiqués	
8.2 Réglementation	
8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires	
8.4 Autorisation de contracter / sous-contracter avec un organisme public	
8.5 Autres décisions	
9. Régimes volontaires d'épargne-retraite	289
9.1 Avis et communiqués	
9.2 Réglementation	

- 9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite
- 9.4 Autres décisions

Liste des acronymes et abréviation :

- Autorité : Autorité des marchés financiers
instituée en vertu de la LAMF
- TMF : Tribunal administratif des marchés financiers
- CSF : Chambre de la sécurité financière
- ChAD : Chambre de l'assurance de dommages
instituée en vertu de la LDPSF
- OAR : Organismes d'autoréglementation et
organismes dispensés de reconnaissance
à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la
surveillance de l'Autorité
- OCRCVM : Organisme canadien de réglementation
du commerce des valeurs mobilières

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

- 1.1 Avis et communiqués
 - 1.2 Réglementation
 - 1.3 Autres décisions
-

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Tribunal administratif des marchés financiers

2.1 Rôle d'audiences

2.2 Décisions

2.1 RÔLE D'AUDIENCES



RÔLE DES AUDIENCES

N ^o DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
23 février 2017 – 14 h 00					
2016-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Richard Brouillard, Mario Corriveau, Jocelyn Deschênes, Johanne L'heureux et Luc Vallée Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller et d'imposition de pénalité administrative	Audience pro forma
2016-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Christopher Minkoff, et 6337741 Canada Inc. Parties intimées Groupe Financier Fort Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lex Operandi Services Juridiques Inc. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, conditions à l'inscription, interdiction d'agir à titre de dirigeant et mesure de redressement.	Conférence préparatoire
2016-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Francesco Candido Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Woods, s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant	Conférence préparatoire

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
23 février 2017 – 14 h 00					
2016-027	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Louis-Philippe Gagné et Sidis Capital & Associés, s.e.n.c. Parties intimées Questrade inc. Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers .	Lise Girard	Demande d'ordonnance de blocage, interdiction d'opérations sur valeurs, interdiction d'exercer l'activité de conseiller, interdiction d'exercer l'activité de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience pro forma
2017-005	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Steve Carson Partie intimée Unissa Assurances Inc., Martin Giroux et Yannick Jetté Parties intimées Corporation Inovalife Inc. et Martin Leblanc Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Morency Société d'Avocats, sencrl	Lise Girard	Demande d'interdiction d'agir à titre de dirigeant responsable, nomination d'un dirigeant responsable, radiation d'inscription, pénalité administrative, suspension d'inscription et mesure de redressement	Audience pro forma

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
24 février 2017 – 14 h 00					
2016-009	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Mario Langlais, 9183-6643 Québec inc. et Gestion Finance Langlais inc. Parties intimées</p> <p>Stéphane Desjardins Partie requérante</p> <p>Banque de Montréal et Officier du bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Terrebonne Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Deveau avocats</p>	Claude St Pierre	Demande de levée partielle de blocage	Audience au fond
2 mars 2017 – 14 h 00					
2017-002	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Agronomix Canada Inc. et Ghislain DJA Parties intimées</p> <p>Agronomix France Partie intimée</p> <p>Banque de Montréal et Banque royale du Canada Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Greenspoon Bellemare</p>	Lise Girard	Contestation d'une décision rendue ex parte	Audience pro forma

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
16 mars 2017 – 14 h 00					
2017-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Groupe d'Assurances Royale York Inc. et Antoine Zoulalian Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande d'interdiction d'agir à titre de dirigeant responsable, nomination d'un dirigeant responsable, conditions à l'inscription, pénalité administrative, suspension d'inscription et mesure de redressement	Audience pro forma
21 mars 2017 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Létourneau Gagné sencrl Létourneau, Gagné, sencrl	Lise Girard	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription, et demande de divulgation additionnelle de la preuve	Conférence préparatoire
23 mars 2017 – 14 h 00					
2016-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Gescoro Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Jeannot & associés I.I.p. s.e.n.c.r.l	Lise Girard	Demande de suspension de permis, de pénalité administrative et de mesure propre au respect de la loi	Audience pro forma

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
23 mars 2017 – 14 h 00					
2016-028	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Philippe Corriveau et Eagle premium financière inc. Parties intimées Carl Bachand, Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Jodoin & Associés société d'avocats s.a	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, interdiction d'opérations sur valeurs et mesure de redressement	Audience pro forma
2017-003	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Groupe McHugh Inc. et Corey McHugh Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Cabinet de services juridiques Inc.	Lise Girard	Demande d'interdiction d'agir à titre de dirigeant responsable, nomination d'un dirigeant responsable, conditions à l'inscription, pénalité administrative, suspension d'inscription et mesure de redressement	Audience pro forma
2016-018	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Gilles Fiset Partie intimée Procureure générale du Québec Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Daoust, Boulianne, Parayre Avocats inc. M ^e Bernard Roy (Justice – Québec)	Lise Girard	Demande d'imposition d'une pénalité administrative	Conférence préparatoire
30 mars 2017 – 9 h 30					
2016-022	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services Financiers Globex 2000 inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Tibshirani Avocats	Claude St Pierre	Demande de suspension de permis, de pénalité administrative et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
31 mars 2017 – 9 h 30					
2016-022	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services Financiers Globex 2000 inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Tibshirani Avocats	Claude St Pierre	Demande de suspension de permis, de pénalité administrative et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
6 avril 2017 – 14 h 00					
2016-029	Quezon Group LLC, Morris Capital Inc., Tandem Growth LLC et Peregrine Capital Limited Parties demandereses Autorité des marchés financiers Partie intimée	Norton Rose Fulbright Canada LLP Martin + Associates Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande de révision d'une décision	Audience pro forma
3 mai 2017 – 9 h 30					
2015-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Alliance pour la santé étudiante au Québec Inc., Lev Bukhman et Patrice Allard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Davies Ward Phillips & Vineberg, s.e.n.c.r.l, s.r.l.	Lise Girard	Demande de rectification et de révision d'une décision	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
23 mai 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
24 mai 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
25 mai 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
26 mai 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
29 mai 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
30 mai 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
31 mai 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
1 ^{er} juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
2 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
5 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
6 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
7 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
8 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>
8 juin 2017 – 14 h 00					
2016-016	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Pouya Hajiani Partie intimée</p> <p>Mahsa Sotoudeh et Bahador Bakhtiari Parties intimées</p> <p>RBC Direct Investing Inc. Partie mise en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Langlois Avocats s.e.n.c.r.l</p> <p>Cardinal Léonard Denis, Avocats</p>	<p>Lise Girard</p>	<p>Contestation d'une décision rendue ex parte et demande</p>	<p>Audience pro forma</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
9 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
12 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
13 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
14 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
15 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
16 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
19 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
20 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
21 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
22 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
23 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
26 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
27 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
28 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
29 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
30 juin 2017 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné sencrl</p> <p>Létourneau, Gangné, sencrl</p>	<p>Lise Girard Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	<p>Audience au fond</p>
2 octobre 2017 – 9 h 30					
2014-052	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Pierre Gévry Partie intimée</p> <p>Alain Valiquette Partie intimée</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.</p> <p>Les associés avocats</p>	<p>Jean-Pierre Cristel</p>	<p>Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs</p>	<p>Audience au fond</p>

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
3 octobre 2017 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Pierre Gévry Partie intimée Alain Valiquette Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l. Les associés avocats	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
4 octobre 2017 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Pierre Gévry Partie intimée Alain Valiquette Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l. Les associés avocats	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
5 octobre 2017 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Pierre Gévry Partie intimée Alain Valiquette Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l. Les associés avocats	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
6 octobre 2017 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Pierre Gévry Partie intimée Alain Valiquette Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l. Les associés avocats	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
6 novembre 2017 – 9 h 30					
2017-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Craig Levett Partie intimée Rabbin Shalom Chriqui et Centre Chabad Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fishman Flanz Meland Paquin s.e.n.c.r.l. Dunton Rainville s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative et requête de Craig Levett en rejet sommaire de la demande de l'Autorité	Audience au fond
7 novembre 2017 – 9 h 30					
2017-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Craig Levett Partie intimée Rabbin Shalom Chriqui et Centre Chabad Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fishman Flanz Meland Paquin s.e.n.c.r.l. Dunton Rainville s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative et requête de Craig Levett en rejet sommaire de la demande de l'Autorité	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
8 novembre 2017 – 9 h 30					
2017-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Craig Levett Partie intimée Rabbin Shalom Chriqui et Centre Chabad Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fishman Flanz Meland Paquin s.e.n.c.r.l. Dunton Rainville s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative et requête de Craig Levett en rejet sommaire de la demande de l'Autorité	Audience au fond
9 novembre 2017 – 9 h 30					
2017-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Craig Levett Partie intimée Rabbin Shalom Chriqui et Centre Chabad Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fishman Flanz Meland Paquin s.e.n.c.r.l. Dunton Rainville s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative et requête de Craig Levett en rejet sommaire de la demande de l'Autorité	Audience au fond
10 novembre 2017 – 9 h 30					
2017-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Craig Levett Partie intimée Rabbin Shalom Chriqui et Centre Chabad Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fishman Flanz Meland Paquin s.e.n.c.r.l. Dunton Rainville s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative et requête de Craig Levett en rejet sommaire de la demande de l'Autorité	Audience au fond

15 février 2017

2.2 DÉCISIONS

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DES MARCHÉS FINANCIERS**

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2017-002

DÉCISION N° : 2017-002-001

DATE : Le 18 janvier 2017

EN PRÉSENCE DE : M^e JEAN-PIERRE CRISTEL

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Partie demanderesse

c.

AGRONOMIX FRANCE

et

AGRONOMIX CANADA INC.

et

GHISLAIN DJA

Parties intimées

et

BANQUE ROYALE DU CANADA

et

BANQUE DE MONTRÉAL

Parties mises en cause

DÉCISION

(MOTIFS DÉTAILLÉS À SUIVRE)

[art. 249, 250 et 265, *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, art. 93, 94 et 115.9,
Loi sur l'Autorité des marchés financiers, RLRQ, c. A-33.2]

HISTORIQUE DU DOSSIER

[1] L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a, le 17 janvier 2017, saisi le Tribunal administratif des marchés financiers (le « Tribunal») d'une demande d'audience *ex parte* visant à obtenir :

- à l'encontre des intimés, l'émission d'ordonnances *ex parte* d'interdiction d'opérations sur valeurs et de mesures propres à assurer le respect de la loi, ces dernières visant notamment le retrait de contenu publié ou diffusé par Internet.;
- à l'encontre des intimés et à l'égard des mises en cause, l'émission d'ordonnances *ex parte* de blocage.

[2] Cette demande est adressée en vertu des articles 93, 94 et 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*¹ et des articles 249, 250 et 265 de la *Loi sur les valeurs mobilières*².

[3] La demande de l'Autorité a été présentée en vertu de l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, selon lequel il est loisible au Tribunal de prononcer une décision affectant défavorablement les droits d'une personne sans audition préalable, lorsqu'un motif impérieux le requiert.

[4] L'Autorité a déposé avec sa demande l'affidavit requis par l'article 19 du *Règlement sur les règles de procédure du Tribunal administratif des marchés financiers*³, en vertu duquel une demande fondée sur des motifs impérieux doit être accompagnée d'une déclaration sous serment écrite à l'appui des faits de la demande et des motifs impérieux. Une copie de la demande et de l'affidavit est jointe à la présente décision.

[5] Une audience *ex parte* s'est tenue le 17 janvier 2017 afin que le Tribunal puisse entendre au mérite cette demande.

[6] Compte tenu de la nécessité de rendre rapidement une décision, le Tribunal prononce dans un premier temps le dispositif suivant et dans un second temps, il rendra les motifs détaillés à l'appui de cette décision.

DISPOSITIF

[7] **CONSIDÉRANT** qu'une preuve prépondérante a été présentée par l'Autorité à l'effet qu'il existe des motifs impérieux justifiant une intervention immédiate afin de protéger l'intérêt public, le Tribunal administratif des marchés financiers, en vertu des articles 93, 94 et 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* et des articles 249, 250 et 265 de la *Loi sur les valeurs mobilières* :

¹ RLRQ, c. A-33.2.

² RLRQ, c. V-1.1.

³ RLRQ, c. A-33.2, r.1.

2017-002-001

PAGE : 3

ACCUEILLE la demande de l'Autorité des marchés financiers au présent dossier;

INTERDIT aux intimés Agronomix France, Agronomix Canada inc. et Ghislain Dja, toute activité, directement, indirectement, en vue d'exercer toute opération sur valeurs;

ORDONNE à l'intimée Agronomix Canada inc., à l'intérieur d'un délai de vingt-quatre (24) heures, de retirer tout écrit ou contenu publié ou diffusé, directement ou indirectement par Internet ou autrement, dont notamment sur le site Internet www.agronomix-canada.com, en vue d'exercer l'activité de courtier et/ou de placement au sens de l'article 5 de la *Loi sur les valeurs mobilières*;

ORDONNE à l'intimée Agronomix Canada inc. de ne pas, directement ou indirectement, se départir de fonds, titres ou autres biens qu'elle a en sa possession ou qui lui a été confié et de ne pas, directement ou indirectement, retirer ou s'approprier des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour elle, à quelque endroit que ce soit, et, sans limiter la généralité de ce qui précède, les biens suivants :

- les biens dans les comptes portant les numéros [1] et [2], détenus auprès de la mise en cause Banque Royale du Canada, ayant une succursale située au ayant une succursale située au 7250, boul. Taschereau, bureau 02, Brossard, Québec, J4W 1M9;
- les biens dans les comptes numéro 0158-1994465 et 0158-1994457, détenus auprès de la mise en cause Banque de Montréal ayant une succursale située au 2025, rue Peel, Montréal, Québec, H3A 1T7;

ORDONNE à la mise en cause Banque Royale du Canada, ayant une succursale située au 7250, boul. Taschereau, bureau 02, Brossard, Québec, J4W 1M9, de ne pas se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens, qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle au nom de ou pour l'intimée Agronomix Canada inc., notamment dans les comptes portant les numéros [1] et [2];

ORDONNE à la mise en cause Banque de Montréal, ayant une succursale située au 2025, rue Peel, Montréal, Québec, H3A 1T7, de ne pas se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens, qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle au nom de ou pour l'intimée Agronomix Canada inc., notamment dans les comptes portant les numéros 0158-1994465 et 0158-1994457.

En application du second alinéa de l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, le Tribunal informe les intimés qu'ils ont une période de quinze jours pour déposer au Tribunal un avis de leur contestation, afin que puisse être tenue une audience relative à la présente décision, le cas échéant.

2017-002-001

PAGE : 4

Il appartient alors aux intimés de communiquer avec le Secrétariat du Tribunal, au 1-877-873-2211, afin d'informer le Tribunal qu'ils entendent déposer un avis de leur contestation, le cas échéant. Les intimés sont aussi invités à prendre note qu'une partie a le droit de se faire représenter par un avocat. Le Tribunal informe également les personnes morales et les entités désirant être entendues dans le cadre du présent dossier qu'elles sont tenues de se faire représenter par avocat au cours d'une audience devant le Tribunal.

Conformément à l'article 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, les ordonnances de blocage entrent en vigueur le **18 janvier 2017** et le resteront pour une période de 120 jours se terminant le **17 mai 2017**, à moins qu'elles ne soient modifiées ou abrogées avant l'échéance de ce terme. Les autres conclusions entrent en vigueur à la date à laquelle elles sont prononcées et le resteront jusqu'à ce qu'elles soient abrogées ou modifiées.

M^e Jean-Pierre Cristel, vice-président

M^e Steeven Plante
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureur de l'Autorité des marchés financiers

Date d'audience : 17 janvier 2017

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2017-002

DÉCISION N° : 2017-002-001

DATE DES MOTIFS : Le 20 janvier 2017

EN PRÉSENCE DE : M^e JEAN-PIERRE CRISTEL

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Partie demanderesse

c.

AGRONOMIX FRANCE

et

AGRONOMIX CANADA INC.

et

GHISLAIN DJA

Parties intimées

et

BANQUE ROYALE DU CANADA

et

BANQUE DE MONTRÉAL

Parties mises en cause

MOTIFS DÉTAILLÉS DE LA DÉCISION DU 18 JANVIER 2017

[art. 249, 250 et 265, *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, art. 93, 94 et 115.9,
Loi sur l'Autorité des marchés financiers, RLRQ, c. A-33.2]

2017-002-001

PAGE : 2

HISTORIQUE DU DOSSIER

[1] L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a, le 17 janvier 2017, saisi le Tribunal administratif des marchés financiers (le « Tribunal ») d'une demande d'audience *ex parte* visant à obtenir :

- à l'encontre des intimés, l'émission d'ordonnances d'interdiction d'opérations sur valeurs et de mesures propres à assurer le respect de la loi, ces dernières visant notamment le retrait de contenu publié ou diffusé par Internet;
- à l'encontre des intimés et à l'égard des mises en cause, l'émission d'ordonnances de blocage.

[2] Cette demande est fondée sur les articles 93, 94 et 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*¹ et sur les articles 249, 250 et 265 de la *Loi sur les valeurs mobilières*².

[3] En particulier, la demande de l'Autorité a été présentée en vertu de l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, selon lequel il est loisible au Tribunal de prononcer une décision affectant défavorablement les droits d'une personne sans audition préalable, lorsqu'un motif impérieux le requiert.

[4] L'Autorité a déposé avec sa demande l'affidavit requis par l'article 19 du *Règlement sur les règles de procédure du Tribunal administratif des marchés financiers*³, en vertu duquel une demande fondée sur des motifs impérieux doit être accompagnée d'une déclaration sous serment écrite à l'appui des faits de la demande et des motifs impérieux.

[5] Des copies de la demande et de l'affidavit susmentionnés sont jointes à la présente décision.

[6] Une audience *ex parte* s'est tenue le 17 janvier 2017 afin que le Tribunal puisse entendre au mérite cette demande.

[7] Compte tenu de la nécessité de rendre rapidement une décision dans la présente affaire, le Tribunal a, le 18 janvier 2017, accueilli la demande de l'Autorité. Le Tribunal indiqua alors qu'il déposerait subséquemment les motifs détaillés à l'appui de cette décision⁴, ce que le présent document contient, en plus de reproduire le dispositif de la décision rendue le 18 janvier 2017.

AUDIENCE

[8] L'audience *ex parte* du 17 janvier 2017 s'est tenue au siège du Tribunal en présence du procureur de l'Autorité.

¹ RLRQ, c. A-33.2.

² RLRQ, c. V-1.1.

³ RLRQ, c. A-33.2, r.1.

⁴ *Autorité des marchés financiers c. Agronomix France et al.*, QCBDR (Montréal), n° 2017-002-001, 18 janvier 2017, M^e Cristel.

2017-002-001

PAGE : 3

[9] Celui-ci a fait entendre le témoignage d'une enquêteuse œuvrant au sein de l'Autorité. Elle a relaté l'ensemble des faits décrits dans la demande de l'Autorité qui sont allégués à l'encontre des intimés. L'enquêteuse a aussi déposé les pièces D-1 à D-25 à l'appui de ses dires.

[10] Le procureur de l'Autorité a plaidé qu'il existe des motifs impérieux justifiant, dans l'intérêt public, une intervention immédiate du Tribunal.

[11] À cet égard, il a souligné que les intimés sollicitent présentement des investisseurs par le biais de sites Internet / médias sociaux, le tout en contravention de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[12] De plus, il a informé le Tribunal que l'enquête de l'Autorité révèle que les intimés ont déjà - dans le cadre de leurs illicites activités - réussi à recueillir auprès d'épargnants du Québec et de l'étranger des sommes importantes qui ont été déposées dans des comptes ouverts auprès des institutions financières mises en causes.

[13] Il a indiqué que l'Autorité estime qu'il est impératif de protéger ces fonds qui furent recueillis illicitement, notamment afin d'éviter leur dilapidation ou/et leur transfert par les intimés.

[14] Il a informé le Tribunal que l'enquête de l'Autorité se poursuit, mais qu'il est important, dans l'intérêt public, que cessent immédiatement les activités de sollicitation et de placement des intimés.

[15] Le procureur de l'Autorité a conclu en indiquant que la demande, présentée dans le cadre de la présente audience *ex parte*, requiert l'adoption immédiate par le Tribunal d'un ensemble de mesures conservatoires destinées à protéger le public et à maintenir l'intégrité des marchés.

ANALYSE

[16] Dans la présente affaire, l'Autorité a invoqué l'existence de motifs impérieux mettant en danger l'intérêt public et a demandé au Tribunal de rapidement tenir une audience *ex parte* comme le permet l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*⁵.

[17] Lors de l'audience *ex parte* qui s'est tenue le 17 janvier 2017, le procureur de l'Autorité a présenté une preuve à l'effet que les intimés Agronomix France⁶, Agronomix Canada inc.⁷ et Ghislain Dja exerceraient illégalement des activités de courtier et de placement de valeurs, le tout en contravention des articles 11 et 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[18] L'intimée Agronomix France serait une société à responsabilité limitée constituée et immatriculée en France. Son gérant actuel serait Olivier Kouyaka Essien, lequel

⁵ Préc., note 1.

⁶ Pièce D-1 déposée par l'Autorité.

⁷ Pièces D-5 et D-6 déposées par l'Autorité.

2017-002-001

PAGE : 4

aurait la nationalité ivoirienne. Agronomix France utiliserait notamment le site Internet www.agronomix-france.fr afin de publiciser ses activités⁸.

[19] L'intimée Agronomix Canada inc. serait une compagnie, inscrite auprès du Registraire des entreprises du Québec, qui aurait été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*⁹. Son président, seul administrateur et actionnaire principal serait l'intimé Ghislain Dja. L'intimée Agronomix Canada inc. utiliserait notamment le site Internet www.agronomix-canada.ca¹⁰ de même qu'une page Facebook¹¹ afin de publiciser ses activités.

[20] Les articles 11 et 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières* se lisent comme suit.

« **11.** Toute personne qui entend procéder au placement d'une valeur est tenue d'établir un prospectus soumis au visa de l'Autorité. La demande de visa est accompagnée des documents prévus par règlement.

Toutefois, dans le cas du placement par un courtier de titres pris ferme, il incombe à l'émetteur d'établir le prospectus. »

« **148.** Nul ne peut agir à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement, à moins d'être inscrit à ce titre. »

[21] Par ailleurs, l'article 5 de la *Loi sur les valeurs mobilières* définit ainsi les activités de courtier :

«courtier»: toute personne qui exerce ou se présente comme exerçant les activités suivantes:

1° des opérations sur valeurs comme contrepartiste ou mandataire;

2° le placement d'une valeur pour son propre compte ou pour le compte d'autrui;

3° tout acte, toute publicité, tout démarchage, toute conduite ou toute négociation visant même indirectement la réalisation d'une activité visée au paragraphe 1° ou 2°; »

[22] La preuve recueillie par l'Autorité, dans le cadre d'une enquête toujours en cours, démontre que les intimés ne détiendraient actuellement aucune inscription, à titre de courtier, auprès de l'Autorité¹². De plus, les intimés ne détiendraient aucun prospectus visé par l'Autorité leur permettant d'effectuer des placements de valeurs, ni ne bénéficieraient de dispenses les autorisant à ne pas détenir un tel prospectus¹³.

⁸ Pièce D-2 déposée par l'Autorité.

⁹ L.R.C. (1985) c. C-44.

¹⁰ Pièces D-13 à D-19 déposées par l'Autorité.

¹¹ Pièces D-11 et D-12 déposées par l'Autorité.

¹² Pièces D-3, D-7 et D-9 déposées par l'Autorité.

¹³ Pièces D-4, D-8 et D-10 déposées par l'Autorité.

2017-002-001

PAGE : 5

[23] Or, l'Autorité allègue que les intimés poursuivent actuellement des activités de sollicitation et de placement de formes d'investissement auxquelles s'appliquerait la *Loi sur les valeurs mobilières* et qu'ils auraient déjà recueillis, auprès d'au moins 33 épargnants dont 23 résidents du Québec, une somme de plus de 150 000 \$.

[24] Le Tribunal rappelle que l'article 1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* se lit comme suit :

« 1. La présente loi s'applique aux formes d'investissement suivantes:

[...]

2° un titre, autre qu'une obligation, constatant un emprunt d'argent;

[...]

7° un contrat d'investissement;

[...]

Le contrat d'investissement est un contrat par lequel une personne s'engage, dans l'espérance du bénéfice qu'on lui a fait entrevoir, à participer aux risques d'une affaire par la voie d'un apport ou d'un prêt quelconque, sans posséder les connaissances requises pour la marche de l'affaire ou sans obtenir le droit de participer directement aux décisions concernant la marche de l'affaire. »

(Soulignement ajouté)

[25] Or, la preuve présentée par l'Autorité révèle que des activités importantes de sollicitation et de placement de ces formes d'investissement auraient été illicitement effectuées et se poursuivraient toujours de la part des intimés¹⁴.

[26] Cette preuve inclut, en particulier, un exemplaire d'un contrat détaillé qui serait intervenu entre les intimés et un investisseur. Ce contrat aurait notamment été signé par l'intimé Ghislain Dja, à titre de représentant de l'intimée Agronomix Canada inc., et par Olivier Essien, à titre de représentant de l'intimée Agronomix France.

[27] La preuve contient aussi une publicité invitant explicitement le public à « [...] saisir les opportunités d'affaires que lui offre Agronomix Canada en association avec Agronomix France [...] ». Cette publicité serait notamment affichée sur le site Internet et la page Facebook de l'intimée Agronomix Canada inc.

[28] Cette publicité serait accompagnée d'une procédure détaillée permettant au public d'effectuer des investissements dans diverses cultures agricoles réalisées en Côte-D'Ivoire qui offriraient un « retour sur investissement » pouvant atteindre 332 % pour un terme de 6 mois et 2 semaines¹⁵.

[29] Cette publicité inclut notamment un formulaire de souscription de même que des informations détaillées permettant à l'investisseur potentiel d'effectuer des virements de

¹⁴ Pièces D-11 à D-25 déposées par l'Autorité.

¹⁵ Pièce D-15 déposée par l'Autorité.

2017-002-001

PAGE : 6

fonds vers les comptes bancaires d'Agronomix Canada inc. détenus auprès des mises en causes Banque Royale du Canada et Banque de Montréal. La preuve présentée par l'Autorité révèle que l'intimé Ghislain Dja serait la seule personne actuellement autorisée à transiger l'argent déposé dans tous ces comptes au nom de l'intimée Agronomix Canada inc.

[30] Fait troublant, l'intimé Ghislain Dja aurait déjà été inscrit auprès de l'Autorité, entre le 30 avril 2014 et le 17 septembre 2016, à titre de représentant en épargne collective du Fonds d'investissement Royal inc.¹⁶.

[31] Une analyse préliminaire des mouvements de fonds dans les comptes bancaires de l'intimée Agronomix Canada inc.¹⁷ a été effectuée par l'Autorité. Cette analyse révèle que plusieurs centaines de milliers de dollars auraient été déposés dans ces comptes depuis le 31 octobre 2016, en particulier par le biais de nombreux virements bancaires provenant d'épargnants résidant au Canada et aux États-Unis. Plusieurs transferts de fonds entre ces comptes auraient été effectués ainsi que de nombreuses sorties importantes de fonds. Cette analyse se poursuit dans le cadre de l'enquête en cours de l'Autorité.

[32] L'article 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières* établit clairement que nul ne peut exercer l'activité de courtier - laquelle inclut toute forme de publicité et de démarchage - à moins d'être inscrit à ce titre auprès de l'Autorité des marchés financiers. Quant à l'article 11 de cette loi, il stipule que toute personne qui entend procéder au placement d'une valeur - incluant la recherche de souscripteurs¹⁸ - est tenue d'établir un prospectus soumis au visa de l'Autorité. Par ailleurs, l'article 1 dresse la liste des formes d'investissement visées par l'application de la *Loi sur les valeurs mobilières*, laquelle inclut les contrats d'investissement et les titres constatant des emprunts d'argent.

[33] Or, la preuve présentée lors de l'audience a démontré que les intimés ne détenaient pas - durant la période visée par la présente affaire - d'inscription à titre de courtiers auprès de l'Autorité, pas plus qu'ils n'ont obtenu un quelconque prospectus visé par cet organisme ou bénéficié d'une dispense leur permettant d'effectuer les placements qu'ils auraient effectués au cours des derniers mois auprès de nombreux épargnants résidant au Québec et à l'extérieur de celui-ci. Qui plus est, cette preuve révèle que les intimés poursuivraient actuellement leurs illégales activités et auraient réussi à illicitement recueillir une somme importante d'argent auprès du public.

[34] Après avoir considéré l'ensemble de la preuve présentée par l'Autorité lors de l'audience *ex parte* tenue le 17 janvier 2017, le Tribunal est d'avis que cette preuve révèle de manière prépondérante l'existence de motifs impérieux justifiant une intervention immédiate ayant pour but de protéger le public et de maintenir l'intégrité

¹⁶ Pièce D-9 déposée par l'Autorité.

¹⁷ Pièces D-22 à D-25 déposées par l'Autorité.

¹⁸ Voir la définition de « placement » contenue à l'article 5 de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

2017-002-001

PAGE : 7

des marchés. À l'égard de ces motifs impérieux, le Tribunal mentionne, en particulier que:

- les intimés Agronomix France, Agronomix Canada inc. et Ghislain Dja exerceraient illégalement des activités de courtier et de placement, notamment en sollicitant le public investisseur par le biais du site Internet et de la page Facebook de l'intimée Agronomix Canada inc.;
- afin d'attirer les épargnants, les intimés offriraient des formes d'investissement comportant des rendements mirobolants;
- aucun des intimés ne détiendrait une inscription à titre de courtier auprès de l'Autorité des marchés financiers, ni n'aurait obtenu un prospectus visé par cet organisme ou bénéficié d'une dispense aux fins d'effectuer des placements;
- l'intimé Ghislain Dja aurait déjà détenu une inscription à titre de représentant de courtier en épargne collective et aurait donc une connaissance approfondie des marchés financiers. Il serait le président, seul administrateur et actionnaire de l'intimée Agronomix Canada inc. et la seule personne physique actuellement autorisée à accéder aux comptes bancaires de celle-ci;
- l'intimée Agronomix Canada inc. détiendrait actuellement d'importantes sommes d'argent dans les comptes bancaires qu'elle a ouverts auprès des mises en cause Banque Royale du Canada et Banque de Montréal. Or, l'enquête en cours de l'Autorité a révélé qu'une partie significative de cet argent proviendrait d'investissements effectués récemment par le public à la suite des activités illégales susmentionnées des intimés;
- une analyse préliminaire des mouvements de fonds dans les comptes bancaires de l'intimée Agronomix Canada inc. révélerait de nombreux transferts et retraits de fonds récents. Sans une intervention immédiate, il est à craindre que tout l'argent détenu dans ces comptes soit dilapidé par les intimés ou transféré.

[35] En l'espèce, les ordonnances recherchées par l'Autorité sont de nature protectrice, préventive et conservatoire. L'enquête de l'Autorité dans la présente affaire se poursuit.

[36] Afin d'assurer la protection des épargnants et l'intégrité des marchés financiers, il est prévu à l'article 265 de la *Loi sur les valeurs mobilières* que le Tribunal peut interdire à une personne toute activité en vue d'effectuer une opération sur valeurs.

[37] Le Tribunal est d'avis que dans le présent dossier, il y a lieu de prononcer de telles interdictions à l'encontre des intimés puisqu'il appert, à la lumière de la preuve présentée par l'Autorité, que ceux-ci exerceraient les activités de courtier en valeurs sans détenir les inscriptions requises.

2017-002-001

PAGE : 8

[38] Dans ce contexte, le Tribunal estime nécessaire - pour que cessent les illicites activités de sollicitation faisant l'objet de la présente affaire - d'ordonner spécifiquement à Agronomix Canada inc. de retirer tout écrit ou contenu publié ou diffusé, notamment sur son site Internet, en vue d'exercer l'activité de courtier ou de placement.

[39] Par ailleurs, l'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières* prévoit que :

« 249. L'Autorité peut, en vue ou au cours d'une enquête, demander au Tribunal administratif des marchés financiers qu'il:

1° ordonne à la personne qui fait ou ferait l'objet de l'enquête de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens qu'elle a en sa possession;

2° ordonne à la personne qui fait ou ferait l'objet de l'enquête de ne pas retirer des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle;

3° ordonne à toute autre personne de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens visés au paragraphe 2°. »

[40] Le Tribunal est d'avis qu'à la lumière des faits allégués à l'encontre des intimés, il est justifié de prononcer - à titre de mesure conservatoire - des ordonnances de blocage afin de protéger les investisseurs, en particulier pour éviter une potentielle dilapidation des sommes qui auraient été illégalement recueillies par les intimés auprès de ces investisseurs ou leur transfert inopiné durant l'enquête de l'Autorité.

[41] La demande de l'Autorité a été soumise en vertu de l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* qui prévoit que le Tribunal peut rendre une ordonnance affectant les droits d'une personne sans que cette personne en soit avisée préalablement, à la condition que des motifs impérieux soient présents.

[42] Le Tribunal a pris connaissance de cette demande de l'Autorité et a entendu le témoignage de son enquêteuse. Il a également pris connaissance de l'ensemble de la documentation déposée lors de l'audience *ex parte* tenue le 17 janvier 2017. Il a aussi dûment considéré l'argumentation présentée par le procureur de l'Autorité.

DISPOSITIF

[43] **CONSIDÉRANT** qu'une preuve prépondérante a été présentée par l'Autorité à l'effet qu'il existe des motifs impérieux justifiant une intervention immédiate afin de protéger l'intérêt public, le Tribunal administratif des marchés financiers, en vertu des articles 93, 94 et 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* et des articles 249, 250 et 265 de la *Loi sur les valeurs mobilières* :

ACCUEILLE la demande de l'Autorité des marchés financiers au présent dossier;

INTERDIT aux intimés Agronomix France, Agronomix Canada inc. et Ghislain Dja, toute activité, directement, indirectement, en vue d'exercer toute opération sur valeurs;

ORDONNE à l'intimée Agronomix Canada inc., à l'intérieur d'un délai de vingt-quatre (24) heures, de retirer tout écrit ou contenu publié ou diffusé, directement ou

2017-002-001

PAGE : 9

indirectement par Internet ou autrement, dont notamment sur le site Internet www.agronomix-canada.com, en vue d'exercer l'activité de courtier et/ou de placement au sens de l'article 5 de la *Loi sur les valeurs mobilières*;

ORDONNE à l'intimée Agronomix Canada inc. de ne pas, directement ou indirectement, se départir de fonds, titres ou autres biens qu'elle a en sa possession ou qui lui a été confié et de ne pas, directement ou indirectement, retirer ou s'approprier des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour elle, à quelque endroit que ce soit, et, sans limiter la généralité de ce qui précède, les biens suivants :

- les biens dans les comptes portant les numéros [1] et [2], détenus auprès de la mise en cause Banque Royale du Canada, ayant une succursale située au ayant une succursale située au 7250, boul. Taschereau, bureau 02, Brossard, Québec, J4W 1M9;
- les biens dans les comptes numéro 0158-1994465 et 0158-1994457, détenus auprès de la mise en cause Banque de Montréal ayant une succursale située au 2025, rue Peel, Montréal, Québec, H3A 1T7;

ORDONNE à la mise en cause Banque Royale du Canada, ayant une succursale située au 7250, boul. Taschereau, bureau 02, Brossard, Québec, J4W 1M9, de ne pas se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens, qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle au nom de ou pour l'intimée Agronomix Canada inc., notamment dans les comptes portant les numéros [1] et [2];

ORDONNE à la mise en cause Banque de Montréal, ayant une succursale située au 2025, rue Peel, Montréal, Québec, H3A 1T7, de ne pas se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens, qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle au nom de ou pour l'intimée Agronomix Canada inc., notamment dans les comptes portant les numéros 0158-1994465 et 0158-1994457.

En application du second alinéa de l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, le Tribunal informe les intimés qu'ils ont une période de quinze jours pour déposer au Tribunal un avis de leur contestation, afin que puisse être tenue une audience relative à la présente décision, le cas échéant.

Il appartient alors aux intimés de communiquer avec le Secrétariat du Tribunal, au 1-877-873-2211, afin d'informer le Tribunal qu'ils entendent déposer un avis de leur contestation, le cas échéant. Les intimés sont aussi invités à prendre note qu'une partie a le droit de se faire représenter par un avocat. Le Tribunal informe également les personnes morales et les entités désirant être entendues dans le cadre du présent dossier qu'elles sont tenues de se faire représenter par avocat au cours d'une audience devant le Tribunal.

2017-002-001

PAGE : 10

Tel que mentionné dans la décision du 18 janvier 2017, conformément à l'article 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, les ordonnances de blocage entrent en vigueur le **18 janvier 2017** et le resteront pour une période de 120 jours se terminant le **17 mai 2017**, à moins qu'elles ne soient modifiées ou abrogées avant l'échéance de ce terme. Les autres conclusions entrent en vigueur à la date à laquelle elles sont prononcées et le resteront jusqu'à ce qu'elles soient abrogées ou modifiées.

M^e Jean-Pierre Cristel, vice-président

M^e Steeven Plante
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureur de l'Autorité des marchés financiers

Date d'audience : 17 janvier 2017

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS

**PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL
DOSSIER N° : 2017-002**

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS,
personne morale ayant un établissement
situé au 800, Square Victoria, 22^e étage, C.P.
246, Tour de la Bourse, Montréal (Québec)
H4Z 1G3;

DEMANDERESSE

c.

AGRONOMIX FRANCE, ayant son siège
social au 12 rue du Colonel Oudot, 75012,
Paris;

et

AGRONOMIX CANADA INC., ayant son
siège social au 2000, avenue McGill College,
bureau 600, Montréal (Québec) H3A 3H3;

et

GHISLAIN DJA, domicilié au [...], Carignan
(Québec) [...];

INTIMÉS

et

BANQUE ROYALE DU CANADA, banque à
charte légalement constituée en vertu de la
Loi sur les banques, ayant une succursale
située au 7250, boul. Taschereau, bureau 02,
Brossard (Québec) J4W 1M9;

et

BANQUE DE MONTRÉAL, banque à charte
légalement constituée en vertu de la *Loi sur*

les banques, ayant une succursale située au
2025, rue Peel, Montréal (Québec) H3A 1T7;

MISES EN CAUSE

Demande de l'Autorité des marchés financiers en vertu des articles 93, 94 et 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, c. A-33.2 et des articles 249, 250 et 265 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1

L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS SOUMET RESPECTUEUSEMENT AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS CE QUI SUIT:

I. INTRODUCTION

1. Par la présente, la Demanderesse Autorité des marchés financiers (ci-après l'« **Autorité** ») demande au Tribunal administratif des marchés financiers (ci-après le « **TMF** ») de bien vouloir :
 - Prononcer des ordonnances d'interdiction d'opérations sur valeurs à l'encontre des intimés Agronomix France (ci-après « **Agronomix F.** »), Agronomix Canada inc. (ci-après « **Agronomix C.** ») et Ghislain DJA (ci-après « **DJA** »);
 - Ordonner à Agronomix C., ses dirigeants, représentants et employés à l'intérieur d'un délai de vingt-quatre (24) heures, de retirer tout écrit ou contenu publié ou diffusé, directement ou indirectement par Internet ou autrement, dont notamment sur le site Internet <http://agronomix-canada.ca>, en vue d'exercer l'activité de courtier et/ou un placement au sens de l'article 5 de la *Loi sur les valeurs mobilières*;
 - Prononcer des ordonnances de blocage à l'encontre de l'intimée Agronomix C. afin que celle-ci ne retire aucun fonds, titres ou autres biens d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle, dont notamment les biens détenus dans les comptes portant les numéros [1] et [2] détenus auprès de la mise en cause Banque Royale du Canada, ayant une succursale située au 7250, boul. Taschereau, bureau 02, Brossard (Québec) J4W 1M9 et dans les comptes numéro 01581-1994465 et 0159-1994457 détenus auprès de la mise en cause Banque de Montréal ayant une succursale située au 2025, rue Peel, Montréal (Québec) H3A 1T7;

et ce, pour les motifs énoncés ci-après.

II. LES PARTIES

A) LA DEMANDERESSE

2. L'Autorité est l'organisme responsable de l'application, notamment, de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (ci-après « **LVM** ») et elle exerce les fonctions qui y sont prévues conformément à l'article 7 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, c. A-33.2 (ci-après « **LAMF** »);

B) LES INTIMÉS

Agronomix France

3. L'intimée Agronomix F. est une société à responsabilité limitée, **pièce D-1**;
4. Selon les informations disponibles au Registre des entreprises de France, *infogreffe.fr* (D-1), la société Agronomix F. a été immatriculée en date du 21 octobre 2016;
5. Les activités déclarées de cette société sont : « *Achat, vente, négoce, import export de produits agricoles, plantations alimentaires et autres non réglementées, vente de plantations et prestation de service* » (D-1);
6. Les vérifications effectuées en cours d'enquête ont notamment permis d'identifier le site Internet *www.agronomix-france.fr*, **pièce D-2**;
7. Selon la *Base de données nationale d'inscription*, Agronomix F. n'a jamais été inscrite auprès de l'Autorité, **pièce D-3**;
8. Agronomix F., pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1999 et le 10 janvier 2017, n'a pas déposé de prospectus ou bénéficié de visa de prospectus, ou encore bénéficié de dispense d'effectuer un tel dépôt émis par l'Autorité, **pièce D-4**;

Agronomix Canada inc

9. L'intimée Agronomix C. est une société par actions qui a été constituée en date du 12 octobre 2016, **pièce D-5**;
10. Les secteurs d'activité déclarés au REQ d'Agronomix C. sont « *Autres services aux entreprises* » avec comme précision « *Consulting Agency* » et « *Autres types de commerce de détail* » avec précision « *import/Export of merchandise* » (D-5);
11. Le premier actionnaire, le président et le seul administrateur déclaré de cette société est DJA (D-5);
12. En date du 2 décembre 2016, Agronomix F., située au 391, rue Albin Cadet, Fretoy-Le-Château 60640 en France était déclaré à titre de second actionnaire de la société Agronomix C., **pièce D-6**;
13. Une déclaration de modification a été déposée au REQ le ou vers le 29 décembre 2016 et depuis cette date, seul DJA apparaît à titre d'actionnaire de la société (D-5 et D-6);

14. Selon l'attestation d'absence de droit de pratique et l'extrait de la *Base de données nationale d'inscription*, **pièce D-7 en liasse**, Agronomix C. n'est pas inscrite auprès de l'Autorité;
15. Agronomix C., pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1999 et le 9 janvier 2017, n'a pas déposé de prospectus ou bénéficié de visa de prospectus, ou encore bénéficié de dispense d'effectuer un tel dépôt émis par l'Autorité, **pièce D-8**;

Ghislain DJA

16. DJA est une personne physique dont la dernière adresse connue est située à Carignan dans la province de Québec;
17. Selon l'attestation de droit de pratique et l'extrait de la *Base de données nationale d'inscription*, **pièce D-9 en liasse**, du 30 avril 2014 au 17 septembre 2016, DJA a été inscrit auprès de l'Autorité à titre de représentant de courtier en épargne collective;
18. Pour la période des événements en cause en la présente, DJA ne détenait aucune inscription en vigueur auprès de l'Autorité (D-9);
19. DJA, pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1999 et le 9 janvier 2017, n'a pas déposé de prospectus ou bénéficié de visa de prospectus, ou encore bénéficié de dispense d'effectuer un tel dépôt émis par l'Autorité, **pièce D-10**;

III. LES FAITS

i- Page Facebook et page Internet

20. Le ou vers le 30 novembre 2016, l'AMF reçoit un signalement relativement à la société Agronomix C.;
21. Les vérifications effectuées entre le 30 novembre et le 1^{er} décembre 2016 permettent d'identifier la page Facebook Agronomix C., **pièce D-11**;
22. En date du 1^{er} novembre 2016, la photo de profil de cette page Facebook (D-11) indique :

« Les plantations clé en main : Nous proposons à notre clientèle de saisir les opportunités d'affaires qui lui offrent Agronomix C. en association avec Agronomix F. et ses partenaires techniques et agriculteurs pour avoir des plantations clé en main. 514.906.8697 »
23. En date du 1^{er} décembre 2016, la mention suivante était inscrite sur la page Facebook d'Agronomix C. (D-11) :

« Chers partenaires, Agronomix Canada vous informe que la nouvelle campagne est en cours jusqu'au 28 Décembre 2016. Voir le lien suivant <http://agronommix-canada.ca/cultures-en-cours/> Bonne campagne! »

24. En date du 12 janvier 2017, le profil Facebook d'Agronomix C. comptait 4185 « amis », **pièce D-12** ;
25. Ces vérifications permettent notamment d'identifier le site Internet www.agronomix-canada.com, **pièce D-13**;
26. Selon le site d'information sur les noms de domaines www.whois.domaintools.com le nom de domaine [agronomix-canada.com](http://www.agronomix-canada.com) est enregistré au nom d'une société de Multimédia située à Laval, **pièce D-14**;
27. L'onglet accueil du site www.agronomix-canada.com mentionne notamment (D-13) :
- « Les plantations clé en main : Nous proposons à notre clientèle de saisir les opportunités d'affaires que lui offre Agronomix Canada en association avec Agronomix France et ses partenaires techniques et agriculteurs pour avoir des plantations clé en main »*
28. De même, le site www.agronomix-canada.com, présente Agronomix C. comme étant une société: *« spécialisée dans l'import-export de produits agroalimentaires et propose à sa clientèle des opportunités d'affaires pour l'acquisition de plantation « clé en main » dans les cultures vivrières et pérennes grâce à son partenariat avec AGRONOMIX France »* (D-13);
29. En date du 2 décembre 2016, sous l'onglet « Cultures en cours » du site Internet d'Agronomix C., trois (3) types de plantations clé en main étaient présentés, **pièce D-15** :

	Poivre	Piment Sunny F1	Tomate Sanzana F1
Période de souscription	S/O	2016-11-28 au 2016-12-28	2016-11-28 au 2016-12-28
Coût de création	14 309 \$	2 053 \$	4 122 \$
Retour sur investissement	Jusqu' à 735\$/mois	6 740 \$	13 700 \$

30. De même, l'onglet « Cultures en cours » (D-15) présente le « Kit privilège » qui mentionne notamment:
- « Le pack privilège est dédié aux clients ayant perçu au moins 3 retours sur investissements et ayant 5 contrats en cours. »*
31. L'onglet « Souscription » du site Internet Agronomix C. présente les différentes étapes à suivre pour faire une souscription et obtenir un contrat, **pièce D-16**, soit :

1. Télécharger le Relevé d'identité bancaire (« RIB »);

2. Effectuer le virement du montant de la souscription dans l'un des RIB des institutions financières identifiées;
 3. Télécharger et remplir le formulaire de souscription;
 4. Scanner et envoyer les documents à l'adresse « souscriptions@Agronomix-Canada.ca »;
 5. Attendre la réception d'un courriel pour la date de signature du contrat dans leurs bureaux.
32. Le Relevé d'identité bancaire que l'on retrouve à la première étape de cet onglet permet d'identifier deux (2) comptes bancaires, **pièce D-17**, soit :
- le compte numéro 001-01581 1994465 à la Banque de Montréal;
 - le compte numéro [1] à la Banque Royale du Canada;
33. L'étape trois (3) de cet onglet souscription permet de télécharger un formulaire de souscription, **pièce D-18**;

ii- Les investisseurs identifiés

34. Comme plus expressément décrit dans la section *L'analyse des comptes bancaires identifiés* qui suit, les vérifications effectuées des comptes bancaires identifiés ont permis de relever plusieurs investissements « potentiels »;
35. Le ou vers le 9 janvier 2017, l'Enquêteuse est entrée en contact avec l'une des personnes ayant été identifiées comme investisseur « potentiel » (ci-après « **Investisseur 1** »);
36. Selon cet investisseur 1, ce sont des amis qui lui ont présenté Agronomix C.;
37. L'Investisseur 1 s'est rendu sur le site Internet d'Agronomix C. afin de prendre rendez-vous;
38. L'investisseur 1 s'est rendu au Bureau d'Agronomix situé sur l'avenue McGill à Montréal afin d'obtenir de l'information;
39. Le ou vers le 10 novembre 2016, l'Investisseur 1 a souscrit par l'entremise du formulaire de souscription présent sur le site Internet d'Agronomix C. (D-18) à une culture de piment Fire Kiss F1, **pièce D-19**;
40. Le ou vers le 10 novembre 2016, en paiement de cet investissement, l'Investisseur 1 a procédé à un virement d'un montant de 2 053 \$ au bénéfice d'Agronomix C., **pièce D-20**;
41. Après avoir effectué son paiement, l'Investisseur 1 s'est rendu une seconde fois aux bureaux d'Agronomix afin de compléter un contrat d'investissement;
42. Le ou vers le 16 novembre 2016, un contrat a été signé entre l'Investisseur 1 à titre de souscripteur, DJA à titre d'intermédiaire pour Agronomix C. et Olivier Essien à titre de partenaire technique pour Agronomix F., **pièce D-21**;
43. Ce contrat (D-21) stipule notamment :

- Qu'il est à des fins lucratives;
- Que son objet consiste en la réalisation, commercialisation et le partage des fruits d'une plantation en Côte d'Ivoire;
- Que la participation du souscripteur consiste uniquement en une participation financière afin d'acquérir des semences, des engrais et de payer les prestataires et frais liés à la création de plantations, récoltes et transport;
- Que ce dernier s'engage à fournir le montant de 2 053 \$;
- Pour une période de 6 mois et demi;
- Qu'à cette échéance, une somme forfaitaire de 6 740 \$ doit lui être versée;
- Que le souscripteur ne dispose pas du savoir-faire et de l'expertise technique pour réaliser le projet visé;
- Que le souscripteur n'acquiert aucun droit de propriété et d'occupation de quelque nature que ce soit;
- Qu'Agronomix F. peut disposer librement de la récolte pour les besoins de sa commercialisation et qu'elle est réputée en être la seule propriétaire;
- Que le souscripteur s'oblige à ne pas interférer, s'immiscer dans l'exécution faite par Agronomix F.;
- Que ce contrat n'emporte aucunement constitution d'une société entre les parties qui conservent leur indépendance respective;

44. L'Investisseur 1 a notamment indiqué à l'Enquêteuse :

- « Nous autres on investit, eux s'occupent de tout »;
- Le montant investi doit lui être retourné en plus d'un bénéfice de 6 740 \$ dans 6 mois et demi;
- Il n'y a rien à faire en attendant le retour;
- Que c'est la première fois que l'Investisseur 1 investit auprès d'Agronomix C.;
- Qu'il a pris rendez-vous sur le site Internet puis s'est rendu sur place pour avoir les informations;
- Qu'il a rencontré un commis dans les bureaux d'Agronomix;
- Qu'il a fait un virement à Agronomix;
- Qu'une fois l'argent viré, il a reçu un appel afin de retourner dans les bureaux d'Agronomix C. pour signer des documents;
- Qu'il a complété un formulaire de souscription et un contrat et qu'il n'a pas reçu d'autre document;
- Qu'Agronomix cultive sur des terres de la Côte d'Ivoire différents légumes;
- Que c'est la vente de ces légumes qui génère un retour sur l'investissement;
- Qu'il ne reçoit pas de légume en échange de son investissement;
- Qu'il ne connaît pas les propriétaires d'Agronomix;
- Qu'il a rencontré, notamment, DJA au bureau d'Agronomix;
- Qu'il n'y a pas de critères pour investir, que c'est ouvert à tous;
- Que l'on ne lui a pas demandé ses revenus;
- Que l'on lui a dit que c'est sûr qu'il va recevoir un retour, mais qu'il est conscient qu'il peut y avoir un risque;

iii- L'analyse des comptes bancaires identifiés

i) Banque Royale du Canada

45. Le ou vers le 21 décembre 2016, l'Enquêteuse reçoit de la Banque Royale du Canada (ci-après « **RBC** ») les relevés du compte numéro [1], transit [...] (ci-après « **[1]** ») pour la période comprise entre le 31 octobre 2016 et le 8 décembre 2016, **pièce D-22**;
46. Il appert de ces vérifications que le compte [1] a été ouvert en date du 31 octobre 2016 et qu'il appartient à Agronomix C.;
47. Il appert que dans la période du 31 octobre 2016 au 8 décembre 2016, un total de 475 040 \$ a été déposé au compte [1] (D-22);
48. Pour cette même période, un total de 28 934,06 \$ a été retiré du compte [1] (D-22);
49. L'Enquêteuse identifie notamment aux relevés relatifs au compte [1] (D-22) :
 - 38 dépôts au montant de 4 122 \$, montant identifié sur le site d'Agronomix C. comme étant le coût d'acquisition d'une culture de Tomate (D-15), pour un total de 156 636 \$;
 - 51 dépôts au montant de 2 053 \$, montant identifié sur le site d'Agronomix C. comme étant le coût d'acquisition d'une culture de Piment (D-15), pour un total de 104 703 \$;
 - 10 dépôts au montant de 6 175 \$, pour un total de 61 750 \$;
 - 5 dépôts au montant de 8 244 \$, pour un total de 41 220 \$;
 - 6 dépôts au montant de 2 000 \$, pour un total de 12 000 \$;
50. Le ou vers le 9 janvier 2017, l'Enquêteuse reçoit de la RBC la liste ainsi que les documents d'ouverture de tous les comptes détenus à cette institution par Agronomix ainsi que certaines pièces bancaires, **pièce D-23**;
51. Cette seconde vérification effectuée auprès de la RBC a permis d'identifier, outre le compte [1], un second compte lié à Agronomix C., soit le compte numéro [2] (ci-après « **[2]** ») (D-23);
52. Il appert de ces démarches que ce second compte a aussi été ouvert, le ou vers le 31 octobre 2016, par DJA (D-23);
53. Il appert que dans la période du 31 octobre 2016 au 16 décembre 2016, un total de 457 510,55 \$ a été déposé au compte [2] (D-23);
54. Pour cette même période, un total de 33 844,24 \$ a été retiré du compte [2] (D-23);
55. L'Enquêteuse identifie notamment aux relevés relatifs au compte [2] (D-23), 1 transfert provenant du compte [1] au montant de 419 449,94 \$;
56. Selon les informations obtenues de la RBC (D-23), DJA est le seul signataire autorisé aux comptes [1] et [2];

57. Les vérifications des comptes de la RBC ont permis d'identifier un total de 11 personnes résidentes du Québec et ayant versé à Agronomix C. des montants variant entre 2053 \$ et 12 366 \$;
58. La mise à jour des informations faites auprès de la RBC en date du 11 janvier 2017 indique que le compte [1] contient un montant total de 215 000 \$ et que le compte numéro [2] contient un montant total de 423 000 \$;

ii) Banque de Montréal

59. Le ou vers le 20 décembre 2016, l'Enquêteuse reçoit de la Banque de Montréal (ci-après « **BMO** »), le relevé bancaire en date du 30 novembre 2016 relatif au compte numéro 1994465 transit 01581 (ci-après « **1994465** »), **pièce D-24**;
60. Le ou vers le 11 janvier 2017, l'Enquêteuse reçoit de la BMO la liste ainsi que les informations relatives au détenteur de tous les comptes détenus à cette institution par Agronomix ainsi que certaines pièces bancaires, **pièce D-25**;
61. Il appert de ces vérifications (D-24-, D-25) que le compte 1994465 a été ouvert en date du 2 novembre 2016 et qu'il appartient à Agronomix C.;
62. Il appert que dans la période du 2 novembre 2016 au 15 décembre 2016, un total de 95 427,01 \$ a été déposé au compte 1994465 (D-24, D-25);
63. Pour cette même période, un total de 70 989 \$ a été retiré du compte 1994465 (D-24, D-25);
64. L'Enquêteuse identifie notamment aux relevés relatifs au compte 1994465 (D-24, D-25) :
 - 5 dépôts au montant de 4 122 \$, montant identifié sur le site d'Agronomix C. comme étant le coût d'acquisition d'une culture de Tomate (D-15), pour un total de 20 610 \$;
 - 6 dépôts au montant de 2 053 \$, montant identifié sur le site d'Agronomix C. comme étant le coût d'acquisition d'une culture de Piment (D-15), pour un total de 12 318 \$;
 - 3 dépôts au montant de 8 244 \$, pour un total de 24 732 \$;
65. Les pièces justificatives relatives au compte 1994465 (D-25) ont aussi permis d'identifier la source de certains des dépôts:
 - 12 dépôts liés à des adresses de particuliers situés au Québec, pour un montant de 50 331 \$;
 - 4 dépôts liés à des adresses de particuliers situés aux États-Unis, pour un montant de 22 429,01 \$;
 - 4 dépôts en argent comptant pour un montant total de 12 370 \$;
 - 2 dépôts liés à des adresses de particuliers situés en Alberta, pour un montant de 10 297 \$;

66. Les informations reçues en date du 11 janvier 2017 (D-25), permettent aussi d'identifier un autre compte bancaire détenu par Agronomix à cette institution, soit le compte numéro 1994457 transit 0158 (ci-après « **1994457** »);
67. Il appert de ces vérifications (D-24-, D-25) que le compte 1994457 a été ouvert en date du 2 novembre 2016 et qu'il appartient à Agronomix C.;
68. Il appert que dans la période du 2 novembre 2016 au 30 décembre 2016, un total de 70 849,07 \$ a été déposé au compte 1994457 (D-24, D-25);
69. Pour cette même période, un total de 28 769,50 \$ a été retiré du compte 1994457 (D-24, D-25);
70. L'Enquêteuse identifie notamment aux relevés relatifs au compte 1994457 (D-24, D-25) :
- 1 transfert provenant du compte 1994465 au montant de 36 \$ en date du 5 décembre 2016;
 - 1 transfert provenant du compte 1994465 au montant de 68 760,07 \$ en date du 12 décembre 2016;
 - 1 transfert provenant du compte 1994465 au montant de 2 053 \$ en date du 16 décembre 2016;
 - Le montant total de ces transferts représentant 70 849,07 \$;
71. La mise à jour des informations faites auprès de la BMO en date du 11 janvier 2017 indique que le compte numéro 1994465 contient un montant total de 37 145,28 \$ et que le compte 1994457 contient un montant total de 42 079,27 \$;

IV. LES DEMANDES D'INTERDICTION

72. Les intimés Agronomix F., Agronomix C. et DJA ne sont pas inscrits auprès de l'Autorité;
73. Néanmoins, il appert des faits exposés précédemment que ces intimés se sont engagés dans des activités exclusivement réservées aux courtiers en valeurs, le tout en contravention à l'article 148 LVM;
74. Les intimés Agronomix F., Agronomix C. et DJA n'ont pas déposé de prospectus ou bénéficié de visa de prospectus, ou encore bénéficié de dispense d'effectuer un tel dépôt, émis par l'Autorité;
75. Néanmoins, il appert des faits exposés précédemment que ces derniers ont procédé au placement de valeurs au sens de la LVM;
76. Notamment, il appert de la preuve recueillie par l'Autorité que les intimés offrent au public une forme d'investissement soumise à la LVM;
77. Ainsi, les ordonnances d'interdiction d'opérations sur valeurs recherchées à l'égard des intimés sont bien fondées en faits et en droit;

V. LES DEMANDES DE BLOCAGE

78. Les blocages demandés sont justifiés par le fait que l'intimée Agronomix Canada inc. a utilisé les comptes numéros [1] et [2] de la RBC et les comptes numéros 01581-1994465 et 0158-1994457 de la BMO afin de recueillir de l'argent provenant d'investisseurs;

VI. URGENCE DE LA SITUATION ET ABSENCE D'AUDITION PRÉALABLE

79. L'Autorité demande, pour la protection des épargnants et de l'intérêt public, que le TMF prononce les ordonnances recherchées dans la présente demande sans audition préalable;
80. D'ailleurs, les éléments suivants justifient la tenue d'une audience *ex parte* conformément à l'article 115.9 de la LAMF :
- Actuellement, les intimés sollicitent activement des investisseurs par le biais, notamment, des sites Internet d'Agronomix F. et d'Agronomix C.;
 - D'importantes sommes sont présentement détenues par l'intimée Agronomix C.;
 - La preuve démontre qu'une partie de ces sommes sont directement liées aux contrats d'investissements offerts par les intimés;
 - Le caractère *ex parte* de l'audience demandée est justifiée notamment pour assurer la protection de ces montants;
81. Sans une décision immédiate du TMF, il est à craindre, entre autres, que les intimés puissent solliciter d'autres investisseurs et continuer leurs opérations illégales au détriment des investisseurs;

EN CONSÉQUENCE, l'Autorité des marchés financiers demande au TMF, en vertu des articles 93, 94 et 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* et des articles 249, 250 et 265 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, d'émettre les ordonnances suivantes :

INTERDIRE aux intimés Agronomix France, Agronomix Canada inc. et Ghislain DJA, toute activité, directement, indirectement, en vue d'exercer toute opération sur valeurs;

ORDONNER à Agronomix Canada inc., à l'intérieur d'un délai de vingt-quatre (24) heures, de retirer tout écrit ou contenu publié ou diffusé, directement ou indirectement par Internet ou autrement, dont notamment sur le site Internet www.agronomix-canada.com, en vue d'exercer l'activité de courtier et/ou un placement au sens de l'article 5 de la *Loi sur les valeurs mobilières*;

ORDONNER à l'intimée Agronomix Canada inc. de ne pas, directement ou indirectement, se départir de fonds, titres ou autres biens qu'elle a en sa possession ou qui lui a été confié et de ne pas, directement ou indirectement, retirer ou s'approprier des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour elle, à quelque endroit que ce soit, et, sans limiter la généralité de ce qui précède, les biens suivants :

- les biens dans les comptes portant les numéros [1] et [2], détenus auprès de la mise en cause Banque Royale du Canada, ayant une succursale située au ayant une succursale située au 7250, boul. Taschereau, bureau 02, Brossard, Québec, J4W 1M9;
- les biens dans les comptes numéro 01581-1994465 et 0158-1994457, détenus auprès de la mise en cause Banque de Montréal ayant une succursale située au 2025, rue Peel, Montréal, Québec, H3A 1T7;

ORDONNER à la mise en cause Banque Royale du Canada, ayant une succursale située au ayant une succursale située au 7250, boul. Taschereau, bureau 02, Brossard, Québec, J4W 1M9, de ne pas se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens, qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle au nom de ou pour l'intimée Agronomix Canada inc., notamment dans les comptes portant les numéros [1] et [2];

ORDONNER à la mise en cause Banque de Montréal, ayant une succursale située au 2025, rue Peel, Montréal, Québec, H3A 1T7, de ne pas se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens, qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle au nom de ou pour l'intimée Agronomix Canada inc., notamment dans les comptes portant les numéros 01581-1994465 et 0158-1994457;

DÉCLARER que compte tenu du risque pour le public et de l'urgence de la situation, la décision à être rendue sur la présente Demande entre en vigueur sans audition préalable, sous réserve de donner aux parties intimées l'occasion d'être entendues dans un délai de 15 jours, et ce, en vertu des articles 93 et 115.9 de la LAMF.

Fait à Montréal, le 17 janvier 2017

Contentieux de l'Autorité des marchés financiers

Procureur de la Demanderesse Autorité des marchés financiers

Me Steeven Plante

Téléphone : 514-395-0337, poste 2498

Télécopieur : 514-864-3316

Adresse courriel : steeven.plante@lautorite.qc.ca

AFFIDAVIT

Je, soussignée Sarah Abi-Khalil, enquêteuse, exerçant ma profession au 800, Square Victoria, 22^e étage, dans la ville et le district de Montréal, affirme solennellement ce qui suit :

1. Je suis enquêteuse à l'Autorité des marchés financiers;
2. Je suis désignée comme étant l'enquêteuse dans le dossier de Agronomix Canada;
3. Tous les faits allégués à la présente demande sont vrais.

EN FOI DE QUOI, J'AI SIGNÉ À MONTRÉAL
CE 17 janvier 2017.

Sarah Abi-Khalil

Affirmé solennellement devant moi à
Montréal, ce 17 janvier 2017.

Commissaire à l'assermentation pour tous les
districts judiciaires de Québec

N° dossier : 2017-002

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS
FINANCIERS

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Demanderesse

c.

AGRONOMIX FRANCE;
AGRONOMIX CANADA INC.;
GHISLAIN DJA;

Intimés

et

BANQUE ROYALE DU CANADA;
BANQUE DE MONTRÉAL;

Mises en cause

Demande de l'Autorité des marchés financiers en
vertu des articles 93, 94 et 115.9 de la Loi sur
l'Autorité des marchés financiers, RLRQ, c. A-33.2
et des articles 249, 250 et 265 de la Loi sur les
valeurs mobilières, RLRQ, c. V-1.1

ORIGINAL

Me Steeven Plante
Contentieux de l'Autorité des marchés financiers
800, Square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514-395-0337, poste 2498
Télécopieur : 514-864-3316
Courriel : amf_contentieux@autorite.qc.ca

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2014-033

DÉCISION N° : 2014-033-017

DATE : Le 27 janvier 2017

EN PRÉSENCE DE : M^e LISE GIRARD

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Partie demanderesse

c.

JUSTIN MAISONNEUVE-STRASBOURG

et

JUSTIN JONATHAN SERVICE FINANCIER, Justin Maisonneuve-Strasbourg, faisant affaires sous la dénomination sociale « Justin Jonathan Service Financier »

Parties intimées

et

BANQUE ALTERNA, personne morale régie par la *Loi sur les Banques*, ayant son siège social à Ottawa (Ontario) et une place d'affaires au 160, boulevard de l'Hôpital, Gatineau (Québec) J8T 8J1

Partie mise en cause

DÉCISION

PROLONGATION D'ORDONNANCES DE BLOCAGE

[1] Veuillez prendre note que le 18 juillet 2016, certaines dispositions législatives¹ sont entrées en vigueur changeant le nom du Bureau de décision et de révision pour le

¹ *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015*, L.Q. 2016, c.7, art. 171 à 180 par le truchement de l'article 225, al. 1, par. 3.

2014-033-017

PAGE : 2

Tribunal administratif des marchés financiers (ci-après le « Tribunal »)². La présente décision est rendue en tenant compte de cette appellation.

CONTEXTE

[2] Le 16 juillet 2014, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») déposait au Tribunal, une demande urgente *ex parte* à l'égard des intimés et de la mise en cause.

[3] À cette même date, le 16 juillet 2014, avait lieu l'audience *ex parte*.

[4] Le 17 juillet 2014³, compte tenu de l'urgence, le Tribunal a rendu une décision émettant des ordonnances intérimaires de blocage.

[5] Le 25 juillet 2014⁴, le Tribunal a rendu une décision, suivant la demande *ex parte* qui lui a été présentée, prononçant notamment les ordonnances suivantes à l'encontre des intimés et de la mise en cause:

- des ordonnances de blocage;
- une ordonnance d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller
- une ordonnance d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller en dérivés;
- une ordonnance d'interdiction d'opérations sur un dérivé;
- une ordonnance d'interdiction d'opérations sur valeurs; et
- des mesures propres à assurer le respect de la Loi.

[6] Le 30 octobre 2014, lors d'une audience *pro forma* concernant une demande en prolongation des ordonnances de blocage, l'intimé Justin Maisonneuve-Strasbourg a fait valoir qu'il avait l'intention de contester la décision rendue *ex parte* par le Tribunal.

[7] Le 12 novembre 2014, Justin Maisonneuve-Strasbourg a fait parvenir un avis de contestation écrit au Tribunal.

[8] Le 17 novembre 2014, la contestation de l'intimé Justin Maisonneuve-Strasbourg a été remise *sine die*, compte tenu de son absence.

[9] Le 21 janvier 2015⁵, le Tribunal a prononcé une décision accordant des levées

² Dans les paragraphes subséquents, l'expression « Tribunal » est substituée à l'expression « Bureau », et ce, même lorsque l'on réfère à un fait survenu antérieurement au 18 juillet 2016.

³ *Autorité des marchés financiers c. Maisonneuve-Strasbourg*, 2014 QCBDR 70.

⁴ *Autorité des marchés financiers c. Maisonneuve-Strasbourg*, 2014 QCBDR 81.

⁵ *Lasalle c. Justin Maisonneuve-Strasbourg*, 2015 QCBDR 17.

2014-033-017

PAGE : 3

partielles de blocage au bénéfice des requérants Ghazal Nezafati et Vincent Lasalle. Le tout a été prononcé afin de leur permettre de récupérer des sommes qu'ils avaient investies auprès de Justin Maisonneuve-Strasbourg et de son entreprise Justin Jonathan Service Financier.

[10] Le 15 juin 2015, le Tribunal a accordé une levée partielle de blocage en faveur de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), afin de lui permettre de disposer du véhicule de l'intimé⁶.

[11] Des ordonnances en prolongation de blocage ont été prononcées et renouvelées aux dates suivantes dans le présent dossier :

- 6 novembre 2014 (de manière intérimaire)⁷;
- 19 novembre 2014⁸;
- 25 février 2015⁹;
- 19 juin 2015¹⁰;
- 9 octobre 2015¹¹;
- 4 février 2016¹²;
- 6 juin 2016¹³; et
- 7 octobre 2016¹⁴.

[12] Le 24 septembre 2015¹⁵, suivant une demande de l'Autorité pour mode spécial de signification à l'égard des intimés, le Tribunal a rendu une décision dans laquelle il considérait notamment l'engagement de cette dernière de tenter d'obtenir les nouvelles

⁶ *Société de l'assurance automobile du Québec c. Maisonneuve-Strasbourg*, 2015 QCBDR 85.

⁷ *Autorité des marchés financiers c. Maisonneuve-Strasbourg*, 2014 QCBDR 133.

⁸ *Autorité des marchés financiers c. Maisonneuve-Strasbourg*, 2014 QCBDR 132.

⁹ *Autorité des marchés financiers c. Maisonneuve-Strasbourg*, 2015 QCBDR 33.

¹⁰ *Autorité des marchés financiers c. Maisonneuve-Strasbourg*, 2015 QCBDR 86.

¹¹ *Autorité des marchés financiers c. Maisonneuve-Strasbourg*, 2015 QCBDR 133.

¹² *Autorité des marchés financiers c. Maisonneuve-Strasbourg*, 2015 QCBDR 8.

¹³ *Autorité des marchés financiers c. Maisonneuve-Strasbourg*, 2016 QCBDR 65.

¹⁴ *Autorité des marchés financiers c. Maisonneuve-Strasbourg*, 2016 QCTMF 18.

¹⁵ *Autorité des marchés financiers c. Maisonneuve-Strasbourg*, Bureau de décision et de révision, (Mtl.) n° 2014-033-012, le 24 septembre 2015, M^e L. Girard (décision consignée au procès-verbal).

2014-033-017

PAGE : 4

coordonnées de l'intimé Justin Maisonneuve Strasbourg avant de lui transmettre une nouvelle demande.

[13] Le 22 décembre 2016, l'Autorité a déposé une demande de prolongation des ordonnances de blocage à l'égard des parties intimées, accompagnée d'un avis de présentation pour le 26 janvier 2017 à la chambre de pratique du Tribunal.

AUDIENCE

[14] Le 26 janvier 2017, une audience a eu lieu au siège du Tribunal en présence de la procureure de l'Autorité. Bien qu'ils aient dûment reçu signification de la demande de prolongation de l'Autorité et de l'avis de présentation concernant la tenue de la présente audience, les autres parties n'étaient ni présentes, ni représentées.

[15] La procureure de l'Autorité a plaidé que les motifs initiaux ayant justifié le prononcé des ordonnances de blocage initiales dans le présent dossier existent toujours.

[16] Elle a indiqué que l'enquête est toujours en cours, en précisant que les procédures pénales, en Cour du Québec, chambre criminelle et pénale, en lien avec les manquements invoqués dans le présent dossier à l'encontre de l'intimé Justin Maisonneuve Strasbourg se poursuivent. En effet, le procès a débuté en octobre dernier et se poursuivra les 20 et 21 avril 2017.

[17] La procureure de l'Autorité a conclu en demandant au Tribunal de prolonger pour 120 jours additionnels les ordonnances de blocage actuellement en vigueur au présent dossier afin que, dans l'intérêt public, les actifs demeurent bloqués.

ANALYSE

[18] L'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières*¹⁶ et l'article 119 de la *Loi sur les instruments dérivés*¹⁷ prévoient que l'Autorité peut demander au Tribunal d'ordonner à une personne qui fait ou ferait l'objet d'une enquête de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens qu'elle a en sa possession¹⁸.

[19] De même, le Tribunal peut rendre une ordonnance à l'encontre d'une personne qui fait ou ferait l'objet d'une enquête afin qu'elle ne puisse pas retirer de fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou

¹⁶ RLRQ, c. V-1.1.

¹⁷ RLRQ, c. I-14.01.

¹⁸ *Loi sur les valeurs mobilières*, précitée, note 16, art. 249, par. 1 et *Loi sur les instruments dérivés*, préc., note 17, art. 119, par. 1.

2014-033-017

PAGE : 5

le contrôle¹⁹. Enfin, le Tribunal peut ordonner à toute personne de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens dont elle a le dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle²⁰.

[20] Le 2^e alinéa de l'article 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et de l'article 120 de la *Loi sur les instruments dérivés* prévoient que le Tribunal peut prolonger pour une période additionnelle de 120 jours une ordonnance de blocage si les personnes intéressées ne manifestent pas leur intention de se faire entendre ou si elles n'arrivent pas à établir que les motifs de l'ordonnance de blocage initiale ont cessé d'exister et que l'enquête dans le dossier continue.

[21] Le Tribunal constate d'abord que les intimés n'étaient ni présents, ni représentés lors de l'audience, et ce, bien qu'ils aient été dûment signifiés de la demande de l'Autorité, cette dernière ayant obtenu leurs nouvelles coordonnées.

[22] Les intimés ont ainsi fait défaut de démontrer que les motifs initiaux ayant justifié les ordonnances du Tribunal dans la présente affaire ont cessé d'exister.

[23] Par ailleurs, l'Autorité a affirmé au Tribunal que ces motifs initiaux existent toujours, que l'enquête concernant les intimés se poursuit en son sens large, en ce que les procédures pénales sont toujours en cours et se poursuivent les 20 et 21 avril 2017.

[24] Par conséquent, le Tribunal est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de prolonger les ordonnances de blocage actuellement en vigueur dans le présent dossier pour une période additionnelle de 120 jours.

DISPOSITIF

POUR CES MOTIFS, le Tribunal administratif des marchés financiers, en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*²¹, des articles 249 et 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*²² et des articles 119 et 120 de la *Loi sur les instruments dérivés*²³ :

ACCUEILLE la demande de prolongation des ordonnances de blocage présentée par l'Autorité;

¹⁹ *Loi sur les valeurs mobilières*, précitée, note 16, art. 249, par. 2 et *Loi sur les instruments dérivés*, préc., note 17, art. 119, par. 2.

²⁰ *Loi sur les valeurs mobilières*, précitée, note 16, art. 249, par. 3 et *Loi sur les instruments dérivés*, préc., note 17, art. 119, par. 3.

²¹ RLRQ, c. A-33.2.

²² Préc., note 16.

²³ Préc., note 17.

2014-033-017

PAGE : 6

PROLONGE les ordonnances de blocage qu'il a prononcées initialement le 17 juillet 2014²⁴, telles qu'elles ont été renouvelées depuis, pour une période de 120 jours, commençant le **8 février 2017** et se terminant le **7 juin 2017**, de la manière suivante, et ce, à moins qu'elles ne soient modifiées ou abrogées avant l'échéance de ce terme :

- **ORDONNE** à Justin Maisonneuve-Strasbourg et Justin Jonathan Service Financier de ne pas, directement ou indirectement, se départir de fonds, titres ou autres biens qu'il a en sa possession ou qui lui ont été confiés et de ne pas, directement ou indirectement, retirer ou s'approprier des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle pour lui, à quelque endroit que ce soit;
- **ORDONNE** à la mise-en-cause, Banque Alterna, succursale située au 160, boulevard de l'Hôpital, Gatineau (Québec) J8T 8J1, de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle pour Justin Maisonneuve-Strasbourg et/ou Justin Strasbourg et/ou Justin Jonathan Service Financier;
- **ORDONNE** à toute personne qui recevra signification de la présente décision de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens appartenant à Justin Maisonneuve-Strasbourg, Justin Strasbourg et Justin Jonathan Service Financier et qu'elle a en sa possession, qui lui ont été confiés, qu'elle a en dépôt ou dont elle a, directement ou indirectement, la garde ou le contrôle, y compris dans tout coffret de sureté.

[25] La présente décision ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution de la décision rendue par le Tribunal le 21 janvier 2015²⁵, par laquelle le tribunal a accordé des levées partielles de blocage au bénéfice des requérants Ghazal Nezafati et Vincent Lasalle ni de celle du 15 juin 2015²⁶ par laquelle il a accordé une levée partielle de blocage à la SAAQ.

M^e Lise Girard, présidente

M^e Mathilde Noël-Béliveau
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureure de l'Autorité des marchés financiers

²⁴ Préc., note 3.

²⁵ *Lasalle c. Justin Maisonneuve-Strasbourg*, préc., note 5.

²⁶ *Société de l'assurance automobile du Québec c. Justin Maisonneuve-Strasbourg*, préc., note 6.

2014-033-017

PAGE : 7

Date d'audience : 26 janvier 2017

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2010-024

DÉCISION N° : 2010-024-034

DATE : Le 27 janvier 2017

EN PRÉSENCE DE : M^e CLAUDE ST PIERRE

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Partie demanderesse

c.

CAROL M^cKEOWN

et

DANIEL F. RYAN

et

DOWNSHIRE CAPITAL INC.

et

MEADOW VISTA FINANCIAL CORP.

et

M^cKEOWN BABOON BUILDING FAMILY TRUST

et

HERBERT BABOON BUILDING FAMILY TRUST

et

M^cKEOWN BABOON BUSINESS FAMILY TRUST

et

M^cKEOWN/RYAN PRINCIPAL RESIDENCE TRUST

Parties intimées

et

DWM SECURITIES INC. (anciennement DUNDEE SECURITIES CORPORATION)

et

2010-024-034

PAGE : 2

DESJARDINS VALEURS MOBILIÈRES

et

TD CANADA TRUST

et

RICHARDSON GMP LIMITED

Parties mises en cause

ORDONNANCES DE PROLONGATION DE BLOCAGE

[art. 249 et 250, *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1) et art. 93, *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (RLRQ, c. A-33.2)]

M^e Caroline Paquin
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureure de l'Autorité des marchés financiers

M^e Barbara Villegas
(Légal Logik inc.)
Procureure des intimés

Date d'audience : 26 janvier 2017

DÉCISION

[1] Veuillez prendre note que le 18 juillet 2016, sont entrées en vigueur certaines dispositions législatives¹ changeant le nom du Bureau de décision et de révision pour le Tribunal administratif des marchés financiers (ci-après le « *Tribunal* »)². La présente décision est rendue en tenant compte de cette nouvelle appellation.

L'HISTORIQUE

[2] Le 25 juin 2010, le Tribunal a, à la suite d'une demande de l'Autorité des marchés financiers (l'« *Autorité* »), prononcé à l'encontre des intimés et à l'égard des mises en cause mentionnés ci-après des ordonnances d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller, et des ordonnances de blocage³, en vertu des articles 249, 265 et 266 de la *Loi sur les valeurs mobilières*⁴ et des articles 93, 94 et 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*⁵ :

LES INTIMÉS

- Carol M^cKeown;
- Daniel F. Ryan;
- Downshire Capital inc.;
- Meadow Vista Financial Corp.;
- M^cKeown Baboon Building Family Trust;
- Herbert Baboon Building Family Trust;
- M^cKeown Baboon Business Family Trust;
- M^cKeown/Ryan Principal Residence Trust;

LES MISES EN CAUSE

- Demers Valeurs mobilières inc. (maintenant Fin-XO Valeurs mobilières);
- Dundee Securities Corporation (maintenant DWM Securities inc.);
- Desjardins Valeurs mobilières; et

¹ *Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015*, L.Q. 2016, c.7, art. 171 à 180, en vertu de l'article 225, al. 1, par. 3.

² Dans les paragraphes subséquents, l'expression « Tribunal » est substituée à l'expression « Bureau », et ce, même lorsque l'on réfère à un fait survenu antérieurement au 18 juillet 2016.

³ *Autorité des marchés financiers c. M^cKeown*, 2010 QCBDR 44.

⁴ RLRQ, c. V-1.1.

⁵ RLRQ, c. A-33.2.

2010-024-034

PAGE : 4

- TD Canada Trust.

[3] Tous les intimés ont comparu au dossier pour demander d'être entendus. Le 23 juillet 2010, les intimés Carol M^eKeown et Daniel F. Ryan ont présenté au Tribunal une demande de levée partielle de blocage. Le 10 août 2010, le Tribunal a accueilli cette requête en partie, en levant partiellement le blocage qui les visait, pour les autoriser à payer certains comptes et à ouvrir un compte de banque personnel non soumis au blocage du Tribunal, le tout sujet à certaines conditions⁶.

[4] Le 18 octobre 2010, le Tribunal a prononcé à nouveau des ordonnances de blocage dans le présent dossier à l'encontre de Carol M^eKeown, Daniel Ryan et Meadow Vista Financial Corp.⁷. Les mises en cause à cette décision étaient Richardson GMP Limited et Canaccord Capital Corporation.

[5] Le 26 novembre 2010, l'Autorité a adressé au Tribunal une requête en déclaration d'incapacité et une demande d'interdiction d'opérations sur valeurs à l'encontre de Frédéric Allali et du bureau Allali Avocats inc., procureurs des intimés.

[6] Une audience a eu lieu le 29 novembre 2010. M^e Frédéric Allali y a présenté une requête verbale en irrecevabilité, afin de faire rejeter la requête en incapacité et la demande d'interdiction d'opérations sur valeurs de l'Autorité. Le Tribunal a rendu une décision le 1^{er} février 2011 rejetant cette requête préliminaire⁸.

[7] Le 28 avril 2011, de consentement avec les parties, le Tribunal a prononcé une ordonnance d'interdiction d'opérations sur valeurs à l'égard de M^e Frédéric Allali et du bureau Allali Avocats inc.⁹. De plus, le Tribunal a, le 9 mars 2011, reçu le retrait du mandat confié à M^e Allali par Carol M^eKeown et Daniel F. Ryan.

[8] Les ordonnances de blocage ont été prolongées aux dates suivantes :

- 21 octobre 2010¹⁰;
- 10 février 2011¹¹;
- 30 mai 2011¹²;
- 23 septembre 2011¹³;
- 9 janvier 2012¹⁴;

⁶ *Autorité des marchés financiers c. M^eKeown*, 2010 QCBDR 60.

⁷ *Autorité des marchés financiers c. M^eKeown*, 2010 QCBDR 78.

⁸ *Autorité des marchés financiers c. Allali*, 2011 QCBDR 9.

⁹ *Autorité des marchés financiers c. M^eKeown*, Bureau de décision et de révision, Montréal, décision n° 2010-024-007, 28 avril 2011, M^{es} A. Gélinas et C. St Pierre.

¹⁰ *Autorité des marchés financiers c. M^eKeown*, 2010 QCBDR 83.

¹¹ *Autorité des marchés financiers c. M^eKeown*, 2011 QCBDR 13.

¹² *Autorité des marchés financiers c. M^eKeown*, 2011 QCBDR 43.

¹³ *Autorité des marchés financiers c. M^eKeown*, 2011 QCBDR 79.

2010-024-034

PAGE : 5

- 30 avril 2012¹⁵;
- 21 août 2012¹⁶;
- 12 décembre 2012¹⁷;
- 4 avril 2013¹⁸;
- 29 juillet 2013¹⁹;
- 21 novembre 2013²⁰;
- 11 mars 2014²¹;
- 25 juin 2014²²;
- 16 octobre 2014²³;
- 29 janvier 2015²⁴;
- 14 mai 2015²⁵;
- 4 septembre 2015²⁶;
- 11 décembre 2015²⁷, de manière intérimaire;
- 25 janvier 2016²⁸;
- 12 mai 2016²⁹, de manière intérimaire; et
- 23 juin 2016³⁰; et
- 14 octobre 2016³¹.

[9] Le 27 août 2015, le procureur des requérants-intimés a déposé au Tribunal une demande de levée partielle des ordonnances de blocage ainsi qu'un avis de présentation pour une audience *pro forma* fixée au 3 septembre 2015. L'audience au mérite sur la demande de levée s'est déroulée le 14 octobre 2015.

¹⁴ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2012 QCBDR 10.
¹⁵ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2012 QCBDR 39.
¹⁶ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2012 QCBDR 91.
¹⁷ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2012 QCBDR 131.
¹⁸ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2013 QCBDR 31.
¹⁹ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2013 QCBDR 86.
²⁰ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2013 QCBDR 121.
²¹ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2014 QCBDR 22.
²² *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2014 QCBDR 66.
²³ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2014 QCBDR 119.
²⁴ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2015 QCBDR 11.
²⁵ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2015 QCBDR 66.
²⁶ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2015 QCBDR 116.
²⁷ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2015 QCBDR 158.
²⁸ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2016 QCBDR 6.
²⁹ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2016 QCBDR 56.
³⁰ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2016 QCBDR 80.
³¹ *Autorité des marchés financiers c. M^lKeown*, 2016 QCTMF 21.

[10] Le 30 octobre 2015, le Tribunal a rejeté de la demande de levée partielle des ordonnances de blocage en vigueur³². Le 30 novembre 2015, le Tribunal a reçu le dépôt d'un avis d'appel présentable à la Cour du Québec relativement à cette dernière décision, concernant la demande de levée partielle de blocage.

[11] Le 7 juin 2016, les intimés ont saisi le Tribunal d'une demande de récusation à l'égard de M^e Claude St Pierre. Ce dernier a, le 17 juin 2016, refusé de se récuser³³ et l'audience reliée à la demande de prolongation fut alors fixée au 21 juin 2016. À cette date, un autre membre du Tribunal a entendu la demande de récusation présentée par les intimés et il l'a également rejetée³⁴. La demande de prolongation de blocage de l'Autorité fut, par la suite, présentée devant le vice-président M^e Jean-Pierre Cristel, lequel l'a accordée³⁵.

[12] Le 30 août 2016, le procureur général du Canada, au nom de l'Agence du revenu du Canada, a déposé au Tribunal une demande de levée partielle de l'ordonnance de blocage à l'égard de certaines sommes détenues par la mise en cause TD Canada Trust. Une demande amendée a été déposée au Tribunal le 27 septembre 2016. Cette demande a été entendue au mérite le 29 septembre 2016 et le 17 octobre 2016³⁶, le Tribunal a prononcé la levée partielle des ordonnances de blocage de la manière suivante :

« **LÈVE** partiellement à l'égard de TD Canada Trust, mise en cause en l'instance, l'ordonnance de blocage qu'il a rendue le 25 juin 2010 dans le présent dossier, telle qu'elle fut renouvelée depuis, uniquement aux fins de permettre que les sommes qu'elle détient dans les comptes [...] et [...] de la succursale 4772, ouverts au nom de Carol M^eKeown, soient versées à l'Agence du revenu du Canada uniquement. »

[13] Le 11 janvier 2017, l'Autorité a déposé au Tribunal une demande de prolongation des ordonnances de blocage ainsi qu'un avis de présentation pour une audience *pro forma* fixée au 26 janvier 2017.

L'AUDIENCE

[14] À l'audience du 26 janvier 2017, la procureure de l'Autorité était présente de même que celle des intimés. Cette dernière a indiqué que ces derniers ne consentaient pas à la prolongation des blocages au dossier et que ses clients s'en remettaient à la discrétion du Tribunal.

[15] La procureure de l'Autorité a rappelé l'historique du dossier et a indiqué quelles sont les procédures qui ont été engagées à l'encontre des intimés devant la Chambre criminelle et pénale de la Cour du Québec. Une audience pour des requêtes

³² *Autorité des marchés financiers c. M^eKeown*, 2015 QCBDR 141 (en appel).

³³ *Autorité des marchés financiers c. M^eKeown*, 2016 QCBDR 75.

³⁴ *Autorité des marchés financiers c. M^eKeown*, 2016 QCBDR 77.

³⁵ *Autorité des marchés financiers c. M^eKeown*, précitée, note 30.

³⁶ *Autorité des marchés financiers c. M^eKeown*, 2016 QCTMF 23 (en appel).

2010-024-034

PAGE : 7

préliminaires dans ce dossier a été fixée pour procéder du 1^{er} au 3 février 2017. Le procès pénal est fixé pour procéder du 26 février 2018 au 16 mars 2018.

[16] Il appert donc que selon les principes qui ont été développés par la jurisprudence, l'enquête de l'Autorité dans ce dossier suit son cours. Cette procureure a également précisé au Tribunal que les motifs initiaux qui avaient justifié que soient prononcées les ordonnances de blocage originales existaient toujours. Elle a conclu en soumettant que l'intérêt public militait en faveur du renouvellement des blocages, sous réserve de la décision rendue par le Tribunal le 17 octobre 2016 relativement à la levée partielle en faveur de l'Agence du revenu du Canada, laquelle décision est présentement en appel devant le Cour du Québec.

L'ANALYSE

[17] L'article 249 de la *Loi sur les valeurs mobilières* prévoit que l'Autorité peut, en vue ou au cours d'une enquête, demander au Tribunal de prononcer une décision à l'effet d'ordonner à une personne qui fait ou ferait l'objet d'une enquête de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens qu'elle a en sa possession³⁷.

[18] De même, le Tribunal peut rendre une ordonnance à l'encontre d'une personne qui fait ou ferait l'objet d'une enquête, afin qu'elle ne puisse pas retirer de fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour elle³⁸. Enfin, le Tribunal peut ordonner à toute personne de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens dont elle a le dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle³⁹.

[19] Par ailleurs, le 2^e alinéa de l'article 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières* prévoit que le Tribunal peut prolonger une ordonnance de blocage si les personnes intéressées ne manifestent pas leur intention de se faire entendre ou si elles n'arrivent pas à établir que les motifs de l'ordonnance de blocage initiale ont cessé d'exister.

[20] Dans le présent dossier, l'Autorité a plaidé que les motifs initiaux ayant justifié que soient prononcées les ordonnances de blocage initiales existent toujours, Or, en vertu de l'article 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, repose sur les épaules des intimés le fardeau de prouver qu'ils ont cessé d'exister. Bien que les intimés eussent été présents, ils n'ont pas établi que les motifs initiaux avaient cessé d'exister, leur procureure ayant déclaré qu'ils laissaient la demande de prolongation des ordonnances de blocage à la discrétion du Tribunal.

[21] Il appert également que l'enquête de l'Autorité progresse, du fait des procédures judiciaires introduites par cet organisme devant la Cour du Québec, progression dont sa procureure a fait état pendant l'audience. Le Tribunal estime que l'intérêt public fait qu'il

³⁷ Précitée, note 4, art. 249 (1°).

³⁸ *Id.*, art. 249 (2°).

³⁹ *Id.*, art. 249 (3°).

2010-024-034

PAGE : 8

est nécessaire d'accueillir la demande de l'Autorité et de prononcer l'ordonnance de prolongation de blocage requise, considérant que les motifs initiaux existent toujours et que l'enquête se poursuit.

LA DÉCISION

POUR CES MOTIFS, le Tribunal administratif des marchés financiers, en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*⁴⁰ et des articles 249 et 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*⁴¹ :

ACCUEILLE la demande de prolongation des ordonnances de blocage présentée par l'Autorité des marchés financiers, demanderesse en l'instance, dans le présent dossier;

PROLONGE les ordonnances de blocage prononcées le 25 juin 2010⁴² et le 18 octobre 2010⁴³, telles qu'elles ont été renouvelées depuis, pour une période additionnelle de 120 jours, commençant le 21 février 2017 et se terminant le 20 juin 2017, à moins qu'elles ne soient modifiées ou abrogées avant l'échéance de ce terme, et ce, de la manière suivante :

- **ORDONNE** à Dundee Securities Corporation (maintenant DWM Securities inc.), de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens, qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle au nom ou pour le compte des intimés, notamment dans les comptes suivants :

Détenteur du/des compte(s)	Numéro(s) du/des compte(s)	Solde(s)	Institution financière
Downshire Capital inc.	2A00VCBN et 2A00VCAN	1 513 885,21\$ US et 69 654,79 \$	Dundee Securities Corporation (maintenant DWM Securities inc.)
Carol M ^e Keown	[...] et [...]	Comptes inactifs pour le moment	Dundee Securities Corporation (maintenant DWM Securities inc.)

- **ORDONNE** à Desjardins Valeurs mobilières, de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens, qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle au nom ou pour le compte des intimés, notamment dans les comptes suivants : [...] et [...] au nom de Carol M^eKeown;

⁴⁰ Précitée, note 5.

⁴¹ Précitée, note 4.

⁴² Précitée, note 3.

⁴³ Précitée, note 7.

2010-024-034

PAGE : 9

- **ORDONNE** à TD Canada Trust, succursale 4772, située au 1289, avenue Greene, Westmount (Québec) H3Z 2A4 de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens, qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle au nom ou pour le compte des intimés, notamment dans les comptes suivants :

Détenteur du/des compte(s)	Numéro(s) du/des compte(s)	Solde(s)	Institution financière
Meadow Vista Financial Corp.	5215416 et 7307730	796,72\$ et 304 643,92US\$	TD Canada Trust (succursale 4772)
M ^c Keown/Ryan Principal Residence	[...]	377,23\$	TD Canada Trust (succursale 4772)
Carol M ^c Keown	[...]	18,96US\$	TD Canada Trust (succursale 4772)
Downshire Capital inc.	5211666 7305479	55 957,55\$ et 331,65US\$	TD Canada Trust (succursale 4772)

- **ORDONNE** à TD Canada Trust, succursale 4772, située au 1289, avenue Greene, Westmount (Québec) H3Z 2A4 de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens, qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle au nom ou pour le compte de l'intimée Carol M^cKeown et portant les numéros de compte [...] et [...], en faveur de quiconque, à l'exception de l'Agence du revenu du Canada à l'égard de laquelle le Tribunal a accordé la levée partielle de blocage le 17 octobre 2016 dans la décision portant le numéro 2010-024-033;
- **ORDONNE** à TD Canada Trust, succursale 4772, située au 1289, avenue Greene, Westmount (Québec) H3Z 2A4 de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens, qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle dans un ou des coffrets de sûreté, au nom ou pour le compte des intimés;
- **ORDONNE** aux mises en cause Dundee Securities Corporation (maintenant DWM Securities inc.), Desjardins Valeurs mobilières, TD Canada Trust, succursale 4772, située au 1289, avenue Greene, Westmount (Québec) H3Z 2A4, de ne pas permettre l'ouverture de compte bancaire ou de compte de courtage au nom des intimés ou pour le compte de ceux-ci;
- **ORDONNE** aux intimés Carol M^cKeown, Daniel F. Ryan, Downshire Capital inc. et Meadow Vista Financial Corp. de ne pas, directement ou indirectement, retirer des fonds, titres ou autres biens, de comptes bancaires ou de comptes de courtage qu'ils détiennent, incluant, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, les comptes suivants :

Détenteur du/des compte(s)	Numéro(s) du/des compte(s)	Solde(s)	Institution financière
Downshire Capital inc.	2CFDD4A (CAN) et 2CFDD4B (US)	Compte inactif pour le moment	Fin-XO Valeurs mobilières
Downshire Capital inc.	2A00VCBN et 2A00VCAN	1 513 885,21\$US et 69 654,79\$	Dundee Securities Corporation (maintenant DWM Securities inc.)
Carol M ^c Keown	[...] et [...]	Comptes inactifs pour le moment	Dundee Securities Corporation (Maintenant DWM Securities inc.)
Carol M ^c Keown	[...] et [...]		Desjardins Valeurs Mobilières
Meadow Vista Financial Corp.	5215416 et 7307730	796,72\$ et 304 643,92US\$	TD Canada Trust (succursale 4772)
Downshire Capital inc.	5211666 et 7305479	55 957,55\$ et 331,65US\$	TD Canada Trust (succursale 4772)
M ^c Keown/Ryan Principal Residence	[...]	377,23\$	TD Canada Trust (succursale 4772)
Carol M ^c Keown	[...], [...] et [...]	30 349,46\$, 1 000 024,00\$ et 18,96US\$	TD Canada Trust (succursale 4772)

- **ORDONNE** aux intimés Carol M^cKeown, Daniel F. Ryan, Downshire Capital inc. et Meadow Vista Financial Corp. de ne pas, directement ou indirectement, se départir de fonds, titres ou autres bien en leur possession;
- **ORDONNE** aux intimés M^cKeown Baboon Building Family Trust, Herbert Baboon Building Family Trust, M^cKeown Baboon Business Family Trust, M^cKeown/Ryan Principal Residence Trust de ne pas, directement ou indirectement, se départir de fonds, titres ou autres bien en leur possession, notamment l'immeuble suivant;

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot [...] du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

Avec bâtisses dessus construites portant le numéro [...], Montréal (Québec) [...], circonstances et dépendances. »

- **ORDONNE** à Richardson GMP Limited, mise en cause au présent dossier, de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle, au nom ou pour le compte des intimés, notamment dans les comptes suivants :

Détenteur du/des compte(s)	Numéro(s) du/des compte(s)	Type de compte
Carol M ^c Keown	[...]	Compte d'épargne libre d'impôt
Carol McKeown	[...]	Compte comptant CAD
Carol McKeown	[...]	Compte comptant É-U
Downshire	400-BN-30-E	Compte sur marge CAD
Downshire	400-BN-30-F	Compte sur marge CAD
Downshire	40F-BN-30-E	Compte sur marge CAD
Downshire	40F-BN-30-F	Compte sur marge É-U

[22] La présente décision de prolongation des ordonnances de blocage ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution de la décision rendue par le Tribunal qui a accordé une levée partielle de blocage à Carol M^cKeown et Daniel F. Ryan, en vertu de la décision du 10 août 2010⁴⁴, afin qu'ils puissent ouvrir un compte de banque dans une institution financière de leur choix, en vue d'y déposer leur salaire et d'y effectuer toutes les opérations nécessaires pour assurer leur subsistance. Elle ne doit pas non plus être interprétée comme empêchant l'exécution de la décision rendue le 17 octobre 2016⁴⁵, qui est présentement en appel, accordant une levée partielle de blocage en faveur de l'Agence du revenu du Canada.

Fait à Montréal, le 27 janvier 2017.

(S) Claude St Pierre
 M^e Claude St Pierre, vice-président

⁴⁴ Précitée, note 6.

⁴⁵ Précitée, note 36.

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
ABU-SHEIKHA	MUAMMAR BADER	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-09
AFAGNIBO	BETTYNA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-01-16
AGUILAR GALLO	MARIA ALEJANDRA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-16
AIT-CHABANE	FAWZI	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-30
AL ARISS	KHALED	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-09
ALAMEDDINE	RYAN	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-02-03
ALEXANDRE	LISE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-05
ALIEH	ZEINA	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-02-03
ALLAM	YARA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-06
ALVES	ALDA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-01-30
AMORIN	DAVID	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-27
ANGELISCHAN	YANN	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-13
ASTROU	RÉGIS	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-23
AUBIN	PATRICIA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-02-01
BAILLARGEON	MARCEL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-13
BAMBA	IBRAHIM	VALEURS MOBILIÈRES WHITEHAVEN INC.	2017-01-25
BARABÉ	LOUISE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-27
BARIBEAU	XAVIER	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-16
BARRIERE	YVES	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-02-03
BARRY	MODY OUMAR	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-21
BEAULIEU	LISA	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-01-11
BEEPUTH	ASHA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-23
BEKHECHI	AMEL	LA PREMIERE FINANCIERE DU SAVOIR INC.	2017-01-23
BÉLANGER	JACINTHE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-13

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
BELLIVEAU	MICHEL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-17
BEN DAYA	CHAMS	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-31
BENHAOURECH	FAYÇAL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-02-03
BERGERON	AUDREY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-20
BERNIER	YVES	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-12
BIGRAS	NICOLE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-31
BILOCQ	FRANCE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2016-12-31
BILODEAU	REGENT	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-27
BILODEAU	MARTIN-PIERRE	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2017-02-08
BINETTE	CLAUDE	FINANCIERE BANQUE NATIONALE INC.	2017-01-31
BISSONNETTE	MATHIEU	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-26
BLAIS	MATHIEU	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-24
BOND	RÉBECCA	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-24
BOND	LISA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-02-04
BONIN	CHANTALE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-16
BORDELEAU	DANIEL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-20
BOUAYAD	DJAMILA	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-20
BOUCHER	GABRIELLE	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-31
BOUDREAU	ALEXANDRE	EXCEL PRIVATE WEALTH INC.	2017-02-02
BOULAY-LECLERC	STÉPHANIE	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-27
BOURGEOIS	CHRISTINE	GESTION D'ACTIFS CIBC INC.	2017-02-03
BOZET	ALEXANDRE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-20
BRADSHAW	SONIA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-01-16
BRIÈRE	SUZY	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2017-02-02
BRISSETTE-LESAGE	LOUIS-CARL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-20
BUONO	MARISA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2016-12-05

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
CAMARA	MICHAEL	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-02-03
CAMDEN	CAROLE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-02-03
CAMPBELL	OLIVIER	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-02-04
CARON	DENIS	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-02-08
CARRIE	LYDIE	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-02-10
CASTRO	ELVIS	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-13
CAWTHORN	KATHLEEN	RBC DOMINION VALEURS MOBILIERES INC.	2017-02-03
CHAGNON	MATHIEU	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-25
CHALIFOUX	MARC	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-02-03
CHAMPAGNE	JEAN-GABRIEL	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-31
CHEHADE	WISSAM	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-17
CHEVARIE	CÉLINE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-02-06
CHIODI FILGUEIRA	FABIOLA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-13
CIAMPINI	ALYSSA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-02-07
CISSE	HAWA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-13
COMEAU	RYAN	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-30
COMMISSO	CARMELINA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-01-23
CONCHA JELDES	GRISELLE ANDREA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-27
CORONA	RENÉ ALEXANDER	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-02-04
COTE	RACHEL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-16
CÔTÉ	JENNY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-16
COULOMBE	KARINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-02-06
COURTEMANCHE	NICOLE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-13
COUTURE	KEVIN	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-30
DA CAMARA	KYLE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-30

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
DABONE	SOUMAILA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-16
DAGAN	MELISSA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-30
DAHAN	SALOMON	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-02-09
DALLAIRE	KATIE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-31
DEL TORTO	JOSIE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-02-13
DEMIREL	MAHMUT	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-27
DENIS	NICOLAS	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-04
DERELLE	CHRISTIAN	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-17
DESJARDINS	JOSÉE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-02-06
DESJARDINS	SYLVIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-01
DESJARDINS	ÉMILIE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-13
DESJARDINS	LYNE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-20
DESPRÉS	MARC-OLIVIER	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-28
DION	JEAN-FRANÇOIS	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-12
DIOUM	MAMADOU DAME	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-30
DJIMET	ASGUET	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-09
DROUIN	ODETTE	FINANCIERE BANQUE NATIONALE INC.	2017-01-31
DROUIN	JOHANNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-31
DUBOIS	KARINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-27
DUBORD	SAMUEL	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-30
DUCHESNEAU	FRANCE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-02-03
DUMAIS	JOEL	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-24
DUMONTIER	BRUNO	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-12
DUPASQUIER	SEBASTIEN	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-13

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
DUPUIS	LUC	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-24
EL-CHACRA	GEORGE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-10
ELIAS	GEORGE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-27
FAGNAN	MICHÈLE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-23
FATAL	JOELLE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-10
FORTIN	PATRICK	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-13
FOURNEL	HÉLÈNE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-30
FREEDIN	WILLIAM	IPC INVESTMENT CORPORATION	2017-01-15
GADOUA	CHANTAL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-02-01
GAGNON	DOMINIQUE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-02-08
GAGNON	KARINE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-15
GAUDREAU	CEDRIK	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2017-02-03
GÉLINAS	MARIE PIÈRE	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-18
GÉLINAS-BERNIER	CAMILLE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-20
GENEST	VALERIE	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-01-13
GERVAIS	DANIEL	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-27
GHABRIL	IBRAHIM	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-20
GIRARD	GENEVIÈVE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-20
GOBEIL	CHARLENE	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-13
GODIN-BRETON	BILLY	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-23
GONÇALVES MORGADO	VICTOR	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-16
GOSSELIN	MARILYN	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-18
GRANDMAISON	CASSANDRE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-18
GRAZIER	TRINA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-11
GRÉGOIRE	KATY	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-01-25
GRENIER	DANIELLE	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-10
GROULX	CINDY	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-31

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
GUAY	ÉRIC	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-16
GUCCIARDO	VINCENT	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-07
GUERRY	AMELIE	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-13
GUIDOUM	SADREDINE	LA CORPORATION DE SERVICES DU BARREAU DU QUÉBEC	2017-01-06
GUIMOND	TANYA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-25
GURMAN	JOSHUA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-02-08
HALLAC	JUDE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-22
HAMDAR	NIZAR	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-02-06
HAMELIN	PATRICK	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-23
HAMELIN	STÉPHANIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-13
HANNA	MARIO	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-02-01
HAYFIELD	LUCIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-16
HOGUE	BENOIT	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-27
HU	LI-LING	PLACEMENTS MANUVIE SERVICES D'INVESTISSEMENT INC.	2017-01-31
HUANG	YIDAN	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-20
HUDON	CLÉMENT	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-12-02
HURTUBISE	MÉLANIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-23
IERACI	VINCENZO	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-30
IRMAK	TEKIN KAGAN	PHILLIPS, HAGER & NORTH INVESTMENT FUNDS LTD.	2017-02-06
JAFFAL	SARA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-02-04
JALBERT-NOLET	JOSIANE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-26
JEAN	MARTIN	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-18
KAMAL	KARIM	BEAUDOIN, RIGOLT & ASSOCIÉS INC.	2017-02-13
KANAAN	RÉMY	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-02-02
KHANAFER	MOUHAMED	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-31
KHIDRI	MOHAMMAD AMIN	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-01-09
KHOURY	MICHAEL	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-30

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
KOFFI	AM'LAN MELISSA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-01-28
KONE	MORY HABIB	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-10
KURDY	AMANDA	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-10
LABELLE	SEBASTIEN	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-27
LABELLE-SÉGUIN	NICOLE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-03
LABERGE	CAROLINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-20
LACHHAB	IRYNA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-18
LACOMBE	MARISE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-23
LACROIX	LUCY	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-02-01
LAFONTAINE	PIER-LUC	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-16
LAFONTAINE	JOSEE	LA CAPITALE SERVICES CONSEILS INC.	2017-01-09
LAFRENIÈRE	SYLVIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-26
LAJOIE	MARTIN	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-01-31
LANOIS	VANESSA	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-07
LANTHIER	GINETTE	LA CAPITALE SERVICES CONSEILS INC.	2017-01-27
LAPOINTE	RÉMY-PIER	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-27
LAUZON	ALINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-27
LAVOIE-DOYON	SIMON	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-01-27
LAW	NORMAN	PLACEMENTS MANUVIE SERVICES D'INVESTISSEMENT INC.	2017-01-31
LEFEBVRE	LOUISE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-02-01
LEMIEUX	PIER-LUC	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-02-07
LEONG WING TUNG	SANDRA	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-02-01
LETOURNEAU	KARINE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-16
LEVASSEUR MERCIER	JESSY	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-09
LÉVESQUE	JULIEN	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-01-24

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
LINDOR	FAYSE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-01-27
LONGCHAMP	DORIS	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-27
MACHAN	LESLIE JR	PLACEMENTS MANUVIE SERVICES D'INVESTISSEMENT INC.	2017-01-31
MADORE	PATRICK	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-18
MAHEUX	DOMINIC	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-18
MAISONNEUVE	KARL	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-17
MAKAROVA	IRINA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-20
MAMA	NASSER	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-20
MANCINI	ANTHONY	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-02-01
MARCHAND	CAROLE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-25
MARCHAND	DANIEL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-27
MARCHAND	ANDRE	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-31
MARIN	MONIQUE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-02-03
MARTEL	DERIK	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-16
MASSAD	NICOLE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-20
MBENGUE	SEYDOU NOUROU	COURTAGE DIRECT BANQUE NATIONALE INC.	2017-02-02
MCENIRY	MICHAEL	GIRARD SERVICES AUX INVESTISSEURS INC.	2016-01-12
MCENIRY	MICHAEL	GIRARD SERVICES AUX INVESTISSEURS INC.	2017-01-12
MERLOT	JEAN-MICHEL	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-12
MIHOVA	BORYANA	RBC PLACEMENTS EN DIRECT INC.	2017-02-03
MILIUS	EDWIGE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-01-27
MILLIARD GEMME	PIERRE-LUC	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-02-10
MIZELLE	ALAIN RUFIN	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-26
MODERIE	NANCY	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-27
MONTAMBEAULT	GUY	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS	2017-01-26

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
		INC.	
MORRISSETTE	LUCIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-12-26
NAGAWA	KUMARA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-20
NAIT ALI	MAHDI	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-02-08
NANTEL	ANAIS	BEAUDOIN, RIGOLT & ASSOCIÉS INC.	2017-01-26
NAVARRO MARTINEZ	EDWIN	FONDS D'ETUDES POUR LES ENFANTS INC.	2017-01-31
NDIAYE	BOUNA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-09
NERON	YVES	FINANCIERE BANQUE NATIONALE INC.	2017-01-27
NIANG	MOHAMED	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-13
NIE-ROUQUETTE	MAXIME-SAMUEL	WFG SECURITIES INC.	2017-02-10
NISHIMWE	MARIE ALICE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-20
NOUFI	HOUSSEMED DINE	FONDS D'ETUDES POUR LES ENFANTS INC.	2017-01-25
ONG	SHEENA	PLACEMENTS MANUVIE SERVICES D'INVESTISSEMENT INC.	2017-01-31
OUELLETTE	DANIEL	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-26
OUMET	GINETTE	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-09
PADULO	PETER	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-12
PAMPENA	VITTORIO	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-31
PAQUETTE	FRANCIS	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-13
PAQUETTE	MARIE PIER	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-30
PAQUETTE	STÉPHANE	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-25
PARENT	JACQUELINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-30
PARENT-MERCURE	TOBBY	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-01
PELLETIER	CATHERINE	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-02-10
PEPIN	MARC-OLIVIER	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-31
PERRIER	CAROLE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS	2017-01-01

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
		INC.	
PERSECHINO	LISA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-30
PILON	ROBERT	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-20
PILON-FAFARD	DERICK	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-13
PILOTTE	MIREILLE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-02-01
PIVIN-DANS	VINCENT KEVIN	INTERACTIVE COURTAGE CANADA INC.	2017-02-10
POIRIER	ÉRIC	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-23
POLYZOS	ANTHONY	BEAUDOIN, RIGOLT & ASSOCIÉS INC.	2017-02-06
POMERLEAU	PIER- RICHARD	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-02-07
POMPEO	CARMELA	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2016-05-30
POULIOT	MONICA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-13
PRUDENCIO	HORACIO	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-06
RACICOT	ALEXANDRA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-01-19
RANCOURT-BOND	ELIZABETH	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-01-24
RAYMOND	YVAN	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-13
REHEL	HELENA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-12-29
REIGNIER	JOHANNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-19
RINALDI	MARK	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-10
RIVEST	RAYMOND	LA CAPITALE SERVICES CONSEILS INC.	2017-01-27
RIZZUTO	FINELLA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-16
RODRIGUE	FARAH MAUDE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-01-30
ROFFE	ELIE	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-02-01
ROSS VELEZ	RICHARD	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-02-06
ROTARU	ADRIAN	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-01-13
ROULEAU	MARIE HELENE	RBC PLACEMENTS EN DIRECT INC.	2017-02-10
ROUSSEL	ELAINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-14

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
ROUX	BRUNO	FINANCIERE BANQUE NATIONALE INC.	2017-01-31
SABIMBONA	AMER	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-20
SADÉ	KOMIVI NOULAGBESS I	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-13
SALAMI	IDRISS	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-30
SALEMI SEFODDIN	BEHNAZ	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-31
SANZ MARCELES	HORTENSIA MARINA	SERVICES D'INVESTISSEMENT FÉRIQUE	2017-01-25
SAVARD	MELINDA	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-02-01
SCARANGELLA	LAURA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-17
SEMANE	SAÏD	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-16
SHANKS	MARIE- CLAUDE	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-13
SHAW	LAWRENCE	BEAUDOIN, RIGOLT & ASSOCIÉS INC.	2017-01-16
SIKINIOTIS	GEORGE	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-13
SIMARD-LAPOINTE	MICHAEL	LA CAPITALE SERVICES CONSEILS INC.	2017-01-17
SKAKNI	KARIM	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-02-07
SOLIS	CASSANDRA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-14
STAMM	PHILIPPE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-02-01
ST-MICHEL	AUDREY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-20
STRIANESE	HERNAN	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-27
TAHA	ZAKARIA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-13
TCHOLAKIAN	ANDRE	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-02-03
THERRIEN	ETIENNE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-20
THIBEAULT	ISABELLE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-01
TREMBLAY	MYLÈNE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-27
TREMBLAY	ALEX	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-13
TRUDEL	FRANCIS	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-27
UGOLINI	VITTORIO	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-20
UNGER	ROSE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS	2017-01-13

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
		INC.	
UNTERSTAB	DYLAN	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-01-18
VENNE	DANIELLE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-02-01
VIGNOLA	SERGE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-02-03
VILLENEUVE	FRANCINE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-06
VINCENT	DANIEL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-02-06
VINCENT	DANIEL	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-01-31
VOISIN	JEREMY	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-12
WANG	ZHE NI	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-02-10
WAZEN	SANDY	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-01-27
WEI	PO CHEN	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-27
WILLIAMS	RUDOLPH	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-01-16
XIE	DAN DAN	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-01-13
YEE	CHRISTOPHE R	FONDS D'INVESTISSEMENT HSBC (CANADA) INC.	2017-01-23
YOUSSEF	NERMEN	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-02-01
ZAPPIA	JONATHAN	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-01-25
ZHANG	XIAJUAN	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-01-13

Conseillers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
BOULOS	CLAUDE	GESTION DE PORTEFEUILLE SELEXIA INC.	2017-01-31
BOURGEOIS	CHRISTINE	GESTION D'ACTIFS CIBC INC.	2017-02-03
CATAFAGO	RENE	FORMULA GROWTH LIMITED / FORMULA GROWTH, SOCIETE LIMITEE	2017-02-06
CHARTRAND	JACQUES	GESTION DE PORTEFEUILLE SELEXIA INC.	2017-01-31
GLAUBERZON	MILENA	LETKO, BROUSSEAU & ASSOCIES INC.	2017-01-13
KOUIDMIR	FOUAD	PLACEMENTS MONTRUSCO BOLTON INC.	2017-01-31
MENDEL	ROBERT	GESTION DE PATRIMOINE PALOS INC.	2017-01-18
OSGANIAN	MARLENE	GESTION DE PORTEFEUILLE SELEXIA INC.	2017-01-31

Cabinets de services financiers

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6a, et les mentions spéciales, de C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	

5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises

6a Planification financière

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
101308	BEAN, GASTON	5a	2017-02-10
108704	DAHAN, SALOMON	1a	2017-02-10
109132	DE MERLIS, PASCAL	4a	2017-02-09
109586	DESBOIS, DONAT	1a	2017-02-09
118489	LAJEUNESSE, BRUNO	1a	2017-02-13
118964	LANDRY, LISE	1a	2017-02-08
128778	RICHELIEU, ROSE-MARIE	1a	2017-02-13
134378	VINCENT, DANIEL	6a	2017-02-10
135389	LEMIRE, NATHALIE	4a	2017-02-13
143558	SIMONEAU, MANON	4b	2017-02-13
144026	MARTUCCI, VINCENT	1a	2017-02-08
149850	OUMAMI, ABDELLATIF	4a	2017-02-14
157178	JACK, STEPHEN	1a	2017-02-14
157179	KIRKHAM, STEVEN	1a	2017-02-14
158393	FOREST, GINETTE LABELLE	4b	2017-02-13
158773	COSTA, TONY	4b	2017-02-13
162334	LECLERC, YVES	5a	2017-02-13
167210	ARESTA, PATRICK	5b	2017-02-10
169421	PELLETIER, CATHERINE	1a, 2a	2017-02-14
174571	SIROIS, JEAN-MARTIN	3b	2017-02-14
179336	MRANI ALAOUI, HASSAN	4b	2017-02-09
184911	BANVILLE, MARIE-ÈVE	5b	2017-02-14
186760	KADR, HAMED	1b	2017-02-08
191490	WANG, ZHE NI	1a	2017-02-14
193733	BOUALI, MOHSEN	1a	2017-02-13
194058	GAUTHIER, WESTLEY	1b	2017-02-13
194765	VOISIN, JEREMY	6a	2017-02-13
194957	LANIEL, JULIEN	1b	2017-02-10
196620	ROBERTSON, KARL	4b	2017-02-14
198826	GASCON, MARIE-ÈVE	4b	2017-02-08

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
200164	CARON, DENIS	1a	2017-02-08
200439	TALBOT, ANNIE	3b	2017-02-08
203066	HARVEY-DE ROY, NICOLAS	3b	2017-02-09
203878	THÉORÊT, CYNTHIA	4b	2017-02-09
206191	AUBÉ, ISABELLE	1a	2017-02-13
206809	CHASLE, MARIE-ODILE	3a	2017-02-08
207452	HENRY, FRANCOIS	1a	2017-02-14
207523	LEMIEUX, MELANIE	4b	2017-02-14
210009	EDWARDS, OVETT	3b	2017-02-09
210525	LITVINENKO, NIKITA	3b	2017-02-10
210907	GRIGOROPOLI, SERGHEI	1a	2017-02-13
211003	CAYOQUETTE, LISE	1a	2017-02-13
211742	LABERGE, PHILIPPE	1a	2017-02-14
212608	BROCHU, JEAN-FRANCOIS	1a	2017-02-14
213045	MARIANER, MICHAEL	6a	2017-02-10
213416	LEMERISE, MARC-ANDRÉ	1a	2017-02-08
213493	PROULX, MATHIEU	1a	2017-02-13
213597	CARON, PAUL	1a	2017-02-13
214918	PIERRE AIME, GETHO	1a	2017-02-14
215379	PLEAU -TREMBLAY, ROXANNE	3b	2017-02-10
215853	JEFFREY, ALEXANDRE	1a	2017-02-14
215927	MILLIARD GEMME, PIERRE-LUC	1a	2017-02-14
216230	SAIDI, MAROUAN	1a	2017-02-14
216312	JOULAKIAN, ROSEMARY	1b	2017-02-09
216521	PHANEUF-RIVEST, TAMARA	1a	2017-02-13
216744	LEROUX, ALEX	1b	2017-02-10
217474	PINEAULT, ANN-JULIE	3b	2017-02-09
217645	MARCOTTE, PATRICK	3b	2017-02-09

Non-renouvellement

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité n'a pas été renouvelée à la date d'échéance. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date d'annulation de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une remise en vigueur et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès d'un agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez vous référer à la légende mentionnée ci-dessous pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6, et les mentions spéciales, C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
6a Planification financière	

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
100019	ABITBOL, ELIE	1a, 2a	2017-02-01
100087	AIRD, WILLIAM	1a	2017-02-01

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
100089	AIT ABDESSELAM, TAHAR	6a	2017-02-01
100210	ALLARD, LOUISE	6a	2017-02-01
100305	AMYOT, PIERRE	1a	2017-02-01
100413	ARCAND, LISETTE	1a, 2a	2017-02-01
100467	AREL, LUC	5a	2017-02-01
100471	AREL, SUZANNE	6a	2017-02-01
100504	ARPIN, LUCIE	4a	2017-02-01
100513	ARSENAULT, ANNE	6a	2017-02-01
100549	ARSENAULT, NANCY	1b	2017-02-01
100676	AUBÉ, PATRICE	1a	2017-02-01
100748	AUCLAIR, LUCIE	2c, 6a	2017-02-01
100803	AUDET, RAYMOND	1a	2017-02-01
100830	AUBUT, SYLVIE	6a	2017-02-01
100847	AUGER, JACQUES	1a	2017-02-01
100912	AYOTTE, ISABELLE	6a	2017-02-01
100968	BACHAND, NATHALIE	6a	2017-02-01
101004	BAILLARGEON, MARCEL	1a	2017-02-01
101060	BARABÉ, LOUISE	6a	2017-02-01
101159	BARR, CECIL	1a	2017-02-01
101191	BARRETTE, YVES	4a	2017-02-01
101204	BARRY, CLAUDE	4a	2017-02-01
101223	BARTH, JACQUES	1a	2017-02-01
101249	BASTIEN, DENIS	4a	2017-02-01
101259	BASTIEN, NICOLE	6a	2017-02-01
101384	BEAUCHEMIN, PIERRE	1a, 2a, 4a, e	2017-02-01
101396	BEAUDET, BRIGITTE	1a, 4a	2017-02-01
101460	BEAUDOIN, JEAN-MARC	1a	2017-02-01
101522	BEAUDRY, LAURENT	6a	2017-02-01
101577	BEAULIEU, GENEVIÈVE	5a	2017-02-01
101648	BEAULIEU, NICOLE	1a, 2b	2017-02-01
101659	BEAULIEU, SOLANGE	6a	2017-02-01
101667	BEAULIEU, YVES	1a, 2a, 6a	2017-02-01
101700	BEAUPARLANT, THÉODORE ADÉLARD	5a	2017-02-01
101744	BEAUREGARD, LUC	6a	2017-02-01
101820	BÉDARD, DANIELLE	4a	2017-02-01
101850	BÉDARD, LOUISE	3a	2017-02-01

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
101959	BELAND MENARD, COLETTE	6a	2017-02-01
101970	BÉLAND, MAJELLA	1a, 2a	2017-02-01
101980	BÉLAND, ROGER	4a	2017-02-01
102006	BÉLANGER, BRIGITTE	1a	2017-02-01
102095	BELANGER, JOSEE	6a	2017-02-01
102159	BÉLANGER, SERGE	1a, 2b	2017-02-01
102275	BELLAVANCE, MARTINE	6a	2017-02-01
102292	BELLEFEUILLE, MARC	4a	2017-02-01
102316	BELLEMARE, LISE	1a	2017-02-01
102503	BERGERON, ANDRÉ	2b	2017-02-01
102522	BERGERON, DIANE	1a, 2a, 6a	2017-02-01
102531	BERGERON, ERIC	1a	2017-02-01
102636	BERGERON, SERGE	1a, 4a	2017-02-01
102697	BERNARD, LOUIS	4a	2017-02-01
102739	BERNATCHEZ, RACHEL	1a	2017-02-01
102921	BERTRAND, GUY	1a	2017-02-01
102963	BÉRUBÉ, BERNADETTE	6a	2017-02-01
103098	BIDÉGARÉ, JACQUELINE	4a	2017-02-01
103184	BILODEAU, PIERRE	1a	2017-02-01
103200	BILODEAU, STEEVE	1a, 2c, 6a	2017-02-01
103221	BINETTE, LINDA	1a, 6a	2017-02-01
103234	BIRON, ALEXANDRE	1a	2017-02-01
103489	BLANCHET, PIERRE	1a	2017-02-01
103611	BLUNDELL, MICHAEL	5a	2017-02-01
103716	BOISMENU, GERMAINE	6a	2017-02-01
103743	BOISVERT, CÉCILE	2a	2017-02-01
103772	BOISVERT, LYNDA	6a	2017-02-01
103899	BOLDUC, GHISLAINE	3a	2017-02-01
104015	BONSANT, ROBERT	1a	2017-02-01
104023	BORDELEAU, DANIEL	6a	2017-02-01
104043	BORDUAS, PIERRE	1a, 2b	2017-02-01
104086	BOUCHARD, MARTINE	6a	2017-02-01
104164	BOUCHARD, JACINTHE	1a, 2a, 6a	2017-02-01
104270	BOUCHARD, WELLESTON	4a	2017-02-01
104280	BOUCHARD DE CONINCK, GÉRALDINE	1a	2017-02-01
104445	BOUDREAU, MARC	1a, 2a, 6a	2017-02-01

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
104482	BOUDREAU, PAUL-EMILE	1a	2017-02-01
104523	BOUGIE, PATRICE	4a, e	2017-02-01
104575	BOULANGER, RHÉAL	1a	2017-02-01
104642	BOURASSA, HÉLÈNE	3a	2017-02-01
104776	BOURGUIGNON, DENIS	4a	2017-02-01
104968	BRABANT, RÉJEAN	1a	2017-02-01
105069	BRAZEAU, MAURICE	1a	2017-02-01
105274	BROCHU, MARJOLAINE	6a	2017-02-01
105331	BROSSEAU, MICHEL	4a	2017-02-01
105423	BRÛLÉ, MARTIN	1a	2017-02-01
105424	BRULOTTE, MARCEL	2a	2017-02-01
105449	BRUNELLE, LYSE	4a	2017-02-01
105501	BRUNET, YVES	4b	2017-02-01
114549	BERGERON GILBERT, MONIQUE	4a	2017-02-01
117565	BENZAKOUR KNIDEL, KHALID	5a	2017-02-01
120716	BESSETTE-LEDUC, DENISE	4a	2017-02-01
130451	BOUCHARD, GINETTE	4a	2017-02-01
135109	BLAIS, JEAN-FRANÇOIS	6a	2017-02-01
135247	BROUSSEAU, GAÉTANE	1a	2017-02-01
135418	BOCK, ROBERT	5a	2017-02-01
136069	BOULAY, JULIEN	6a	2017-02-01
136548	BOUCHARD, ALAIN	4a	2017-02-01
136621	BEAULIEU, JOSÉE	5a	2017-02-01
137819	BILODEAU, SUZEL	5a	2017-02-01
138509	AUDET, ISABELLE	6a	2017-02-01
138936	BÉLANGER, CLAUDIA	1a, 4a	2017-02-01
139144	BRAULT, ROBERT	1a	2017-02-01
139189	BINETTE, FRANCINE	1a	2017-02-01
139255	BEAUCHEMIN, PIERRE	5a	2017-02-01
139917	BEAUDRY, LYSE	5b	2017-02-01
140110	BRIÈRE, DANIEL	5a	2017-02-01
140544	AYLWIN, NANCY	6a	2017-02-01
140917	BEAULIEU, CHANTAL	3a	2017-02-01
141028	BEAUDOIN, THAN XUAN	1a	2017-02-01
141107	BIBEAU, LAURENT	3b	2017-02-01
141243	ARCHAMBAULT, DANIEL	1a	2017-02-01

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
141256	BUI, NGUYET-XUÂN	1a	2017-02-01
141796	BOUCHER, DENIS	6a	2017-02-01
143050	BERNIER, ALAIN	5a	2017-02-01
143302	BAZINET, PAUL	1a	2017-02-01
144315	BÉLANGER, PATRICK	4c	2017-02-01
145413	BLAIR, MARC	6a	2017-02-01
146197	ARCHAMBAULT, PATRICIA	4a	2017-02-01
147481	BOADO, ILUMINADA	1a	2017-02-01
148778	BOURGEOIS, ODETTE	3b	2017-02-01
148856	BICHARA, SONIA	5a	2017-02-01
150691	BOLDUC, STÉPHANE	6a	2017-02-01
154792	ABERHOUCHE, RAJAA	6a	2017-02-01
155273	AHMED, SAIFUL AZIZ	1a	2017-02-01
155529	BROCHU, JENNIFER	1b	2017-02-01
155964	BABINEAU, SOPHIE	4a	2017-02-01
156164	BEAUPRÉ, ROBERT	1a	2017-02-01
156296	BOIS, LOUIS-PHILIPPE	1b	2017-02-01
156740	BLAIS, LIETTE	5a	2017-02-01
157335	BOUFFARD, HÉLÈNE	4a	2017-02-01
157473	BERGERON VIENS, MATHIEU	1a	2017-02-01
157588	BELVAL, STEVE	4a	2017-02-01
157895	BUISSON, STEEVE	1a	2017-02-01
159062	ALLEN, MATTHEW	6a	2017-02-01
159365	BÉLANGER, MARTIN	2c	2017-02-01
159894	BERTRAND, MÉLANIE	4b	2017-02-01
160099	BLOUIN, CHANTAL	4b	2017-02-01
160212	BEAUDOIN, JOHANNE	4b	2017-02-01
162279	ALARCON RODRIGUEZ, MAGALYT	1a	2017-02-01
162449	BOIVIN, DANIELLE	4b	2017-02-01
163271	AUGER, JOHANNE	3b	2017-02-01
163292	BELLAIRE, ANNETTE	3a	2017-02-01
163843	BLOUIN, ANNIE	1a	2017-02-01
165248	BELLEY, LOUIS	4a	2017-02-01
165608	BRISSETTE, GHISLAIN	1a, 6a	2017-02-01
165730	BÉLANGER, LUCIE	4b	2017-02-01
165945	BOURASSA, RACHEL	3b	2017-02-01

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
167091	ALIMOHAMMADI, MOHSEN	4b	2017-02-01
167216	BÉDARD, NATHALIE	6a	2017-02-01
169732	BERGERON, SOPHIE	3b	2017-02-01
171741	BOISVERT, ANNIE	4a	2017-02-01
172123	BRODEUR, YAN	4b	2017-02-01
172269	BEAUDET, JEAN	1a	2017-02-01
172299	BOMBARDIER, MARYSE	4a	2017-02-01
174114	BROCHU, MATHIEU	6a	2017-02-01
174174	GENDRON-BRUNET, CARL PHILIPPE	6a	2017-02-01
174412	BERGERON, MICHÈLE	5a	2017-02-01
174870	BÉLANGER, MARIE-JOSÉE	6a	2017-02-01
174885	ALLIMANN, YVES	4b	2017-02-01
175265	BERGERON, MÉLANIE	4a	2017-02-01
175689	AUDETTE, FRÉDÉRIC	5b	2017-02-01
176073	ALLARD, MYRIAM	4b	2017-02-01
176111	BENOIT, MARC	1a	2017-02-01
176389	BOUCHER, NATHALIE	1a	2017-02-01
177126	BEAUDOIN, DOMINIC	3b	2017-02-01
178738	BOULIANE, MATHIEU PHILIPPE	5b	2017-02-01
179342	BÉLANGER, ODETTE	4a	2017-02-01
180257	BARAC, MIRYAM	1a	2017-02-01
180342	BOUCHARD, KEVEN	4a	2017-02-01
180404	BEAUCLAIR, MARYLÈNE	4a	2017-02-01
181064	AUBIN, MAXIME	3b	2017-02-01
181065	BELLEFLEUR, TIMMY	3b	2017-02-01
181073	BEAUCAGE, MARTINE	1a	2017-02-01
181170	BÉLANGER, ANNIE	2b	2017-02-01
181466	BOURASSA, LINDA	4b	2017-02-01
181610	BLADA, CAMÉLIA	4a	2017-02-01
181654	BEAULIEU, FRANCINE	3a	2017-02-01
181952	AUBUT, STÉPHANIE	1a	2017-02-01
182512	BEAUDOIN, CINDY	4b	2017-02-01
183965	BAKSH, IDREES	1a	2017-02-01
184420	AGNOSSI MBOUMBA, DAVE	1a	2017-02-01
184612	BELLEAU, MARILYNE	5b	2017-02-01
184749	BEAULIEU, ERIC	3a	2017-02-01

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
184971	BEAULIEU CYR, SAMUEL	1a	2017-02-01
185041	BIRON, RENÉE	2b	2017-02-01
185203	BOURGET, VIRGINIE	4b	2017-02-01
185315	BRUNELLE, SYLVIE	1a	2017-02-01
185760	BELMINE, KHALID	1a	2017-02-01
186117	BOURGOIN-JOLICOEUR, KÉVIN	4b	2017-02-01
186393	BEAUDET, JULIE	4b	2017-02-01
186525	BOULANGER, KARINE	4b	2017-02-01
186577	BENOUDJITA, TAHOME RUTH	6a	2017-02-01
186714	BOURASSA, CHANTAL	4b	2017-02-01
186775	BOUTET, JEAN JR	1a	2017-02-01
186794	BELOUADIA, AHMED	3b	2017-02-01
186945	BRAULT, JEAN-FRANÇOIS	3b	2017-02-01
187075	BITAR, VALENTINA	4a	2017-02-01
187462	BRUNG, LAURENT	1a	2017-02-01
187572	BOUDREAU, CHARLES-GUY	6a	2017-02-01
187681	BERUBE, NICOLAS	6a	2017-02-01
187784	BROUSSEAU, ÉMILIE	3b	2017-02-01
187803	BAAZET, CHAKIB	1a	2017-02-01
188385	ARCAND, PASCALE	3b	2017-02-01
188500	BENCHAREF, SALIMA	1a	2017-02-01
188696	BOISSONNEAULT, MÉLANIE	1a	2017-02-01
188868	BOUTIN, JEAN-PIERRE	1b	2017-02-01
189660	BOULAY-LECLERC, STÉPHANIE	1a, 6a	2017-02-01
189931	BÉLISLE, JANICK	1a	2017-02-01
190251	BILLY, JOËLLE	1a	2017-02-01
190255	BERNIER, LOUIS-PHILIPPE	1a	2017-02-01
190744	BARTOLI, GEMMA	1a	2017-02-01
190788	AYOTTE, REBECCA	3b	2017-02-01
190956	ALCÉ, KEVIN-ELLIOTT	1a	2017-02-01
191107	ARCAND, LOUIS	1a	2017-02-01
191196	BÉLANGER, PATRICK	1a	2017-02-01
191759	BRETON, JEAN-PIER	5b	2017-02-01
191784	ANO, GÉRARDINE	4a	2017-02-01
191965	BOURGEOIS, JULIE	3b	2017-02-01
191997	BEAUGER, JEAN EDDY	1a	2017-02-01

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
192027	BELLE, LAURA	1a	2017-02-01
192029	BOULANGER, ANDRÉ	1a, 2b	2017-02-01
192571	BOUGULI, KHALID	1a	2017-02-01
192595	ABOU MOURAD, GUY	6a	2017-02-01
193811	BÉDARD, VALÉRIE	1a	2017-02-01
193874	AYAD, AHMED	1a	2017-02-01
193937	BILODEAU, DANY	1a	2017-02-01
194100	BENAGHMOUCH, SALMA	1a	2017-02-01
194371	BENOIT, FRÉDÉRIC	3b	2017-02-01
194639	ASSELIN, FRANCE	2b	2017-02-01
194677	BHATTI, FAIZA	1a	2017-02-01
194783	ARCHAMBAULT, DEBORAH	2b	2017-02-01
195133	BOURGEOIS, ISABELLE	4a	2017-02-01
195176	BYRAM, PENNY	3b	2017-02-01
195368	BRYSON, HEATHER	4b	2017-02-01
195437	BABIN, MAXIME	6a	2017-02-01
195629	BRATTMAN, MICHAEL	4a	2017-02-01
195791	ABECASSIS, YAEL	1a	2017-02-01
195901	BEN AYED, NOURELHOUDA	1a	2017-02-01
196710	ANTHONY, AMA PRISCA	1a	2017-02-01
197055	BROUILLETTE, ERIC	5b	2017-02-01
197252	ALEXIS, JEAN JOLEME	4b	2017-02-01
197538	BLAIS, MARC-ANDRÉ	1a	2017-02-01
197779	BERNIER, ANDRÉANNE	4a	2017-02-01
197870	BOUDREAU, STÉPHANYE	4b	2017-02-01
198092	BEAUCHESNE, NANCY	3b	2017-02-01
198480	BOUCHARD-THOMASSIN, ANDRÉE-ANNE	4c	2017-02-01
198823	BARDIER, BENOIT	2a	2017-02-01
198912	BEAUCHAMP, SOPHIE	1a	2017-02-01
198927	BIELBY, CHRISTOPHER	1a	2017-02-01
199102	BERGERON, VALÉRIE	4a	2017-02-01
199148	ALLIOUI, KHALIL	1a	2017-02-01
199431	ANDRÉ, MARCEL FILS	1a	2017-02-01
199621	AHIMANA, CASIMIR	1b	2017-02-01
200404	BREAULT, FRANCIS	3a	2017-02-01
200784	BERGERON GAGNÉ, JUSTINE	3b	2017-02-01

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
200899	BASTIEN, MARIE-JOSÉE	5b	2017-02-01
200939	BEAUCHEMIN, YANNICK	6a	2017-02-01
200981	BOURCIER, DOMINIQUE	1a	2017-02-01
201033	BOUAJILA, SOFYEN	1a	2017-02-01
201036	BELLEMARE, LINDA	3b	2017-02-01
201049	BEAUREGARD, AMÉLIE	1a	2017-02-01
201338	BERNARD, OLIVIER	3b	2017-02-01
201425	AABI, KARIM	1a	2017-02-01
201818	BOUCHARD, NICOLAS	1a	2017-02-01
202192	AUGER, JEAN-SIMON	1a	2017-02-01
202243	BEN DAYA, CHAMS	1a	2017-02-01
202354	AGARWAL, SACHIN	1b	2017-02-01
202387	BOUTIN, JESSIE	1a	2017-02-01
202799	BOULET, CAROLINE	1a	2017-02-01
202834	BERGERON, CHARLES	1b	2017-02-01
203197	BELHAOUES, MOHAMED AMIR	1a	2017-02-01
203243	AMADOU GARBA, MAHAMADOU	1a	2017-02-01
203282	BÉLIVEAU, FÉLIX	1a	2017-02-01
203330	ALLARD, AUDREY	4a	2017-02-01
203395	AGNINI, KOFFI MARCELLIN	1a	2017-02-01
203561	BAKER COSS, KATRINA	1a	2017-02-01
203602	BEAUCAGE, AUDREY	4b	2017-02-01
203867	BEDARD, JESSICA LAURIE	3b	2017-02-01
203902	AUGUSTIN, PIERRE-LOUIS	4b	2017-02-01
204028	AVON, SOPHIE	1a	2017-02-01
204078	BERGERON, JULIE	1a	2017-02-01
204123	BALDACHOWSKI, MICHAL	1a	2017-02-01
204360	BEAUPRÉ, DORIANNE AIDI	4b	2017-02-01
204659	BARIL, SYLVIE	1a	2017-02-01
204807	AHMED, MANAR	1a	2017-02-01
204880	BIBAUD, PHILLIP	1a	2017-02-01
205253	BELONY, VICKY	1a	2017-02-01
205399	BARUTWANAYO, MODESTE	1b	2017-02-01
205681	BOULANGER, PIERRE-MARC	1a	2017-02-01
205862	BERUBE, GUILLAUME	3b	2017-02-01
206087	BENOIT, BRIGITTE	3b	2017-02-01

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
206127	BRETON-HOULE, ZECHIEL FRANCOIS	3b	2017-02-01
206163	BEN JEMAA, OMAR	1a	2017-02-01
206178	BRUNET, YANICK	5b	2017-02-01
206245	BLAIS-GAGNON, JEAN-SAMUEL	4b	2017-02-01
206304	BEAUSEIGLE, MAXIME	6a	2017-02-01
206394	BOSSE, ALEXANDRE	1a	2017-02-01
206396	BEAULIEU, KATE	1a	2017-02-01
206437	BERNARD, CEDRIC	1a	2017-02-01
206686	BEAUREGARD-ST-JACQUES, FRANCIS	1a	2017-02-01
206710	BLOUIN, FRANÇOIS	6a	2017-02-01
206739	BOUFFARD, PHILIPPE	1a	2017-02-01
206909	BLANCHARD, MARC-ANDRE	1a	2017-02-01
206911	BOUCHER, MARILYN	1a	2017-02-01
207087	BOISVERT, NELL	1a	2017-02-01
207470	ABBEY, DJAGBE	1a	2017-02-01
207744	BISSONNETTE, GAETAN	1a	2017-02-01
207745	BELAN, NIKOLAI	1a	2017-02-01
207814	BUREAU, VINCENT	1a	2017-02-01
207819	BIZINTWARI, PATRICK	1a	2017-02-01
207888	ANDERSEN, DAVID	1b	2017-02-01
207949	BOUCHARD, SABRINA	1a	2017-02-01
208072	ABDI, JOSEPH	3b	2017-02-01
208109	ALEXANDRE, SOPHIA	3b	2017-02-01
208139	BOUHAYAT, ZAKARIA	3b	2017-02-01
208357	BOUCHER, DANY	1b	2017-02-01
208421	BEAUDRY, ZACHARIE	3b	2017-02-01
208491	AKA, AMOAKON	1a	2017-02-01
208604	AGENORD, JESSICA	1a	2017-02-01
208746	BRIÈRE-RAYMOND, ANNE JULIE	3b	2017-02-01
208765	ALLAIRE, FRANCIS	3b	2017-02-01
208791	BREAU, CHARLENE	4b	2017-02-01
208922	BRAHMI, AGHILES	1a	2017-02-01
208971	BEN AFIA, SOFIENE	1a	2017-02-01
209083	AMRINGER, CHARLES-FREDERIC	1a	2017-02-01
209189	ARRID, TAJEDDINE	1a	2017-02-01
209342	BONNEAU, RAPHAËL	1a	2017-02-01

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
209375	BEAUDRY, MATHIEU	1b	2017-02-01
209380	BEAULIEU, MÉLISSA	4b	2017-02-01
209383	BERTHIAUME, JONATHAN	1b	2017-02-01
209517	BERGERON, GENEVIEVE	1a	2017-02-01
209531	BHAJUN, BORIS	1a	2017-02-01
209580	BARABY, FRANÇOIS	4c	2017-02-01
209617	BERNIER, JULIE	1a	2017-02-01
209767	BLANCO, JIHENE	1a	2017-02-01
209772	BOULET, SEBASTIEN	1a	2017-02-01
209801	AYOTTE, CHRISTINE	1b	2017-02-01
209866	BRASSARD, OLIVIER	1a	2017-02-01
209893	BERUBE, JEAN-CHRISTOPHE	1b	2017-02-01
209983	BRENNER, EDERSON ARLEN	1a	2017-02-01
209984	ANINOIU, DANIEL EMANUEL	1a	2017-02-01
210069	BABIN-MIGNEAULT, AMÉLIE	1a	2017-02-01
210148	ALIMI, HAITHAM	1a	2017-02-01
210213	BRODEUR, MARIE-EVE	3b	2017-02-01
210238	BERNECHE, CLAUDE-ANDRE	1a	2017-02-01
210240	BRUTUS, JEAN SMARTH	1a	2017-02-01
210245	BUSSIERES, MARIE-HELENE	1a	2017-02-01
210285	BILODEAU, REGENT	1a	2017-02-01
210521	ABDULNOUR, LAWRENCE	3b	2017-02-01
210740	AUDET, MARIE-EVE	1a	2017-02-01
210757	AUBE, JULIE	3b	2017-02-01
210761	BEDARD-PELLETIER, FRANCIS	3b	2017-02-01
210762	BRUNET, ELIZABETH	3b	2017-02-01
210817	BOUGIE, CLEMENCE	3b	2017-02-01
210905	BEAUDOIN, GENEVIEVE	3b	2017-02-01
210947	ADECHIAN, OLADELE	1b	2017-02-01
210950	BAVARO, GABRIELE	1a	2017-02-01
210959	BOLY, DJAMILA SOUMAIE WELLIE	1b	2017-02-01
210965	BLOUIN, RENEE	1a	2017-02-01
210979	BOYER, RACHEL	3b	2017-02-01
211158	ALARIE, JULIANE	3b	2017-02-01
211182	BOUCHER BRIERE, LAWRENCE	1a	2017-02-01
211203	AUCLAIR, JEAN-CHRISTOPHE	1a	2017-02-01

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
211263	BALOOCHIYAN, FATEMEH	1b	2017-02-01
211296	BÉLANGER, FRÉDÉRIQUE	4b	2017-02-01
211325	BERNIER, MATHIEU	1a	2017-02-01
211387	BARRETTE, ROXANNE	4b	2017-02-01
211403	BOBOICIOV, IOANA	1a	2017-02-01
211449	BOUDRIA, FRANCE	1a	2017-02-01
211488	AZOUZ, THIERRY	1a	2017-02-01
211525	BARONE, LIBORIO BOBBY	1a	2017-02-01
211548	BOURASSA, ERIC	1a	2017-02-01
211559	BARREDA ZARATE, VALÉRIA	1a	2017-02-01
211600	AUDET, VERONIQUE	1a	2017-02-01
211603	AMINE, ABDELHAKIM	1a	2017-02-01
211615	BOUDREAUULT, MICHAEL	1a	2017-02-01
211657	BAH, ABDOUL GADIRI	1a	2017-02-01
211671	BOUCHNAK, WALID	1a	2017-02-01
211704	BOULANGER, MICHEL	3b	2017-02-01
211723	BARRANCO DE MATOS, JULIANA	1a	2017-02-01
211735	BELLOEUVRE, JACQUES	1a	2017-02-01
211813	BOUTIN, MICHAEL	1b	2017-02-01
211859	BELANGER, CHRISTINE	5b	2017-02-01
211882	BAILLARGEON, ROXANNE	1a	2017-02-01
211950	BRISEBOIS, ELIZABETH	1b	2017-02-01
211973	BRILLON, DAVID	1b	2017-02-01
211984	BOUCHARD, ANICK	1b	2017-02-01
212179	BISSON, ALEXANDRE	1a	2017-02-01
212222	BÉLANGER, FRANÇOIS	1a	2017-02-01
212223	BOUCHER, JEAN SEBASTIEN	1b	2017-02-01
212265	BELANGER WALSH, MAYA-KIM	1a	2017-02-01
212285	BOUCHARD VALCOURT, DAVID	1a	2017-02-01
212299	BARRETTE, NICOLAS	1a	2017-02-01
212377	BEDARD, CLAUDE	5b	2017-02-01
212380	BERNARD, DANIEL JAMES	1a	2017-02-01
212381	BREDIN, EMILIE	1a	2017-02-01
212383	BERNARD, LOUISE	4b	2017-02-01
212455	BASSIR, HOOMAN	1a	2017-02-01
212501	BARRIOS, NORBERTO	1a	2017-02-01

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
212560	BERNARD, WADLER	1a	2017-02-01
212575	BASTIEN RIVEST, ANTHONY	1b	2017-02-01
212603	BERNARD, CAROLINE	4b	2017-02-01
212614	BRODEUR, FRANCE	1a	2017-02-01
212863	BOUCHARD SIMARD, DIANE	1a	2017-02-01
212882	ADAM, VINCENT	1a	2017-02-01
212892	BEAUDOIN, GABRIEL	1a	2017-02-01
212907	BÉRUBÉ-GRENIER, MARC-ANTOINE	1a	2017-02-01
212970	BOISVERT, MARIE-FRANCE	1a	2017-02-01
212987	BELLEMARE, VANESSA	1b	2017-02-01
212995	BAH, HALIMATOU	1a	2017-02-01
213064	BÉLANGER, JOSÉE	1a	2017-02-01
213170	BESNER-MOREAU, FANNY	1a	2017-02-01
213172	BASTIEN, MARC	1a	2017-02-01
213320	BEAUMONT, ANNIE-CLAUDE	3b	2017-02-01
213330	BALCER, FRANCOIS-PHILIPPE	6a	2017-02-01
213377	BRUNET, MARIO	1b	2017-02-01
213389	BEDEJUSTE, YVENINE	1a	2017-02-01
213394	AKKARI, NAJIB	1a	2017-02-01
213418	BOURDEAU, MATHIEU	1a	2017-02-01
213442	BLAIN, STÉPHANE	1a	2017-02-01
213460	BELLAVANCE-DESCÔTEAUX, KEVIN	1a	2017-02-01
213513	BLANCHET, BENOÎT MATHIEU VINCENT	1a	2017-02-01
213526	BOLDUC, JULIE	1a	2017-02-01
213530	BELLEAU, ELIZABETH	1a	2017-02-01
213533	AYOTTE, CLAUDE	1a	2017-02-01
213666	BOURGET LAMBERT, ALEXANDRA	3b	2017-02-01
213669	AKERLEY, MELINA	3b	2017-02-01
213685	BAPTISTE, MIKELL	1a	2017-02-01
213775	BOUCHER, JEAN-DAVID	1a	2017-02-01
213947	ABAT-ROY, GUILLAUME	1b	2017-02-01
213999	AMOKRANE, HAYAT	1a	2017-02-01
214001	ABIDLI, ABDELNASSER	1b	2017-02-01
214027	BASTIEN-GERVAIS, MICHEL	1b	2017-02-01
214119	BEAUDOIN, STEEVE	1a	2017-02-01
214184	BEAUPRÉ, JEAN-PASCAL	1a	2017-02-01

Certificat	Nom	Disciplines	Date d'annulation
214277	BENKHALFA, ADEL	4b	2017-02-01
214440	BOUCHER, FRANCOIS	4b	2017-02-01
214455	BONNEAU-BOUTIN, MYLENE	1a	2017-02-01
214469	AIT TALEB, ABDELILAH	3b	2017-02-01
214540	BELAND, FRANCOIS	1a	2017-02-01
214570	BEAUDIN, MARC	1a	2017-02-01
214584	ARSENEAULT, SIMON	1b	2017-02-01
214603	BOUCHER, GABRIELLE	1a	2017-02-01
214813	BEHRI, AKRAM	1b	2017-02-01
214860	BUSSIÈRES, ANTOINE	1b	2017-02-01
214924	ABAT-ROY, LAURENT	1b	2017-02-01
214939	BARNABE-GRISE, JEREMY	1a	2017-02-01
214999	BORYS, EWA	1a	2017-02-01
215013	BÉLANGER, TOMMY	1b	2017-02-01
215048	BERNARD-LAZURE, VICKY	4b	2017-02-01
215085	BILODEAU, SÉBASTIEN	3b	2017-02-01
215087	BOURGEOIS, FANNY	3b	2017-02-01
215156	ARREOLA SANCHEZ, FLOR HILDA	1a	2017-02-01
215252	BEAUJOUR, GUY BERNE	1a	2017-02-01
215301	BAYELANGA, KETO-BABO	1b	2017-02-01
215414	BLANCHET-EMOND, GENEVIÈVE	3b	2017-02-01
215418	BEN SGHAIER, RAHMA	1b	2017-02-01
215522	BIRIMBA, PLACIDA	3b	2017-02-01
215549	BOIVIN, MARYSE	1a	2017-02-01
215804	BEDARD, JULIE	4b	2017-02-01
215877	BRUNEAU, ANTOINE	1a	2017-02-01
215878	ALARIE, PATRICK	4c	2017-02-01
216018	AUBUT, JEAN-MATHIEU	1b	2017-02-01
216066	AUBIN, ALEXANDRE	1b	2017-02-01
216184	BUREAU, LOUIS	3b	2017-02-01
216314	BOUTIN, KID-WILDER	1b	2017-02-01
216364	BENJELLOUN, MOHCINE	1a	2017-02-01
216853	BEAUDRY, JEAN-PHILIPPE	1b	2017-02-01
216882	BLANCHET, MATTHIEU	1a	2017-02-01
216927	BELISLE, GUILLAUME	1a	2017-02-01

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
CONSEIL ET INVESTISSEMENT FONDS FMOQ INC.	DUTIL	RENALD	2016-12-23
CORDIANT CAPITAL INC.	ARCURI	PINA	2017-02-03
CORPORATION FIERA CAPITAL	VACHON	LOUIS	2017-01-23
FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	Néron	Yves	2017-01-27
BLC SERVICES FINANCIERS INC.	SETTANO	CHRISTIAN	2017-02-09
SOCIÉTÉ DE GESTION PRIVÉE DES FONDS FMOQ INC.	DUTIL	RENALD	2016-12-23
SSQ, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE INC.	ROSS	ALISTAIR ANGUS HUGH	2016-09-08
SSQ, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE INC.	DORÉ	CHANTAL	2016-09-08

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
CORDIANT CAPITAL INC.	ARCURI	PINA	2017-02-03
CORPORATION FIERA CAPITAL	VACHON	LOUIS	2017-01-23
DESJARDINS CAPITAL DE RISQUE INC.	DESAUTELS	NORMAND	2016-12-31
DESJARDINS CAPITAL DE RISQUE INC.	DUPUIS	DANIEL	2016-12-31
GESTION FINANCIERE CAPE COVE INC.	FORTIN	LOUIS	2016-11-03
OPTIMUM GESTION DE PLACEMENTS INC.	DAIGNEAULT	PATRICE	2017-01-20
GESTION DE PORTEFEUILLE SELEXIA INC.	CHARTRAND	JACQUES	2017-01-31
GESTION DE PORTEFEUILLE SELEXIA INC.	BOULOS	CLAUDE	2017-01-31
GESTION DE PORTEFEUILLE SELEXIA INC.	CHARTRAND	JACQUES	2017-01-31
GESTION DE PORTEFEUILLE SELEXIA INC.	BOULOS	CLAUDE	2017-01-31

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
GESTION DE PORTEFEUILLE SELEXIA INC.	BOULOS	CLAUDE	2017-01-31
GESTION DE PORTEFEUILLE SELEXIA INC.	CHARTRAND	JACQUES	2017-01-31
SOCIÉTÉ DE GESTION PRIVÉE DES FONDS FMOQ INC.	DUTIL	RENALD	2016-12-23

Gestionnaires

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
CORDIANT CAPITAL INC.	ARCURI	PINA	2017-02-03
CORPORATION FIERA CAPITAL	VACHON	LOUIS	2017-01-23
DESJARDINS CAPITAL DE RISQUE INC.	DESAUTELS	NORMAND	2016-12-31
DESJARDINS CAPITAL DE RISQUE INC.	DUPUIS	DANIEL	2016-12-31
GESTION FINANCIERE CAPE COVE INC.	FORTIN	LOUIS	2016-11-03
OPTIMUM GESTION DE PLACEMENTS INC.	DAIGNEAULT	PATRICE	2017-01-20
SOCIETE DE GERANCE DES FONDS FMOQ INC.	DUTIL	RENALD	2016-12-23

3.5.2 Les cessations d'activités

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
500261	BERNARD FORTIN	Assurance de personnes Assurance de dommages	2017-02-09
502253	GUY RONDOU & ASSOCIÉS INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2017-02-09
505338	DENIS BLONDEAU ASSURANCES INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2017-02-10
509249	RIVERIN, GIRARD & ASSOCIÉS INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Assurance de dommages	2017-02-09
512398	9166-0498 QUÉBEC INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Assurance de dommages	2017-02-09

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
513573	9110-4695 QUÉBEC INC.	Assurance de dommages	2017-02-08
515542	YU E ZHAO	Assurance de personnes	2017-02-10
600141	ALEXANDRE COLIZZA	Assurance de personnes	2017-02-08
601138	LUSSIER DALE PARIZEAU INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Assurance de dommages Expertise en règlement de sinistres Planification financière	2017-02-09

3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsables, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Aucune information.

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
602415	9354-1803 QUÉBEC INC.	Alex Boucher-Vachon	Assurance de dommages	2017-02-09
602416	GROUPE CONSEIL APPF INC.	Bernard Fortin	Assurance de personnes Assurance de dommages	2017-02-09
602418	CABINET DE COURTAGE GLOBAL	Dominic-Julien Lafrance-Raymond	Assurance de personnes	2017-02-10
602419	SERVICES FINANCIERS SHANA ZHAO INC.	Yu E Zhao	Assurance de personnes	2017-02-10
602424	FINANCIÈRE 360 INC.	Paul Constantinescu	Assurance de personnes	2017-02-14
602425	9350-9446 QUÉBEC INC.	Francine Rozon	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2017-02-14
602427	IMPACT ASSURANCES	Stanley René	Assurance de dommages	2017-02-14

3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

3.7.1 Autorité

Aucune information.

3.7.2 TMF

Les décisions prononcées par le Tribunal administratif des marchés financiers (anciennement « Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières » et « Bureau de décision et de révision ») sont publiées à la section 2.2 du Bulletin.

3.7.3 OAR

Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1173

DATE : 1^{er} février 2017

LE COMITÉ : M ^e François Folot	Président
M ^{me} Suzanne Côté, Pl. Fin.	Membre
M. Sylvain Jutras, A.V.C., Pl. Fin.	Membre

LYSANE TOUGAS, ès qualités de syndique adjointe de la Chambre de la sécurité financière,

Partie plaignante

c.

ÉRIC BOUCHER, conseiller en sécurité financière et représentant de courtier en épargne collective (numéro de certificat 104315, BDNI 1481761),

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU CODE DES PROFESSIONS, LE COMITÉ A PRONONCÉ L'ORDONNANCE SUIVANTE :

- **Ordonnance de non-divulgence, de non-publication et de non-diffusion des noms et prénoms des consommateurs concernés ainsi que de chacune des pièces versées au dossier qui permettraient de les identifier.**
- **Ordonnance de non-divulgence et de non-publication des noms et prénoms des signataires des lettres de recommandation ou de soutien produites en liasse sous la cote I-1.**

[1] Le 10 août 2016, au siège social de la *Chambre de la sécurité financière*, sis au 300, rue Léo-Pariseau, 26^e étage, Montréal, province de Québec, H2X 4B8, et le 5

CD00-1173

PAGE : 2

octobre 2016, aux locaux du *Tribunal administratif du travail* situés au 500, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal, province de Québec, H2Z 1W7, le comité de discipline s'est réuni et a procédé à l'instruction d'une plainte disciplinaire portée contre l'intimé ainsi libellée :

LA PLAINTÉ

« À Rouyn-Noranda, le ou vers le 6 juillet 2011, l'intimé s'est placé en situation de conflit d'intérêt en faisant investir à É.J. une somme de 15 000 \$ dans une société dans laquelle il avait un intérêt au moyen d'un emprunt contracté sur la police d'assurance-vie [...], contrevenant ainsi aux articles 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ, c. D-9.2), 18, 19, 20 du Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière (RLRQ, c. D-9.2, r.3), 2, 10 et 14 du Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1). »

PLAIDOYER DE CULPABILITÉ

[2] D'entrée de jeu, le 10 août 2016, l'intimé, accompagné de sa procureure, enregistra un plaidoyer de culpabilité sous l'unique chef d'accusation contenu à la plainte.

[3] Après l'enregistrement dudit plaidoyer, à la demande des parties, il fut convenu de continuer l'audition au 5 octobre 2016.

[4] À la date susdite les parties soumièrent au comité leurs preuve et représentations respectives sur sanction.

PREUVE DES PARTIES

[5] Alors que la plaignante versa au dossier une imposante preuve documentaire qui fut cotée P-1 à P-22, elle ne fit entendre aucun témoin.

CD00-1173

PAGE : 3

[6] Quant à l'intimé, il fit entendre M. Jonathan Bolduc (M. Bolduc) le dirigeant responsable de son cabinet, choisit de lui-même témoigner et versa en liasse sous la cote I-1 plusieurs lettres de recommandation et d'appui provenant de clients ou de tierces parties.

[7] Les parties offrirent ensuite au comité leurs représentations sur sanction.

REPRÉSENTATIONS DE LA PLAIGNANTE

[8] La plaignante, par l'entremise de sa procureure, débuta en résumant à l'aide de la preuve documentaire versée au dossier, le contexte factuel rattaché à la plainte.

[9] Elle signala d'abord qu'alors qu'É.J. était client de l'intimé depuis 1996, un lien d'amitié ainsi que familial les unissait, l'épouse d'É.J. étant la cousine de l'intimé.

[10] Elle raconta qu'en 2008 É.J. et l'intimé avaient convenu de s'associer dans une compagnie constituée aux fins d'opérer et/ou de transiger dans le domaine immobilier, plus particulièrement dans la vente, la construction ou la location d'immeubles.

[11] Alors qu'É.J. devait essentiellement se consacrer aux activités de « *construction* », l'intimé devait gérer l'aspect financier de l'entreprise.

[12] À un certain moment, en 2011, à la suite de dépassements de coûts soudains ou imprévus, un apport de liquidités s'avéra nécessaire à la poursuite des activités de la compagnie et il fut convenu qu'une somme de quinze mille dollars (15 000 \$) provenant de la police d'assurance-vie détenue par É.J. y serait investie.

CD00-1173

PAGE : 4

[13] En contrepartie de la contribution d'É.J., l'intimé prépara en faveur de ce dernier une « *reconnaissance de dette de la compagnie* ».

[14] Malheureusement, quelque temps après, les relations entre É.J. et l'intimé se détériorèrent. Des litiges surgirent entre eux, et en 2013, l'intimé céda le dossier de son client É.J. à un autre représentant.

[15] En 2014 É.J. et l'intimé mirent fin à leur relation d'affaires.

[16] Et à la fin de décembre de la même année, après que des procédures judiciaires eurent été intentées, ils parvinrent à une entente aux fins de régler l'ensemble des litiges les opposant. Celle-ci fut consacrée dans un document de transaction¹.

[17] Après avoir ainsi exposé la trame factuelle rattachée à la plainte, la plaignante indiqua au comité qu'elle lui suggérait, à titre de sanction, et qu'il s'agissait d'une « *recommandation commune* », de condamner l'intimé au paiement d'une amende de dix mille dollars (10 000 \$).

[18] Elle poursuit en invoquant les facteurs, à son opinion, aggravants et atténuants suivants :

Facteurs aggravants

- « *la gravité objective de l'infraction reprochée, de nature à miner la relation client-représentant;*
- *une infraction au cœur de l'exercice de la profession;*
- *l'expérience de l'intimé, ce dernier ne pouvant invoquer l'excuse du « débutant » dans la profession;*

¹ Copie de l'entente de règlement fut versée au dossier sous la cote P-18.

CD00-1173

PAGE : 5

- *une situation où l'intimé savait ou devait savoir qu'« en faisant des affaires avec un client », il se plaçait dans une situation de « potentiel conflit d'intérêts. »*

[19] Elle ajouta que pour la durée de l'emprunt (sur sa police d'assurance-vie) É.J. avait été exposé à recevoir une indemnité moindre de l'assureur, mentionnant toutefois que les sommes « *perdues* » auraient possiblement pu être récupérées de la compagnie puisque celle-ci « *avait signé une reconnaissance de dette en sa faveur* ».

Facteurs atténuants

- *« l'absence de preuve d'intention malveillante ou malhonnête;*
- *l'absence de recherche de gains personnels;*
- *l'absence d'antécédent disciplinaire;*
- *l'emprunt contracté par É.J. était au bénéfice d'une entreprise dans laquelle il possédait lui-même des intérêts à 50 %.* »

[20] Elle termina en déposant à l'appui de sa recommandation, un cahier d'autorités comprenant quatre décisions antérieures du comité qu'elle commenta².

REPRÉSENTATIONS DE L'INTIMÉ

² *Chambre de la sécurité financière c. Gauthier*, CD00-0911, décision sur culpabilité en date du 4 juin 2013 et décision sur sanction en date du 5 juin 2015; *Chambre de la sécurité financière c. Létourneau*, CD00-0906, décision sur culpabilité en date du 30 août 2012 et décision sur sanction en date du 16 mai 2013; *Chambre de la sécurité financière c. Chen*, CD00-0925, décision sur culpabilité et sanction en date du 6 août 2013; *Chambre de la sécurité financière c. Giroux*, CD00-0720, décision sur sanction en date du 13 avril 2012.

CD00-1173

PAGE : 6

[21] La procureure de l'intimé débuta ses représentations en soulignant que la première responsabilité du comité était de « *s'assurer que la sanction choisie soit fonction des faits établis* ».

[22] Elle rappela que celle-ci, tel que les comités de discipline l'avaient en maintes occasions soulignée, ne devait pas être punitive et de plus, devait être adaptée aux circonstances rattachées à l'infraction.

[23] Elle souligna ensuite les éventuelles conséquences pour l'intimé d'une sanction de radiation, particulièrement à l'égard de la poursuite de sa carrière.

[24] Ainsi, elle rappela que, selon le témoignage de M. Bolduc, l'assureur « *London Life* », avec lequel l'intimé souscrit la plupart de ses contrats, s'était refusé par le passé de « *travailler* » avec un représentant ayant fait l'objet d'une sanction de radiation. Elle plaida que dans de telles circonstances, l'imposition d'une radiation pourrait avoir un « *effet punitif* ».

[25] Elle poursuivit en signalant que son client avait, à la première occasion, enregistré un plaidoyer de culpabilité à l'endroit du chef d'accusation contenu à la plainte, ajoutant que les risques de récidive dans son cas étaient, à son avis, de « *nature inexistante* », la faute reprochée ayant été commise, tel que précédemment décrit, dans le contexte très particulier précédemment décrit par la plaignante.

[26] Puis, après avoir souligné l'absence d'antécédent disciplinaire de ce dernier, elle rappela qu'il « *bénéficiait d'une excellente réputation dans son milieu* », tel qu'en avait témoigné M. Bolduc et tel qu'en attestaient les différentes lettres de recommandation ou de soutien versées au dossier sous la cote I-1.

CD00-1173

PAGE : 7

[27] Elle plaida qu'il avait déjà, à son avis, amplement subi les conséquences de sa faute et ne représentait aucun risque pour le public.

[28] Elle signala l'absence de gain ou de bénéfice personnel retiré par ce dernier à l'occasion de la transaction, mentionnant qu'il avait strictement agi dans l'intérêt de la compagnie qu'il détenait avec É.J.

[29] Et après avoir ensuite repris, tour à tour, chacune des décisions déposées par la plaignante, y soulignant les distinctions applicables au cas en l'espèce, elle versa au dossier l'arrêt de la Cour d'appel du Québec dans *Pigeon c. Daigneault*³, soulignant notamment alors les déclarations de la Cour à l'effet que la sanction doit coller aux faits du dossier et doit permettre d'atteindre les objectifs suivants :

« au premier chef la protection du public, puis la dissuasion du professionnel de récidiver, l'exemplarité à l'égard des autres membres de la profession qui pourraient être tentés de poser des gestes semblables et enfin, le droit par le professionnel visé d'exercer sa profession ».

[30] Puis, en terminant, elle confirma que la suggestion de la plaignante d'imposer à l'intimé, à titre de sanction, le paiement d'une amende de dix mille dollars (10 000 \$) était effectivement une « *recommandation commune* ».

[31] Elle réclama toutefois du comité, considérant le montant de l'amende proposée, un délai pour le paiement de celle-ci, suggérant alors un délai de douze mois.

[32] Elle réclama enfin que le comité se dispense de condamner l'intimé au paiement des déboursés.

³ 2003 CanLII 32934 (QC CA), paragraphes 37 et suivants.

CD00-1173

PAGE : 8

MOTIFS ET DISPOSITIF

[33] L'intimé ayant enregistré un plaidoyer de culpabilité sous l'unique chef d'accusation contenu à la plainte, il sera déclaré coupable sous celui-ci.

[34] Relativement à la sanction qui doit lui être imposée, le comité croit devoir souligner ce qui suit :

- Il n'a aucun antécédent disciplinaire;
- Il a reconnu sa faute et a admis son erreur;
- Son honnêteté et sa probité ne sont aucunement en cause;
- Les informations transmises au comité ne permettent aucunement de conclure qu'il puisse avoir été animé d'une intention malveillante;
- La transaction reprochée ne lui a rapporté aucune forme de rémunération (boni ou commission);
- L'emprunt contracté par É.J. sur sa police d'assurance-vie a bénéficié à une entreprise dont il détenait 50 % des actions (avec l'intimé);
- Tel que l'a signalée la procureure de l'intimé, l'infraction a été commise dans un contexte particulier et, dans de telles circonstances, les risques de récidive paraissent peu élevés;
- L'intimé semble en effet avoir bien compris qu'il aurait dû éviter de se placer dans une situation de conflit d'intérêts;
- Enfin, le comité est confronté à une faute isolée au cours d'un parcours professionnel de près de 20 ans sans tache.

[35] Et, tel qu'en a témoigné M. Bolduc ainsi que les huit clients ou tierces parties dont les témoignages vantant son attitude professionnelle ont été déposés en liasse sous la cote I-1, l'intimé bénéficie, dans son milieu, d'une excellente réputation.

[36] Néanmoins, la gravité objective de l'infraction qu'il a commise et pour laquelle il s'est reconnu coupable, est indéniable.

CD00-1173

PAGE : 9

[37] Elle va au cœur de l'exercice de la profession.

[38] L'intimé a fait défaut de préserver son indépendance et de respecter son devoir de loyauté.

[39] Il a subordonné l'intérêt de son client au sien.

[40] Relativement à la sanction qui doit lui être imposée, les parties ont soumis au comité ce qu'il est convenu d'appeler une « *suggestion commune* ».

[41] Or, dans l'arrêt *Douglas*⁴, la Cour d'appel du Québec a clairement indiqué que, lorsque les parties représentées par des avocats compétents qui maîtrisent leur dossier, s'entendent pour transmettre au tribunal des « *recommandations communes* », celles-ci ne devraient être écartées que si ce dernier les juge inappropriées, déraisonnables, contraires à l'intérêt public ou est d'avis qu'elles sont de nature à discréditer l'administration de la justice.

[42] Ce principe, repris récemment par la Cour suprême du Canada⁵ a, à quelques reprises, été retenu en matière disciplinaire⁶.

[43] Ainsi, après analyse du dossier et compte tenu des particularités propres à celui-ci, le comité ne croit pas qu'il serait justifié de s'écarter de la recommandation conjointe des parties. En conséquence, il y donnera suite.

⁴ *Douglas c. R.*, 2002 CanLII 32492 (QC CA).

⁵ Voir *R. c. Anthony-Cook*, 2016 CSC 43.

⁶ Voir notamment les décisions du Tribunal des professions dans *Malouin c. Notaires (Ordre professionnel des)*, 2002 QCTP 015 et *Mathieu c. Dentistes (Ordre professionnel des)*, 2004 QCTP 027.

CD00-1173

PAGE : 10

[44] Il condamnera donc l'intimé, sous l'unique chef d'accusation contenu à la plainte, au paiement d'une amende de dix mille dollars (10 000 \$).

[45] Par ailleurs, compte tenu de la somme en cause ainsi que des charges familiales de l'intimé, le comité lui accordera un délai de douze mois pour l'acquittement de ladite amende à la condition qu'il en effectue le paiement au moyen de douze versements mensuels, égaux et consécutifs, débutant le 30^e jour de la présente décision, sous peine autrement de déchéance du terme accordé.

[46] Enfin, en l'absence d'éléments particuliers qui le justifieraient d'agir autrement, le comité condamnera l'intimé au paiement des déboursés. Ceux-ci correspondent aux frais engagés par les procédures nécessaires au règlement de son dossier et aucun motif ne lui permettant de passer outre à la règle habituelle voulant que les déboursés nécessaires à la condamnation du représentant fautif soient généralement imputés à ce dernier ne lui a été exposé.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

Sous l'unique chef d'accusation contenu à la plainte :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité enregistré par l'intimé;

DÉCLARE l'intimé coupable sous l'unique chef d'accusation contenu à la plainte;

ET STATUANT SUR SANCTION :

CONDAMNE l'intimé, sous l'unique chef d'accusation contenu à la plainte, au paiement d'une amende de dix mille dollars (10 000 \$);

CD00-1173

PAGE : 11

ACCORDE à l'intimé un délai d'une année pour l'acquittement de ladite amende, à la condition qu'il en effectue le paiement au moyen de douze versements mensuels, égaux et consécutifs débutant le 30^e jour de la présente décision, sous peine autrement de déchéance du terme accordé;

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés, y compris les frais d'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions*, RLRQ, c. C-26;

(S) François Folot

M^e François Folot
Président du comité de discipline

(S) Suzanne Côté

M^{me} Suzanne Côté, Pl. Fin.
Membre du comité de discipline

(S) Sylvain Jutras

M. Sylvain Jutras, A.V.C., Pl. Fin.
Membre du comité de discipline

M^e Caroline Isabelle
BELANGER LONGTIN, s.e.n.c.r.l.
Procureurs de la partie plaignante

M^e Sonia Paradis
DONATI MAISONNEUVE, s.e.n.c.r.l.
Procureurs de la partie intimée

Dates d'audience : 10 août 2016 et 5 octobre 2016

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1197

DATE : Le 30 janvier 2017

LE COMITÉ : M ^e Janine Kean	Présidente
M. Louis-Georges Boily, Pl. Fin.	Membre
M. Jasmin Lapointe	Membre

NATHALIE LELIÈVRE, ès qualités de syndique de la Chambre de la sécurité financière
Partie plaignante

c.

KENNY ROUILLARD, conseiller en sécurité financière (numéro de certificat 199558)
Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU CODE DES PROFESSIONS, LE COMITÉ A PRONONCÉ L'ORDONNANCE SUIVANTE :

- **Non-divulgarion, non-diffusion et non-publication de tout renseignement de nature personnelle et économique permettant d'identifier le consommateur visé par la plainte.**

[1] Le 10 janvier 2017, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le comité) s'est réuni au siège social de la Chambre, sis au 300, rue Léo-Pariseau, 26^e étage, à Montréal, pour procéder à l'audition de la plainte disciplinaire suivante portée contre l'intimé le 30 septembre 2016.

LA PLAINTÉ

1. À Amos, le ou vers le 27 décembre 2015, l'intimé a contrefait la signature de son client N.L. sur un accusé de réception de contrat et sur un renouvellement des déclarations d'assurabilité pour la police [...], contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2), 11 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3).

CD00-1197

PAGE : 2

[2] La plaignante était représentée par M^e Caroline Isabelle. Elle a indiqué que les parties étaient prêtes à procéder tant sur la culpabilité que sur la sanction.

[3] Pour sa part, l'intimé était présent, mais non représenté.

PLAIDOYER ET DÉCLARATION DE CULPABILITÉ

[4] Préalablement à l'audience, l'intimé a avisé le comité de son intention d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité.

[5] Après s'être assuré que ce dernier comprenait que, par ce plaidoyer de culpabilité, il reconnaissait les gestes reprochés et que ceux-ci constituaient des infractions déontologiques, l'intimé a enregistré son plaidoyer sous l'unique chef d'accusation porté contre lui.

[6] Ensuite, la plaignante a déposé sa preuve documentaire (P-1 à P-15) et présenté le contexte factuel entourant la commission des gestes reprochés, auquel l'intimé a apporté des précisions.

[7] Après l'étude des pièces et un bref délibéré, le comité a déclaré l'intimé coupable sous l'unique chef d'accusation, pour avoir contrevenu à l'article 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, et a ordonné l'arrêt conditionnel des procédures quant aux autres dispositions invoquées.

ET PROCÉDANT SUR SANCTION

LA PREUVE

[8] La procureure de la plaignante a informé le comité qu'elle n'avait pas de preuve additionnelle à offrir sur sanction.

[9] Quant à l'intimé, il a témoigné et déposé des documents à l'appui (SI-1 à SI-4).

REPRÉSENTATIONS DE LA PLAIGNANTE

[10] La procureure de la plaignante a recommandé sous l'unique chef d'accusation :

- a) La radiation temporaire de l'intimé pour une période de deux mois;
- b) La publication d'un avis de la décision;
- c) La condamnation de l'intimé au paiement des déboursés.

CD00-1197

PAGE : 3

[11] Elle a invoqué les facteurs atténuants et aggravants suivants :

Atténuants

- a) La reconnaissance par l'intimé de ses fautes à la première occasion et l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité;
- b) L'excellente collaboration de l'intimé à l'enquête;
- c) L'absence d'intention malveillante, l'intimé ayant expliqué avoir voulu éviter aux consommateurs la déchéance de la police, ce qui relève plutôt d'un manque de jugement de sa part;
- d) Le fait qu'il s'agisse d'un seul événement impliquant un seul consommateur;
- e) L'absence de préjudice pour le consommateur qui a signé l'accusé de livraison par la suite, avec le directeur de succursale;
- f) L'expression par l'intimé de regrets;
- g) La signature subséquente du contrat par le consommateur.

Aggravants

- a) La gravité objective de l'infraction qui porte atteinte à l'image de la profession, ces gestes étant au cœur même de l'exercice des activités du représentant;
- b) Les commissions et bonis d'environ 1 300 \$ perçus par l'intimé, quoique la plaignante reconnaisse que sa motivation n'était pas l'appât du gain;
- c) Un risque de récidive non négligeable en raison de la mise en garde versée au dossier de l'intimé en juillet 2015, quoique concernant d'autres manquements relatifs à des propositions de polices d'assurance.

[12] Elle a ensuite passé en revue, au soutien de sa recommandation, des décisions au sujet d'infractions de même nature¹.

REPRÉSENTATIONS DE L'INTIMÉ

[13] L'intimé a d'emblée déclaré ne pas être fier des gestes qu'il a commis. Il a compris que, dans les circonstances, la confiance que lui portaient jusqu'alors ses clients a été affectée.

¹ CSF c. *Merdjane*, CD00-1118, décision sur culpabilité et sanction du 5 février 2016; CSF c. *Bissonnette*, CD00-1034, décision sur culpabilité et sanction du 20 février 2015; CSF c. *Dionne*, CD00-0993, décision sur culpabilité et sanction du 14 juillet 2014; CSF c. *Chouinard*, CD00-0869, décision sur culpabilité et sanction du 11 avril 2012; CSF c. *Gras*, CD00-0881, décision sur culpabilité et sanction du 3 janvier 2012; CSF c. *Boucher*, CD00-0700, décision sur culpabilité et sanction du 1^{er} mai 2008; *Brazeau c. CSF*, 2006 QCCQ 11715, décision de la Cour du Québec du 7 novembre 2006.

CD00-1197

PAGE : 4

[14] Il a expliqué avoir commis ces gestes le 27 décembre 2015, sous l'effet du stress et de l'anxiété, car il partait en vacances le lendemain pour une quinzaine de jours. Or, si l'avis de livraison n'était pas signé par son client N.L., avant son retour de vacances, le contrat tombait en déchéance. En dépit de ses efforts répétés pour lui livrer la police avant son départ, les rencontres ont toujours été reportées. Finalement, bien que lui confirmant que N.L. voulait ce contrat, son épouse lui a répondu qu'ils étaient trop occupés, ayant de la visite durant cette période des fêtes. À l'appui de ses dires, l'intimé a déposé différents documents², dont une lettre d'excuses destinée au service de la conformité d'Industrielle Alliance (IA) dans laquelle il fournit sa version des faits (SI-3)³.

[15] Il n'a jamais voulu « tourner les coins ronds » ni bâcler le travail. Il a commis ces gestes non pas pour son intérêt personnel, mais pour conserver la protection d'assurance à ses clients.

[16] Il aurait souhaité en ressortir « blanc comme neige », mais cela n'était pas réaliste.

[17] Quant à la recommandation de la plaignante, il estime avoir déjà sévèrement « payé » pour sa faute.

[18] Il a expliqué qu'il a d'abord vécu une période d'invalidité de neuf mois à la suite d'un accident survenu le 9 janvier 2016, pendant ses vacances. Il a subi maintes fractures, mais il n'est toutefois pas handicapé pour la vie.

[19] Il a exercé au sein d'IA depuis ses débuts dans la profession en septembre 2013. Or, IA a mis fin à son contrat dès son retour d'invalidité en novembre 2016. Comme il comptait moins de sept ans auprès d'IA, il ne pouvait céder sa clientèle contre rémunération. Celle-ci était composée d'environ 198 clients, dont 280 contrats d'assurance et 60 contrats de rentes. Selon ses informations, il aurait pu autrement obtenir environ 15 000 \$ pour celle-ci.

[20] Il ne reçoit aucune rémunération depuis le 29 novembre 2016 et n'en aura pas pendant, au moins, la période de radiation que le comité lui imposera. Il a dû vendre son automobile afin de ne pas perdre sa maison.

[21] Il subvient depuis à ses besoins et à ceux de sa famille grâce à son fonds d'établissement qui s'élève à environ 8 000 \$. Il s'est dit inquiet pour son avenir financier bien qu'il déclare ne pas vouloir « faire pitié ». Depuis ce temps, il a appris que son épouse était enceinte de trois mois.

² SI-1 à SI-4.

³ L'intimé a expliqué ne pas avoir toutefois remis cette lettre, IA ayant déjà mis fin à son contrat, sans lui donner l'occasion de fournir sa version des faits.

CD00-1197

PAGE : 5

[22] Enfin, il a déclaré s'en remettre à la décision du comité quant à la sanction.

ANALYSE ET MOTIFS

[23] Le comité réitère la déclaration de culpabilité rendue séance tenante contre l'intimé, après avoir donné acte à l'enregistrement de son plaidoyer de culpabilité sous l'unique chef de la plainte portée contre lui.

[24] La gravité objective de l'infraction de contrefaçon de signature est indéniable. Le représentant a un devoir de loyauté envers non seulement son client, mais aussi l'assureur. Ceux-ci doivent pouvoir faire confiance à leur représentant. Ces gestes portent atteinte à la profession. Toutefois, cette gravité diffère d'un cas à l'autre.

[25] En l'espèce, l'intimé a commis ces gestes le 27 décembre 2015, la veille de son départ pour deux semaines de vacances. Il avait tenté de rencontrer N.L. à quelques reprises, mais après quatre reports⁴, l'épouse de son client lui a répondu qu'ils n'avaient pas le temps, car ils avaient de la visite. Selon ses calculs, la déchéance de la police, qui comportait diverses protections notamment une assurance pour maladies graves, une assurance invalidité ainsi qu'une assurance vie, tombait pendant ses vacances. Incapable d'obtenir la signature de son client, il a voulu assurer la protection de ce dernier qui venait d'acquérir une maison pour sa famille et dont l'épouse attendait un enfant. Par son geste, l'intimé cherchait à éviter la déchéance de la police.

[26] Le comité a signalé à l'intimé sa potentielle erreur quant à la computation du délai de déchéance lui soulignant que, selon la pièce P-11, la déchéance de la police n'était que le 10 février 2016, et non au début janvier. Confronté à cette potentielle erreur, l'intimé a paru plutôt surpris et un peu dépassé. Est-ce le résultat d'une pratique négligente ou d'une formation défailante à ce sujet ? À tout événement, l'intimé a commis l'infraction reprochée.

[27] La plaignante recommande d'ordonner la radiation temporaire de l'intimé pour une période de deux mois.

[28] Comme énoncé par la Cour d'appel du Québec dans *Daigneault*⁵, la sanction doit coller aux faits du dossier.

⁴ SI-3.

⁵ *Pigeon c. Daigneault*, 2003 CanLII 32934 (QCCA), décision du 15 avril 2003.

CD00-1197

PAGE : 6

[29] Aussi, le comité estime que les faits rapportés dans les décisions citées par la plaignante au soutien d'une radiation temporaire de deux mois se distinguent du présent dossier, notamment du fait que dans au moins trois d'entre elles⁶, les intimés n'exerçaient plus comme représentants ou même dans le domaine financier. Aussi, deux de ces décisions⁷ ont été rendues à la suite de recommandations communes des parties. Dans de tels cas, peu de place est laissée à la discrétion du comité pour les raisons évoquées notamment dans l'affaire *Chan*⁸ :

[41] Les tribunaux reconnaissent depuis longtemps l'à-propos de ce que la Cour d'appel qualifie récemment de « politique judiciaire » cette pratique de la négociation des plaidoyers de culpabilité qu'il convient d'encourager parce qu'elle joue un rôle capital au sein de l'institution pénale.

[42] La suggestion commune issue d'une négociation rigoureuse, dispose d'une « force persuasive certaine » de nature à assurer qu'elle sera respectée en échange du plaidoyer de culpabilité, à moins qu'elle soit déraisonnable, contraire à l'intérêt public, inadéquate ou de nature à déconsidérer l'administration de la justice.

[43] Ce sont ces paramètres qui peuvent induire le tribunal à écarter la suggestion commune. En somme, cette « politique judiciaire » maintenant avalisée par un imposant corpus jurisprudentiel postule qu'une suggestion commune ne doit pas être écartée « afin de ne pas discréditer un important outil contribuant à l'efficacité du système de justice tant criminelle que disciplinaire.

(Références omises)

[30] Ceci dit, le comité voit davantage un parallèle entre le cas en l'espèce et les faits rapportés notamment dans les affaires *Bouchard*, *Houle*, *Ouimet* et *Gauthier*⁹, décisions dans lesquelles une radiation temporaire d'un mois a été ordonnée, en dépit de la recommandation de la plaignante d'une radiation de deux mois dans chacun de ces cas.

[31] Ce qui distingue principalement ces affaires de celles citées par la procureure de la plaignante est le désir des intimés de continuer à exercer dans le domaine financier ou le fait que la période de radiation aurait pour résultat de mettre fin à leur carrière ou encore les empêcherait de gagner leur vie.

⁶ *CSF c. Merdjane*, *CSF c. Dionne* et *CSF c. Chouinard*, préc., note 1.

⁷ *CSF c. Bissonnette* et *CSF c. Boucher*, préc., note 1.

⁸ *Chan c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2014 QCTP 5 (CanLII).

⁹ *CSF c. Bouchard*, CD00-0876, décision sur culpabilité et sanction du 15 février 2012; *CSF c. Houle*, CD00-0938, décision sur culpabilité et sanction du 19 avril 2013; *CSF c. Ouimet*, CD00-1009, décision sur culpabilité et sanction du 7 juillet 2014; *CSF c. Gauthier*, CD00-1038, décision sur culpabilité et sanction du 15 octobre 2015.

CD00-1197

PAGE : 7

[32] Aussi, comme mentionné dans l'affaire *Ouimet* :

[43] Dans des situations où comme en l'espèce, le comité s'est vu confronté à une infraction isolée de contrefaçon, à l'endroit d'un seul client, alors que le représentant n'était animé d'aucune intention malveillante, n'a aucunement profité ou cherché à profiter de sa faute, il a en certaines occasions condamné ce dernier à une radiation temporaire d'un mois¹⁰.

[33] Dans le présent cas, il s'agit également d'une faute isolée à l'égard d'un seul client. L'intimé n'avait aucune intention malhonnête. Au contraire, il souhaitait assurer la protection de son client. Il a admis ses gestes dès la première occasion et a enregistré un plaidoyer de culpabilité. Cette transaction ne lui procurait pas d'avantages supplémentaires. Il a expliqué avoir agi de la sorte alors qu'il vivait un stress important en cette période de l'année et vu son départ en vacances.

[34] Aucun préjudice n'en a résulté pour N.L. qui a plutôt bénéficié de la protection. Par la suite, ce dernier a dûment signé les documents et maintenu la police en vigueur. Il ne voulait pas faire perdre à l'intimé son emploi, mais le lien de confiance était rompu.

[35] Les conséquences de ces fautes sur la vie personnelle et professionnelle de l'intimé sont importantes et le comité croit l'intimé quand il déclare regretter ses gestes et avoir appris de cette expérience. Celle-ci, ajoutée à la mise en garde reçue en 2015, devrait suffire pour le dissuader de récidiver.

[36] L'intimé est un jeune homme qui a commencé dans la profession en 2013 et qui semblait destiné à une brillante carrière. Il a exprimé au comité sa passion pour la profession ainsi que son désir de continuer à l'exercer.

[37] Cependant, il a été congédié par IA et est sans traitement depuis le mois de novembre 2016. Il a aussi été en période d'invalidité depuis janvier 2016 suite à un accident majeur.

[38] L'intimé doit voir à ses besoins ainsi qu'à ceux de sa famille y compris à ceux de l'enfant dont la naissance est prévue dans quelques mois. Parmi tous les éléments dont doit tenir compte le comité lors de la détermination de la sanction, il y a également le droit de l'intimé de gagner sa vie.

[39] Après avoir soupesé les faits propres au présent dossier ainsi que les facteurs objectifs et subjectifs qui lui ont été soumis, le comité est d'avis que la condamnation de l'intimé à une radiation temporaire d'un mois est une sanction juste et raisonnable.

¹⁰ CSF c. *Ouimet*, préc., note 9, par. 43.

CD00-1197

PAGE : 8

[40] Par conséquent, le comité ordonnera la radiation temporaire de l'intimé pour une période d'un mois, sa condamnation au paiement des déboursés et la publication de l'avis de décision.

PAR CES MOTIFS, le comité de discipline :

RÉITÈRE ORDONNER la non-divulgation, la non-publication et la non-diffusion de tout renseignement ou document de nature personnelle et économique permettant d'identifier le consommateur visé par la présente plainte;

RÉITÈRE DÉCLARER l'intimé coupable sous l'unique chef d'accusation mentionné à la plainte pour avoir contrevenu à l'article 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2);

RÉITÈRE ORDONNER l'arrêt conditionnel des procédures quant aux autres dispositions invoquées à la plainte.

ET STATUANT SUR LA SANCTION :

ORDONNE, sous l'unique chef d'accusation, la radiation temporaire de l'intimé pour une période d'un mois;

ORDONNE à la secrétaire du comité de discipline de faire publier, aux frais de l'intimé, un avis de la présente décision dans un journal circulant dans le lieu où ce dernier a son domicile professionnel et dans tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession conformément aux dispositions de l'alinéa 5 de l'article 156 du *Code des professions*, RLRQ, c. C-26;

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions*, RLRQ, c. C-26.

CD00-1197

PAGE : 9

(S) Janine Kean

M^e Janine Kean
Présidente du comité de discipline

(S) Louis-Georges Boily

M. Louis-Georges Boily, Pl. Fin.
Membre du comité de discipline

(S) Jasmin Lapointe

M. Jasmin Lapointe
Membre du comité de discipline

M^e Caroline Isabelle
BÉLANGER LONGTIN, s.e.n.c.r.l.
Procureurs de la partie plaignante

L'intimé se représente seul.

Date d'audience : Le 10 janvier 2017

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

No: 2016-04-01(E)
2016-04-02(E)

DATE : 9 janvier 2017

LE COMITÉ : Me Patrick de Niverville, avocat	Président
Mme Karine S. Correia, expert en sinistre	Membre
M. Claude Gingras, expert en sinistre	Membre

Me MARIE-JOSÉE BELHUMEUR, ès qualités de syndic de la Chambre de l'assurance de dommages

Partie plaignante

c.

DAVID KANATH, expert en sinistre en assurance de dommages des particuliers (5b)

et

CLAUDE LACHANCE, expert en sinistre (5a), inactif

Parties intimées

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le 14 octobre 2016, le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages se réunissait pour procéder à l'audition des plaintes numéros 2016-04-01(E) et 2016-04-02(E) ;

[2] Le syndic adjoint était alors représenté par Me Sébastien Tisserand et, de leur côté, les intimés étaient représentés par Me Patrick Lapierre ;

I. Les plaintes

[3] L'intimé David Kanath fait l'objet d'une plainte qui comporte cinq (5) chefs d'accusation, soit :

1. Entre le ou vers le 22 mai 2014 et le 31 octobre 2014, en exerçant à titre d'expert en sinistre en assurance des entreprises, catégorie de discipline pour laquelle il n'était pas autorisé à agir dans le dossier de réclamation no QC7H027882 en lien avec la police commerciale no 57-4632 émise par Intact Assurances au nom de l'assurée Plomberie Chauffage Beaver, le tout en contravention avec les articles 13 et 16 de la Loi sur la distribution de produits et

2016-04-01(E)
2016-04-02(E)

PAGE: 2

services financiers, ainsi qu'avec l'article 10 al. 1 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (c. D-9.2, r.7) et les articles 2, 20, 26 et 58(1) du *Code de déontologie des experts en sinistre* (c. D-9.2, r.4);

2. Entre le ou vers le 22 mai 2014 et le 18 mars 2015, en exerçant à titre d'expert en sinistre en assurance des entreprises, catégorie de discipline pour laquelle il n'était pas autorisé à agir dans le dossier de réclamation no 449-14001-005 en lien avec la police commerciale no 693-6544 émise par Intact Assurances au nom de l'assuré 6571701 Canada inc. (Day to Day care), le tout en contravention avec les articles 13 et 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, ainsi qu'avec l'article 10 al. 1 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (c. D-9.2, r.7) et les articles 2, 20, 26 et 58(1) du *Code de déontologie des experts en sinistre* (c. D-9.2, r.4);
3. Entre le ou vers le 12 juin 2014 et le 18 août 2014, en exerçant à titre d'expert en sinistre en assurance des entreprises, catégorie de discipline pour laquelle il n'était pas autorisé à agir dans le dossier de réclamation no 478-14001-001 en lien avec la police commerciale no 699-3587 émise par Intact Assurances au nom de l'assurée Automobiles Rennes inc., le tout en contravention avec les articles 13 et 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, ainsi qu'avec l'article 10 al. 1 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (c. D-9.2, r.7) et les articles 2, 20, 26 et 58(1) du *Code de déontologie des experts en sinistre* (c. D-9.2, r.4);
4. Entre le ou vers le 12 juin 2014 et le 18 août 2014, en exerçant à titre d'expert en sinistre en assurance des entreprises, catégorie de discipline pour laquelle il n'était pas autorisé à agir dans le dossier de réclamation no 480-14001-001 en lien avec la police commerciale no 699-3587 émise par Intact Assurances au nom de l'assurée Automobiles Rennes inc., le tout en contravention avec les articles 13 et 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, ainsi qu'avec l'article 10 al. 1 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (c. D-9.2, r.7) et les articles 2, 20, 26 et 58(1) du *Code de déontologie des experts en sinistre* (c. D-9.2, r.4);
5. Depuis le 6 juillet 2012, en exerçant à titre d'expert en sinistre en assurance des entreprises, catégorie de discipline pour laquelle il n'est pas autorisé à agir, lors des appels téléphoniques reçus à la ligne de soutien de l'Unité spéciale d'enquête d'Intact Assurances, le tout en contravention avec les articles 13 et 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, ainsi qu'avec l'article 10 al. 1 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (c. D-9.2, r.7) et les articles 2, 20, 26 et 58(1) du *Code de déontologie des experts en sinistre* (c. D-9.2, r.4);

[4] L'intimé Claude Lachance fait l'objet d'une plainte qui comporte cinq (5) chefs d'accusation, soit :

1. Entre le ou vers le 22 mai 2014 et le 31 octobre 2014, alors qu'il était directeur principal des services techniques chez Intact Assurances et supérieur immédiat de M. David Kanath, expert en sinistre en assurance de dommages des particuliers, a permis à ce dernier d'exercer à titre de réviseur dans le dossier de réclamation no QC7H027882 en lien avec la police commerciale no 357-4632 émise par Intact Assurances au nom de l'assurée Plomberie Chauffage Beaver, alors qu'il ne détenait pas la certification pour agir à titre d'expert en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises, le tout en contravention avec les articles 13, 16, 84 et 85 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, ainsi qu'avec l'article 10 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (c. D-9.2, r.7) et les articles 2, 58(1) et 58(14) du *Code de déontologie des experts en sinistre* (c. D-9.2, r.4);

2016-04-01(E)
2016-04-02(E)

PAGE: 3

2. Entre le ou vers le 22 mai 2014 et le 18 mars 2015, alors qu'il était directeur principal des services techniques chez Intact Assurances et supérieur immédiat de M. David Kanath, expert en sinistre en assurance de dommages des particuliers, a permis à ce dernier d'exercer à titre de réviseur dans le dossier de réclamation no 449-14001-005 en lien avec la police commerciale no 693-6544 émise par Intact Assurances au nom de l'assuré 6571701 Canada inc. (Day to Day care), alors qu'il ne détenait pas la certification pour agir à titre d'expert en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises, le tout en contravention avec les articles 13, 16, 84 et 85 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, ainsi qu'avec l'article 10 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (c. D-9.2, r.7) et les articles 2, 58(1) et 58(14) du *Code de déontologie des experts en sinistre* (c. D-9.2, r.4);
3. Entre le ou vers le 12 juin 2014 et le 18 août 2014, alors qu'il était directeur principal des services techniques chez Intact Assurances et supérieur immédiat de M. David Kanath, expert en sinistre en assurance de dommages des particuliers, a permis à ce dernier d'exercer à titre de réviseur dans le dossier de réclamation no 478-14001-001 en lien avec la police commerciale no 699-3587 émise par Intact Assurances au nom de l'assurée Automobiles Rennes inc., alors qu'il ne détenait pas la certification pour agir à titre d'expert en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises, le tout en contravention avec les articles 13, 16, 84 et 85 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, ainsi qu'avec l'article 10 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (c. D-9.2, r.7) et les articles 2, 58(1) et 58(14) du *Code de déontologie des experts en sinistre* (c. D-9.2, r.4);
4. Entre le ou vers le 12 juin 2014 et le 18 août 2014, alors qu'il était directeur principal des services techniques chez Intact Assurances et supérieur immédiat de M. David Kanath, expert en sinistre en assurance de dommages des particuliers, a permis à ce dernier d'exercer à titre de réviseur dans le dossier de réclamation no 480-14001-001 en lien avec la police commerciale no 699-3587 émise par Intact Assurances au nom de l'assurée Automobiles Rennes inc., alors qu'il ne détenait pas la certification pour agir à titre d'expert en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises, le tout en contravention avec les articles 13, 16, 84 et 85 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, ainsi qu'avec l'article 10 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (c. D-9.2, r.7) et les articles 2, 58(1) et 58(14) du *Code de déontologie des experts en sinistre* (c. D-9.2, r.4);
5. Depuis le 6 juillet 2012, alors qu'il était directeur principal des services techniques chez Intact Assurances et supérieur immédiat de M. David Kanath, expert en sinistre en assurance de dommages des particuliers, a permis à ce dernier d'exercer à titre d'expert en sinistre en assurance des entreprises, catégorie de discipline pour laquelle il n'est pas autorisé à agir, lors des appels téléphoniques reçus à la ligne de soutien de l'Unité spéciale d'enquête chez Intact Assurances, le tout en contravention avec les articles 13, 16, 84 et 85 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, ainsi qu'avec l'article 10 du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (c. D-9.2, r.7) et les articles 2, 58(1) et 58(14) du *Code de déontologie des experts en sinistre* (c. D-9.2, r.4);

[5] D'entrée de jeu, les intimés ont plaidé coupable aux infractions reprochées et les parties ont alors présenté une recommandation commune quant aux sanctions devant être imposées aux intimés ;

2016-04-01(E)
2016-04-02(E)

PAGE: 4

II. Les faits

[6] Afin de mieux saisir les faits à l'origine des présentes plaintes, il convient de reproduire le « Résumé des faits » préparé par le procureur du syndic ;

« David Kanath détient un certificat d'expert en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur en assurance de dommages des particuliers depuis le 28 juin 2006 (**Pièce P-1**) – au moment des faits (mai à octobre 2014), son employeur et encore aujourd'hui est Intact Assurance.

Claude Lachance détenait quant à lui un certificat d'expertise en règlement de sinistre à l'emploi d'un assureur depuis le 20 décembre 1999 – tant pour les particuliers que pour les entreprises. Au moment des faits en litige, M. Lachance était à l'emploi d'Intact. Il a aujourd'hui pris sa retraite (**Pièce P-2**).

M. Kanath occupait à l'époque des événements, et encore aujourd'hui, des fonctions « d'analyste » dans une unité spéciale d'enquête dont le but premier est de déterminer s'il y a de la fraude dans une réclamation (**Pièce P-7, p. 4**).

M. Lachance était au moment des faits le directeur principal. Cependant, il s'occupait également de superviser l'unité spéciale d'enquête à titre intérimaire suite au départ du chef d'équipe et supérieur immédiat de M. Kanath, Mme Myriam Bélanger (**Pièce P-7, p. 4**).

L'assignation des 4 réclamations (3 clients) d'assurance entreprise en litige a été faite par M. Lachance suite à une erreur d'inattention selon M. Lachance (**Pièce P-10**) et surtout selon M. Kanath, à un manque de personnel (**Pièces P-4, P-5, P-7, p. 6 à 11**).

M. Kanath a accepté d'agir comme « analyste » dans les 4 dossiers alors qu'il savait qu'il ne détenait pas la bonne certification, il était d'ailleurs en train d'étudier pour l'obtenir (**Pièce P-5**).

M. Lachance savait que M. Kanath n'avait pas sa certification, car c'était le seul membre de l'équipe qui ne l'avait pas, mais suite à des départs, le service manquait de ressources.

La problématique a été soulevée par une courtière en assurance, M. Flynn, qui s'occupait du dossier de réclamation présenté par sa cliente Plomberie Chauffage Beaver et qui n'était pas d'accord avec la conclusion de négation de couverture par M. Kanath. M. Flynn a donc appelé l'AMF pour vérifier si M. Kanath avait bien sa certification, ce qui a déclenché un processus d'enquête (**Pièce P-3**). »

[7] À cette série de faits, il y a lieu d'ajouter que les intimés ont bien collaboré à l'enquête du syndic et qu'ils ont reconnu leur responsabilité dès la première occasion ;

2016-04-01(E)
2016-04-02(E)

PAGE: 5

[8] D'autre part, ils n'ont pas d'antécédents disciplinaires et, dans le cas de M. Lachance, celui-ci a pris sa retraite et n'est plus actif dans le domaine de l'assurance ;

[9] Quant à M. Kanath, il a modifié sa pratique et il complète actuellement sa formation pour obtenir sa certification comme expert en sinistre en assurance des entreprises ;

III. Recommandations communes

[10] Dans le cas de l'intimé Kanath, les parties suggèrent d'imposer les sanctions suivantes :

- Chef 1 : une amende de 3 000 \$
- Chef 2 : une amende de 3 000 \$
- Chef 3 : une amende de 3 000 \$
- Chef 4 : une amende de 3 000 \$
- Chef 5 : une réprimande

[11] Les parties ont également convenu qu'une suspension inconditionnelle pourrait être imposée sur les chefs 2, 3, 4 et 5, faisant en sorte que l'amende totale serait de 3 000 \$;

[12] Évidemment, tous les frais du dossier seraient à la charge de l'intimé ;

[13] Enfin, l'amende et les frais devront être versés à l'expiration des délais d'appel en un seul et unique paiement ;

[14] Pour l'intimé Lachance, les parties suggèrent les sanctions suivantes :

- Chef 1 : une amende de 4 000 \$
- Chef 2 : une amende de 4 000 \$
- Chef 3 : une amende de 4 000 \$
- Chef 4 : une amende de 4 000 \$
- Chef 5 : une amende de 2 000 \$

[15] D'autre part, les parties suggèrent de prononcer une suspension inconditionnelle sur les chefs 2, 3 et 4, ce faisant, l'amende globale sera de 6 000 \$;

2016-04-01(E)
2016-04-02(E)

PAGE: 6

[16] Celle-ci devra également être payée en même temps que les frais, au plus tard à l'expiration des délais d'appel, en un seul et unique versement ;

[17] À l'appui des recommandations communes, Me Tisserand cite les précédents jurisprudentiels suivants :

- *CHAD c. Arel*, 2014 CanLII 24931 (QC CDCHAD);
- *CHAD c. Bisailon*, 2014 CanLII 62657 (QC CDCHAD);
- *CHAD c. Bouliane*, 2014 CanLII 62659 (QC CDCHAD);
- *CHAD c. Campeau*, 2016 CanLII 66955 (QC CDCHAD);
- *CHAD c. Domon*, C.D. 2016-06-01, décision du 4 octobre 2016;

[18] À son avis, les sanctions suggérées s'inscrivent parfaitement dans la fourchette des sanctions habituellement imposées pour ce type d'infraction ;

[19] Enfin, Me Tisserand plaide que les parties ont pris en compte les facteurs atténuants suivants :

- Absence d'antécédents disciplinaires ;
- Plaide coupable à la première occasion ;
- Absence de risque de récidive et mise en place de mesures spécifiques afin d'éviter la répétition des infractions ;
- Collaboration avec le syndic durant l'enquête ;
- Le travail de M. David Kanath était supervisé, en tout temps, par des experts en sinistre certifiés des entreprises ;
- Les appels téléphoniques reçus à la ligne de soutien de l'unité spéciale d'enquête d'Intact Assurances provenaient d'experts en sinistre et portaient principalement sur des indicateurs de fraude. Il ne s'agissait pas d'appels provenant d'assurés ;

[20] Cela dit, il conclut que les sanctions suggérées sont justes et raisonnables et surtout appropriées aux cas des intimés ;

[21] De son côté, Me Lapierre confirme le caractère commun des sanctions suggérées et il insiste sur l'absence de risque de récidive et la bonne foi de ses clients ;

2016-04-01(E)
2016-04-02(E)

PAGE: 7

IV. Analyse et décision

[22] Il est bien établi qu'à moins de circonstances exceptionnelles, un comité de discipline se doit d'accepter les recommandations communes formulées par les parties ;

[23] À cet égard, il convient de se référer aux enseignements du Tribunal des professions dans l'affaire *Langlois c. Dentistes*¹ et plus particulièrement aux passages suivants :

[46] La négociation du plaidoyer, il s'agit bien de l'expression maintes fois utilisée par la doctrine et la jurisprudence, qui s'accompagne inévitablement de discussions portant sur la sanction (ou peine en matière pénale) jouit depuis longtemps d'une reconnaissance quasi juridique. Il n'est pas utile aux fins du pourvoi de se pencher sur toutes les considérations en faveur des plaidoyers et sanctions que les parties conviennent de présenter au tribunal compétent. Mais de manière générale, les tribunaux estiment que les suggestions communes présument d'une discussion préalable franche entre les parties à l'aune de leurs intérêts respectifs; de ce fait, elles comportent « un caractère persuasif ».

[47] Conséquemment, les suggestions communes ne devraient pas être écartées afin de ne pas discréditer un important outil contribuant à l'efficacité du système de justice tant criminel que disciplinaire, à moins qu'elles soient déraisonnables, inadéquates, contraires à l'intérêt public et de nature à déconsidérer l'administration de la justice. (Nos soulignements)

[24] Mais il y a plus, tel que le rappelait le Tribunal des professions dans l'affaire *Roy c. Médecins*², le syndic a une meilleure connaissance du dossier :

« Il demeure dans l'obligation du Comité de motiver sa décision de ne pas donner suite à l'entente. Une grande attention doit être accordée à des représentations communes. C'est en première ligne, le syndic qui a la mission d'assurer la protection du public. C'est lui qui a une connaissance approfondie du dossier et qui en connaît des éléments qui ne seront pas nécessairement présentés au Comité. Surtout si, comme en l'instance, le processus d'audition a été interrompu par un plaidoyer de culpabilité. Il faut également souligner que les parties ne se sont pas contentées d'exposer leur suggestion mais qu'elles l'ont motivée en exposant que, selon elles, cette suggestion rencontrait les critères applicables, savoir ... » (p. 10) (Nos soulignements)

[25] Il y a lieu de souligner également, certains autres passages pertinents de l'affaire *Roy* :

1 2012 QCTP 52 (CanLII);

2 1998 QCTP 1753 (CanLII);

2016-04-01(E)
2016-04-02(E)

PAGE: 8

«Le syndic alors expose que précédemment à la dernière audition devant le Comité, **les parties se sont rencontrées avant d'élaborer des recommandations communes. Ces recommandations lui apparaissent raisonnables en ce qu'elles rencontrent la finalité du droit disciplinaire, satisfont les critères de dissuasion et d'exemplarité et tiennent compte de la gravité objective des fautes.**» (p. 6)

«Le syndic souligne sa connaissance approfondie du dossier et rappelle que le Comité n'a pas connaissance des faits visés par les infractions sur lesquels aucune audience n'a été tenue.» (p. 7)

«Le syndic se déclare satisfait de l'attitude actuelle du professionnel, son engagement à cesser ses procédés déviants, la longue période de radiation provisoire et le fait que les suggestions communes n'amènent pas une réintégration immédiate à la pratique.» (p. 7)

«Il cite la jurisprudence récente du Tribunal disant qu'il faut considérer l'individu devant le Comité, à l'époque où il s'y trouve. Les facteurs aggravants et atténuants sont rappelés.» (p. 7) (Nos soulignements)

[26] Voilà autant de motifs justifiant le présent Comité de discipline d'entériner les recommandations communes formulées par les parties ;

[27] Le Comité tient, toutefois, à souligner que les sanctions suggérées sont à la limite de l'acceptable surtout dans le cas de l'intimé Kanath ;

[28] Par contre, suivant l'arrêt *Chan*³, en présence d'une recommandation commune, il n'appartient pas au Comité de juger de la sévérité ou de la clémence de la sanction suggérée sauf si celle-ci est à ce point clémente ou sévère qu'elle déconsidère l'administration de la justice⁴ ;

[29] Qui plus est, la sanction suggérée a nécessairement reçu l'aval du Bureau du syndic, lequel, suivant sa connaissance particulière et très précise du dossier, se sent à l'aise avec la sanction suggérée⁵ ;

[30] Il s'agit d'un autre facteur important qui milite en faveur de l'acceptation de la recommandation commune⁶ ;

[31] D'autre part, comme dans toute négociation, la recommandation commune est le résultat d'un compromis qui prend sa source dans de nombreuses concessions qui se justifient par la réalisation d'un objectif final⁷ ;

3 *Chan c. Médecins*, 2014 QCTP 5 (CanLII);

4 *Ibid.*, par. 68;

5 *Roy c. Médecins*, 1998 QCTP 1753 (CanLII);

6 *Ibid.*, p. 10;

7 *Infirmières et infirmiers auxiliaires c. Ungureanu*, 2014 QCTP 20 (CanLII);

2016-04-01(E)
2016-04-02(E)

PAGE: 9

[32] Par conséquent, il est essentiel qu'à la fin de ce processus de négociation, les parties puissent avoir une expectative raisonnable que leur recommandation commune sera acceptée par le Comité⁸ ;

[33] Pour ces motifs, la recommandation commune formulée par les parties sera entérinée par le Comité, même si celui-ci considère qu'elle se situe à la limite du raisonnable et au seuil minimal de la fourchette des sanctions habituellement imposées pour cette catégorie d'infractions ;

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

Dans le cas de l'intimé David Kanath :

PREND ACTE de son plaidoyer de culpabilité ;

DÉCLARE l'intimé coupable des infractions reprochées à la plainte no. 2016-04-01(E), plus particulièrement comme suit :

Chefs 1 à 5 : pour avoir contrevenu, à chaque occasion, à l'article 10(1) du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (RLRQ, c. D-9.2, r.7)

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures à l'égard des autres dispositions réglementaires alléguées au soutien desdits chefs d'accusation ;

IMPOSE à l'intimé David Kanath les sanctions suivantes :

Chef 1 : une amende de 3 000 \$

Chef 2 : une amende de 3 000 \$

Chef 3 : une amende de 3 000 \$

Chef 4 : une amende de 3 000 \$

Chef 5 : une réprimande

ORDONNE une suspension inconditionnelle des sanctions imposées sur les chefs 2, 3, 4 et 5 ;

CONDAMNE l'intimé au paiement de 50% des déboursés ;

⁸ Ibid., par. 21;

2016-04-01(E)
2016-04-02(E)

PAGE: 10

DÉCLARE que les amendes et les déboursés seront payables par un seul et unique versement, au plus tard le 31^e jour suivant la signification de la présente décision ;

Dans le cas de l'intimé Claude Lachance :

PREND ACTE de son plaidoyer de culpabilité ;

DÉCLARE l'intimé coupable des infractions reprochées à la plainte no. 2016-04-02(E), plus particulièrement comme suit :

Chefs 1 à 5 : pour avoir contrevenu, à chaque occasion, à l'article 58(14) du *Code de déontologie des experts en sinistre* (RLRQ, c. D-9.2, r.4)

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures à l'égard des autres dispositions règlementaires alléguées au soutien desdits chefs d'accusation ;

IMPOSE à l'intimé Claude Lachance les sanctions suivantes :

Chef 1 : une amende de 4 000 \$
Chef 2 : une amende de 4 000 \$
Chef 3 : une amende de 4 000 \$
Chef 4 : une amende de 4 000 \$
Chef 5 : une amende de 2 000 \$

DÉCLARE une suspension inconditionnelle des sanctions imposées sur les chefs 2, 3 et 4 ;

CONDAMNE l'intimé au paiement de 50% des déboursés ;

DÉCLARE que les amendes et les déboursés seront payables par un seul et unique versement, au plus tard le 31^e jour suivant la signification de la présente décision ;

2016-04-01(E)
2016-04-02(E)

PAGE: 11

Me Patrick de Niverville, avocat
Président

Mme Karine S. Correia, expert en sinistre
Membre

M. Claude Gingras, expert en sinistre
Membre

Me Sébastien Tisserand
Procureur de la partie plaignante

Me Patrick Lapierre
Procureur des parties intimées

Date d'audience : 14 octobre 2016

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

No: 2016-08-01(C)

DATE : 9 janvier 2017

LE COMITÉ : Me Patrick de Niverville, avocat	Président
M. Benoît St-Germain, C.d'A.Ass., PAA, CRM, courtier en assurance de dommages	Membre
M. Philippe Jones, courtier en assurance de dommages	Membre

Me MARIE-JOSÉE BELHUMEUR, ès qualités de syndic de la Chambre de l'assurance de dommages

Partie plaignante

c.

NANCY DAOUST, courtier en assurance de dommages (4A)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le 1^{er} décembre 2016, le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages se réunissait pour procéder à l'audition de la plainte numéro 2016-08-01(C) ;

[2] Le syndic était alors représenté par Me David St-Georges et, de son côté, l'intimée était représentée par Me Luc Drouin ;

I. La plainte

[3] L'intimée fait l'objet d'une plainte comportant cinq (5) chefs d'accusation, soit :

1. À Valleyfield, entre le 18 mars 2014 et le 28 août 2014, l'intimée a fait défaut d'exécuter le mandat que lui avait confié l'assuré R.P., soit d'obtenir une protection d'assurance habitation, alors qu'elle a omis ou négligé de procéder à l'émission du contrat d'assurance, créant un découvert pour la période du 21 mars 2014 au 28 août 2014, contrevenant ainsi à l'article 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ, c. D-9.2) et aux articles 26, 37(1) et 37(4) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages (RLRQ, c. D-9.2, r.5) ;
2. À Valleyfield, entre le 8 janvier 2014 et le 12 février 2014, l'intimée a fait défaut d'exécuter le mandat que lui avait confié l'assuré E. C.-P., soit d'obtenir une protection d'assurance habitation et automobile, alors qu'elle a omis ou négligé de procéder à l'émission des contrats

2016-08-01(C)

PAGE: 2

d'assurance automobile et habitation, créant un découvert du 2 février 2014 au 12 février 2014, contrevenant ainsi à l'article 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ, c. D-9.2) et aux articles 26, 37(1) et 37(4) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages (RLRQ, c. D-9.2, r.5);

3. À Valleyfield, entre le 25 juin 2014 et le 28 août 2014, l'Intimée a fait défaut d'exécuter le mandat que lui avait confié l'assuré L.G., soit d'obtenir une protection d'assurance habitation, alors qu'elle a omis ou négligé de procéder à l'émission du contrat d'assurance créant un découvert pour la période 9 juillet 2014 au 28 août 2014, contrevenant ainsi à l'article 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ, c. D-9.2) et aux articles 26, 37(1) et 37(4) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages (RLRQ, c. D-9.2, r.5) ;
4. À Valleyfield, entre le 23 juillet 2014 et le 28 août 2014, l'Intimée a fait défaut d'exécuter le mandat que lui avait confié l'assuré S.B., soit d'obtenir une protection d'assurance habitation, alors qu'elle a omis ou négligé de procéder à l'émission du contrat d'assurance, créant un découvert pour la période du 24 juillet 2014 au 28 août 2014, contrevenant ainsi à l'article 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ, c. D-9.2) et aux articles 26, 37(1) et 37(4) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages (RLRQ, c. D-9.2, r.5) ;
5. À Valleyfield, entre le 5 mai 2014 et le 13 juin 2014, l'Intimée a fait défaut d'exécuter le mandat que lui avait confié l'assuré P.R., soit d'obtenir une protection d'assurance bateau, alors qu'elle a omis ou négligé de procéder à l'émission du contrat d'assurance bateau, créant un découvert du 5 juin 2014 au 13 juin 2014, contrevenant ainsi à l'article 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ, c. D-9.2) et aux articles 26, 37(1) et 37(4) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages (RLRQ, c. D-9.2, r.5).

[4] D'entrée de jeu, le procureur du syndic informe le Comité qu'une entente est intervenue entre les parties et que l'intimée et son procureur ne seront pas présents à l'audience ;

[5] Par contre, l'intimée plaide coupable aux infractions reprochées et les sanctions feront l'objet d'une recommandation commune ;

[6] Cela dit, le procureur de la partie plaignante a procédé à la preuve sur sanction ;

II. Preuve sur sanction

[7] Dans un premier temps, Me St-Georges a déposé, sous la cote SP-1, l'entente intervenue entre les parties et intitulée « Trame factuelle conjointe et recommandations communes sur sanction » ;

[8] Pour une meilleure compréhension des faits à l'origine de la présente plainte, il convient de reproduire les paragraphes 1 à 59 de la « Trame factuelle » (SP-1) :

1. L'Intimée est certifiée en assurance de dommages depuis 2002;

2016-08-01(C)

PAGE: 3

2. Elle a exercé comme agent en assurance de dommages de 2002 à 2012 au sein de la Promutuel Vaudreuil-Soulanges;
3. En 2012, l'Intimée joint les rangs de DPJL en tant que courtier en assurance de dommages, où elle a exercé jusqu'à son congédiement en 2014;
4. Elle pratique depuis ce jour chez Assurances Karine Gosselin inc.;
5. Au moment des infractions, l'Intimée occupait, depuis le 20 novembre 2012, un poste de courtier en assurance de dommages, dans le secteur des nouvelles affaires au sein du cabinet Groupe DPJL;
6. L'enquête débute suite à l'interrogation d'un souscripteur à la direction du cabinet, pour une police acceptée par le client, mais non émise;
7. L'employeur a dès lors entamé une vérification des dossiers de l'Intimée pour y découvrir que d'autres polices avaient été acceptées par les clients, mais n'avaient pas été émises créant ainsi des découverts, parfois de plusieurs semaines;

Concernant le chef d'accusation # 1

8. Le 14 mars 2014, les assurés ont appelé l'Intimée pour demander une soumission d'assurance habitation;
9. Le 15 mars 2014, l'Intimée et les assurés échangent un courriel concernant des renseignements pouvant être utiles pour compléter la demande de soumission;
10. Le 18 mars 2014, la personne responsable de la validation chez Intact accepte la police et les assurés également pour le terme du 21 mars 2014 au 21 mars 2015;
11. Une note de couverture est envoyée au notaire par le cabinet DPJL;
12. Le 11 juin 2014, l'Intimée constate que la police en question n'a jamais été émise malgré l'acceptation de tous les intervenants;
13. Entre le 11 juin 2014 et le 28 août 2014, aucune démarche n'a été faite par l'Intimée afin d'émettre la police d'assurance habitation;
14. Le 28 août 2014, la police d'assurance habitation est finalement émise rétroactivement au 21 mars 2014 compte tenu de l'intervention de Mme Annie Cloutier superviseur chez Groupe DPJL;
15. Selon les procédures internes de ventes chez DPJL, lors d'une vente, l'Intimée doit, entre autres choses, créer une « ligne police » dans le système de gestion interne du cabinet DPJL;

2016-08-01(C)

PAGE: 4

16. Or, comme la « ligne police » n'a jamais été créée par l'Intimée, la police n'a jamais été émise et l'employeur n'a pu savoir que la police avait été vendue et acceptée par les assurés;
17. Lors de sa rencontre du 12 juillet 2016 avec l'enquêteur Nicolas Veilleux, l'Intimée avoue qu'elle n'a, en aucun temps, envoyé la police d'assurance habitation « pour souscrire » à l'assureur;
18. Par conséquent, considérant que l'Intimée n'a jamais procédé à l'émission de la police d'assurance habitation en date du 18 mars 2014, ceci a eu pour effet de créer un découvert d'assurance du 21 mars 2014 au 28 août 2014;

Concernant le chef d'accusation # 2

19. Le 8 janvier 2014, l'assuré a appelé l'Intimée pour demander une soumission d'assurance habitation et automobile;
20. Le 9 janvier 2014, l'Intimée et l'assuré finalisent certains détails concernant les polices d'assurance à être émises et le client accepte les polices d'assurance pour le terme du 2 février 2014 au 2 février 2015;
21. Le 28 août 2014, à la suite des vérifications faites par l'employeur, ce dernier constate que les polices d'assurance n'ont jamais été émises;
22. Le 28 août 2014, l'employeur DPJL contacte l'assuré pour avoir des renseignements et ce dernier répond que puisqu'il n'a pas eu de nouvelles de l'Intimée, il est assuré chez SSQ, et ce, depuis le 12 février 2014;
23. En août 2014, DPJL demande à l'Intimée de contacter l'assuré. L'Intimée mentionne alors à l'assuré qu'elle était dans l'attente d'information pour finaliser la transaction;
24. Par contre, selon les dossiers internes de l'employeur, aucune note de la part de l'Intimée ne laisse présumer qu'elle était dans l'attente d'information supplémentaire;
25. Selon les procédures internes de ventes chez DPJL, lors d'une vente, l'Intimée doit, entre autres choses, créer une « ligne police » dans le système de gestion interne du cabinet DPJL;
26. Or, comme la « ligne police » n'a jamais été créée par l'Intimée, les polices n'ont jamais été émises et l'employeur n'a pu savoir que les polices avaient été vendues et acceptées par l'assuré;
27. Lors de sa rencontre du 12 juillet 2016 avec l'enquêteur Nicolas Veilleux, l'Intimée réitère qu'il lui manquait le numéro de permis de conduire de l'assuré;
28. L'Intimée admet lors de cette rencontre qu'elle se fie à sa mémoire pour faire cette affirmation, car rien au dossier ne corrobore sa version, qu'elle

2016-08-01(C)

PAGE: 5

aurait dû faire un suivi plus serré et que finalement le dossier est tombé « aux oubliettes »;

29. Par conséquent, considérant que l'Intimée n'a jamais procédé à l'émission des polices d'assurance habitation et automobile en date du 2 février 2014, ceci a eu pour effet de créer un découvert d'assurance du 2 février 2014 au 12 février 2014;

Concernant le chef d'accusation # 3

30. Le 25 juin 2014, l'assuré a appelé l'Intimée pour demander une soumission d'assurance habitation. Lors de cet appel, l'Intimée mentionne à l'assurée qu'il lui manque certains détails pour finaliser la transaction;
31. Le 9 juillet 2014, l'assurée se rend chez DPJL et accepte la soumission d'assurance habitation pour une couverture à compter du 9 juillet 2014;
32. Le 9 juillet 2014, l'Intimée envoie à la personne responsable de la validation chez DPJL les documents nécessaires pour obtenir la confirmation que la police peut être émise;
33. Le 9 juillet 2014, la validation chez DPJL confirme que la police d'assurance habitation peut être émise;
34. Selon les procédures internes de ventes chez DPJL, lors d'une vente, l'Intimée doit, entre autres choses, créer une « ligne police » dans le système de gestion interne du cabinet DPJL;
35. Or, comme la « ligne police » n'a jamais été créée par l'Intimée, la police n'a jamais été émise et l'employeur n'a jamais pu faire de suivi concernant l'émission de la police d'assurance habitation;
36. Le 28 août 2014, à la suite des vérifications faites par l'employeur, ce dernier constate que la police d'assurance n'a jamais été émise;
37. Le 28 août 2014, Mme Annie Cloutier superviseur chez DPJL intervient auprès d'Intact et la police d'assurance habitation est finalement émise rétroactivement au 9 juillet 2014;
38. Lors de sa rencontre du 12 juillet 2016 avec l'enquêteur Nicolas Veilleux, l'Intimée admet que la police était requise pour le 9 juillet 2014 puisqu'elle avait été acceptée par l'assurée et par la validation;
39. L'Intimée admet également qu'elle a omis de procéder à la dernière étape du processus qui consistait à la demande d'émission de la police d'assurance habitation;
40. Par conséquent, considérant que l'Intimée n'a jamais procédé à l'émission de la police d'assurance habitation en date du 9 juillet 2014, ceci a eu pour effet de créer un découvert d'assurance du 9 juillet 2014 au 28 août 2014;

2016-08-01(C)

PAGE: 6

Concernant le chef d'accusation # 4

41. Le 23 juillet 2014, l'assurée a appelé l'intimée pour demander une soumission d'assurance habitation;
42. Le 24 juillet 2014, l'assurée accepte la soumission d'assurance habitation et se rend au cabinet pour acquitter la prime;
43. La police est requise pour le 24 juillet 2014;
44. Selon les procédures internes de ventes chez DPJL, lors d'une vente, l'intimée doit, entre autres choses, créer une « ligne police » dans le système de gestion interne du cabinet DPJL;
45. Or, comme la « ligne police » n'a jamais été créée par l'intimée, la police n'a jamais été émise et l'employeur n'a jamais pu faire de suivi concernant l'émission de la police d'assurance habitation;
46. Le 28 août 2014, à la suite des vérifications faites par l'employeur, ce dernier constate que la police d'assurance n'a jamais été émise;
47. Le 28 août 2014, Mme Annie Cloutier superviseur chez DPJL intervient auprès d'Intact et la police d'assurance habitation est finalement émise rétroactivement au 24 juillet 2014;
48. Lors de sa rencontre du 12 juillet 2016 avec l'enquêteur Nicolas Veilleux, l'intimée admet que la police était requise pour le 24 juillet 2014 puisqu'elle avait été acceptée et payée par l'assurée et donc qu'elle aurait dû procéder à l'émission de la police d'assurance habitation;
49. Par conséquent, considérant que l'intimée n'a jamais procédé à l'émission de la police d'assurance habitation en date du 24 juillet 2014, ceci a eu pour effet de créer un découvert d'assurance du 24 juillet 2014 au 29 août 2014;

Concernant le chef d'accusation # 5

50. Le 5 mai 2014, l'assuré a appelé l'intimée pour demander une soumission d'assurance bateau;
51. Le 5 mai 2014, l'assuré accepte la soumission pour le terme du 5 juin 2014 au 5 juin 2015;
52. Selon les procédures internes de ventes chez DPJL, lors d'une vente, l'intimée doit, entre autres choses, créer une « ligne police » dans le système de gestion interne du cabinet DPJL;
53. Or, comme la « ligne police » n'a jamais été créée par l'intimée, la police n'a jamais été émise et l'employeur n'a jamais pu faire de suivi concernant l'émission de la police d'assurance bateau;

2016-08-01(C)

PAGE: 7

54. Le 13 juin 2014, l'assuré est dans l'obligation de s'assurer auprès de la Capitale n'ayant pas eu de nouvelles de l'Intimée;
55. Le 28 août 2014, à la suite des vérifications faites par l'employeur, ce dernier constate que la police d'assurance bateau n'a jamais été émise;
56. Le 28 août 2014, l'employeur DPJL contacte l'assuré pour avoir des renseignements et ce dernier répond que puisqu'il n'a pas eu de nouvelles de l'Intimée, il est assuré chez la Capitale, et ce, depuis le 13 juin 2014;
57. Lors de sa rencontre du 12 juillet 2016 avec l'enquêteur Nicolas Veilleux, l'Intimée mentionne qu'il lui manquait des renseignements. Par contre, aucune note au dossier n'appuie la prétention de l'Intimée;
58. Elle admet qu'elle aurait dû faire un suivi plus serré et que le dossier est tombé « entre deux chaises »;
59. Par conséquent, considérant que l'Intimée n'a jamais procédé à l'émission de la police d'assurance bateau en date du 5 juin 2014, ceci a eu pour effet de créer un découvert d'assurance du 5 juin 2014 au 13 juin 2014;

[9] Les faits étant établis, le Comité examinera le bien-fondé de la recommandation commune formulée par les parties ;

III. Recommandations communes

[10] D'un commun accord, les parties suggèrent d'imposer à l'intimée les sanctions suivantes :

Chef 1 : une amende de 3 000 \$

Chef 2 : une réprimande

Chef 3 : une amende de 3 000 \$

Chef 4 : une amende de 2 000 \$

Chef 5 : une amende de 2 000 \$

Pour un total de 10 000 \$

[11] À ces amendes s'ajoutent tous les déboursés inhérents au dossier ;

[12] D'autre part, les parties suggèrent d'accorder à l'intimée un délai de paiement de 90 jours ;

2016-08-01(C)

PAGE: 8

[13] Les parties ont considéré plusieurs facteurs aggravants et atténuants afin de déterminer le choix des sanctions devant être imposées à l'intimée ;

[14] Parmi les facteurs aggravants, il convient de souligner les suivants :

- La durée des infractions, soit de janvier 2014 à août 2014 ;
- L'importance des découverts tels que pour le chef 1 (5 mois), et le chef 3 (1 mois et plus) ;
- La mise en péril de la protection du public ;
- La pluralité des infractions ;
- Le fait que celles-ci se situent au cœur de l'exercice de la profession ;

[15] Quant aux circonstances atténuantes, les parties ont retenu celles-ci :

- Le plaidoyer de culpabilité de l'intimée ;
- L'absence d'intention malhonnête ;
- Le repentir de l'intimée ;
- Sa collaboration au processus disciplinaire ;
- L'absence de bénéfice personnel pour l'intimée ;
- La bonne foi de l'intimée ;
- L'absence d'antécédents disciplinaires ;
- La surcharge de travail de l'intimée et le stress et la tension occasionnés par celle-ci ;

[16] Enfin, les parties considèrent que les sanctions s'inscrivent parfaitement dans la fourchette des sanctions habituellement imposées pour ce type d'infractions ;

[17] À cet égard, Me St-Georges soumet les précédents jurisprudentiels suivants :

- *CHAD c. Duval*, 2015 CanLII 34218 (QC CDCHAD) ;
- *CHAD c. Latreille*, 2016 CanLII 4233 (QC CDCHAD) ;

[18] Pour l'ensemble de ces motifs, les parties demandent conjointement au Comité d'entériner, sans réserve, les sanctions proposées ;

2016-08-01(C)

PAGE: 9

IV. Analyse et décision

[19] Compte tenu de la jurisprudence en matière de recommandations communes¹ et plus particulièrement de l'arrêt de la Cour suprême dans l'affaire *Anthony-Cook*², le Comité entend entériner celles-ci ;

[20] De plus, le Tribunal des professions rappelait l'importance et l'utilité de celles-ci dans l'affaire *Ungureanu*³ :

[21] Les ententes entre les parties constituent en effet un rouage utile et parfois nécessaire à une saine administration de la justice. Lors de toute négociation, chaque partie fait des concessions dans le but d'en arriver à un règlement qui convienne aux deux. Elles se justifient par la réalisation d'un objectif final. Lorsque deux parties formulent une suggestion commune, elles doivent avoir une expectative raisonnable que cette dernière sera respectée. Pour cette raison, une suggestion commune formulée par deux avocats d'expérience devrait être respectée à moins qu'elle ne soit déraisonnable, inadéquate ou contraire à l'intérêt public ou de nature à déconsidérer l'administration de la justice. (Nos soulignements)

[21] Cela dit, le Comité considère que les sanctions suggérées sont justes et raisonnables et, surtout, appropriées au cas de l'intimée ;

[22] D'une part, elles tiennent compte de la gravité objective des infractions et, d'autre part, elles assurent la protection du public sans punir outre mesure l'intimée ;

[23] Pour ces motifs, les sanctions suggérées par les parties seront entérinées par le Comité de discipline.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

PREND acte du plaidoyer de culpabilité de l'intimée ;

DÉCLARE l'intimée coupable des chefs 1 à 5 de la plainte et plus particulièrement comme suit :

Chefs 1 à 5: pour avoir contrevenu à l'article 37(1) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5) ;

1 *Chan c. Médecins*, 2014 QCTP 5 (CanLII) ;
Gauthier c. Médecins, 2013 CanLII 82819 (QCTP) ;

2 *R. c. Anthony-Cook*, 2016 CSC 43 (CanLII) ;

3 *Infirmières et infirmiers auxiliaires (Ordre professionnel de) c. Ungureanu*, 2014 QCTP 20 (CanLII) ;

2016-08-01(C)

PAGE: 10

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures à l'égard des autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien des chefs 1 à 5 de la plainte ;

IMPOSE à l'intimée les sanctions suivantes :

Chef 1 : une amende de 3 000 \$

Chef 2 : une réprimande

Chef 3 : une amende de 3 000 \$

Chef 4 : une amende de 2 000 \$

Chef 5 : une amende de 2 000 \$

CONDAMNE l'intimée au paiement de tous les déboursés ;

ACCORDE à l'intimée un délai de paiement de 90 jours pour acquitter le montant des amendes et déboursés, calculé à compter du 31^e jour suivant la signification de la présente décision.

Me Patrick de Niverville, avocat
Président

M. Benoît St-Germain, C.d'A.Ass., PAA, CRM
courtier en assurance de dommages
Membre

M. Philippe Jones, courtier en assurance de
dommages
Membre

Me David St-Georges
Procureur de la partie plaignante

Me Luc Drouin (absent)
Procureur de la partie intimée

Date d'audience : 1^{er} décembre 2016

2016-08-01(C)

PAGE: 11

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

No: 2016-07-02(C)

DATE : 9 janvier 2017

LE COMITÉ : Me Patrick de Niverville, avocat	Président
M. Benoît St-Germain, C.d'A.Ass., PAA, CRM, courtier en assurance de dommages	Membre
M. Philippe Jones, courtier en assurance de dommages	Membre

Me FRANÇOIS MONTFILS, ès qualités de syndic *ad hoc* de la Chambre de l'assurance de dommages

Partie plaignante

c.

NOÉMIE TURGEON, courtier en assurance de dommages des particuliers (4b)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

ORDONNANCE DE NON PUBLICATION, DE NON DIFFUSION ET DE NON DIVULGATION DE TOUT RENSEIGNEMENT OU INFORMATION PERMETTANT D'IDENTIFIER L'ASSURÉ, LE TOUT SUIVANT L'ARTICLE 142 DU CODE DES PROFESSIONS

[1] Le 1^{er} décembre 2016, le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages se réunissait pour procéder à l'audition de la plainte numéro 2016-07-02(C) ;

[2] Le syndic *ad hoc* se représentait seul et, de son côté, l'intimée était absente et non représentée ;

I. La plainte

[3] L'intimée fait l'objet d'une plainte comportant un (1) chef d'accusation, soit :

1. À Saint-Nicolas, entre le ou vers le 6 décembre 2013 et le ou vers le 20 mars 2014, l'intimée a utilisé ou s'est appropriée à des fins personnelles une somme de 500 \$ que lui a remis un client (J.F.L.) à des fins de paiement de primes d'assurance, contrevenant ainsi à l'article 16

2016-07-02(C)

PAGE: 2

de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ c D-9.2) et aux articles 9 et 37(8) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages (RLRQ c D-9.2, r 5) ;

[4] Dès le 2 août 2016, l'intimée enregistrerait un plaidoyer de culpabilité à l'encontre de la plainte ;

[5] De plus, suite à divers courriels échangés avec le syndic *ad hoc*, l'intimée a confirmé qu'elle ne contestait pas les sanctions qui seraient requises par la partie plaignante et que, d'autre part, elle ne serait pas présente à l'audition ;

[6] Cela dit, le Comité a procédé à l'audience en l'absence de l'intimée, le tout en conformité avec le deuxième alinéa de l'article 144 du *Code des professions* ;

II. Preuve sur sanction

[7] Après avoir déposé un cahier des pièces, le syndic *ad hoc* a procédé à un court résumé des faits à l'origine de la plainte ;

[8] Essentiellement, cette preuve a permis d'établir que l'intimée s'était approprié, à de fins personnelles, un montant de 500 \$ qui provenait d'un client de son cabinet ;

[9] Heureusement, cette somme fut remboursée le 20 mars 2014 ;

[10] D'autre part, suite à une enquête interne, l'intimée a démissionné de son cabinet et elle ne pratique plus depuis le 20 novembre 2014 et, suivant ses dires, elle n'a pas l'intention de revenir à la pratique de la profession ;

III. Argumentation

[11] Vu la gravité de l'infraction, le syndic *ad hoc* recommande l'imposition d'une radiation temporaire de 30 jours et le paiement d'une amende de 2 000 \$;

[12] À cela s'ajoutent les frais du dossier ainsi que ceux reliés à la publication d'un avis de radiation lors de la remise en vigueur du certificat de l'intimée ;

[13] À l'appui de ses prétentions, le syndic *ad hoc* a produit un cahier d'autorités démontrant que les sanctions suggérées sont conformes à la jurisprudence en semblables matières ;

2016-07-02(C)

PAGE: 3

IV. Analyse et décision

[14] Le Comité considère que les sanctions suggérées par la partie plaignante sont justes et raisonnables et, surtout, appropriées au cas particulier de l'intimée ;

[15] D'une part, elles reflètent la gravité objective rattachée à une infraction d'appropriation et, d'autre part, elles tiennent compte des circonstances atténuantes propres au dossier de l'intimée telles que son plaidoyer de culpabilité et son absence d'antécédents disciplinaires ;

[16] Enfin, les sanctions proposées s'inscrivent parfaitement dans la fourchette de sanctions habituellement imposées pour ce type d'infractions, tel qu'il appert des précédents suivants :

- *CHAD c. Vézina*, 2014 CanLII 4584 (QC CDCHAD) ;
- *CHAD c. Lachance*, 2016 CanLII 6242 (QC CDCHAD) ;

[17] Pour ces motifs, les sanctions proposées par le syndic *ad hoc* seront entérinées par le Comité.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

PREND acte du plaidoyer de culpabilité de l'intimée ;

DÉCLARE l'intimée coupable de la plainte et plus particulièrement comme suit :

Chef 1 : pour avoir contrevenu à l'article 37(8) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5) ;

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures à l'égard des autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien du chef 1 de la plainte ;

IMPOSE à l'intimée les sanctions suivantes :

Chef 1 : une amende de 2 000 \$ et une radiation temporaire de 30 jours

DÉCLARE que la période de radiation temporaire de 30 jours deviendra exécutoire à la date de remise en vigueur du certificat de l'intimée ;

ORDONNE, aux frais de l'intimée, la publication d'un avis de radiation temporaire à compter de la remise en vigueur du certificat de l'intimée ;

2016-07-02(C)

PAGE: 4

PRONONCE une ordonnance de non publication, de non diffusion et de non divulgation de tout renseignement ou information permettant d'identifier l'assuré, le tout suivant l'article 142 du *Code des professions* ;

CONDAMNE l'intimée au paiement de tous les déboursés incluant, le cas échéant, les frais de publication de l'avis de radiation temporaire ;

ACCORDE à l'intimée un délai de paiement de 60 jours pour acquitter le montant de l'amende et des déboursés, calculé à compter du 31^e jour suivant la signification de la présente décision.

Me Patrick de Niverville, avocat
Président

M. Benoît St-Germain, C.d'A.Ass., PAA, CRM
courtier en assurance de dommages
Membre

M. Philippe Jones, courtier en assurance de
dommages
Membre

Me François Montfils (personnellement)
Partie plaignante

Mme Noémie Turgeon (absente et non représentée)
Partie intimée

Date d'audience : 1^{er} décembre 2016

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Fonds d'assurance-dépôts
 - 4.6 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS

Aucune information.

4.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

- 5.1 Avis et communiqués
 - 5.2 Réglementation et lignes directrices
 - 5.3 Autres consultations
 - 5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers
 - 5.5 Sanctions administratives
 - 5.6 Autres décisions
-

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DE PERMIS DES ASSUREURS, DES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE ET DES STATUTS DES COOPÉRATIVES DE SERVICES FINANCIERS

5.4.1 Assureurs

Aucune information.

5.4.2 Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne

La compagnie de Fiducie Citi Canada

(nom utilisé au Québec par Citi Trust Company Canada)

Avis d'annulation de permis

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, RLRQ, c. S 29.01

Avis est donné par la présente, que l'Autorité des marchés financiers a annulé en date du 9 février 2017, en application des pouvoirs qui lui sont conférés par *la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, RLRQ, c. S-29.01, le permis de société de fiducie de La compagnie de Fiducie Citi Canada (nom utilisé au Québec par Citi Trust Company Canada).

Cette annulation est effectuée à la suite du retrait complet des activités de fiducie au Québec de cette société.

Le siège de la société est situé au 100-5900 Hurontario Street, Mississauga, Ontario, L5R 0B8.

À partir du 9 février 2017, cette société n'est plus autorisée à exercer, au Québec, ses activités de fiducie.

Fait le 9 février 2017

Autorité des marchés financiers

5.4.3 Coopératives de services financiers

Aucune information.

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés de valeurs et des instruments dérivés

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Agréments et autorisations de mise en marché de dérivés
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Aucune information.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 Sanctions administratives pécuniaires

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

6.4.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.13 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.13 RVM.

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

271.15 RVM.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
----------	--------------	------------------	----------------

Aucune information

6.4.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.14 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.14.

Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

271.15.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
BEDARD, ALAIN	TFI INTERNATIONAL INC.	20170002413-1	2017-02-14	200,00 \$
CARON, JEAN-CLAUDE	RESSOURCES ET ENERGIE SQUATEX INC.	20170002414-1	2017-02-14	300,00 \$
GOLDCORP INC.	RESSOURCES SIRIOS INC.	20170002415-1	2017-02-14	800,00 \$
GUNTHER, ECKHARD	AETERNA ZENTARIS INC.	20170002416-1	2017-02-14	2 400,00 \$

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
LAMBERT, WILLIAM ALLEN	INNERGEX ENERGIE RENOUVELABLE INC.	20170002417-1	2017-02-14	300,00 \$
MARTINOLI, JEAN-BAPTISTE EXO U INC.		20170002418-1	2017-02-14	1 500,00 \$
PROULX, ANDRE	STELMINE CANADA LTEE	20170002419-1	2017-02-14	200,00 \$
PROULX, ISABELLE	STELMINE CANADA LTEE	20170002420-1	2017-02-14	200,00 \$
SACHSE, RICHARD	AETERNA ZENTARIS INC.	20170002421-1	2017-02-14	2 400,00 \$
SIMMONDS, ROBERT	BCE INC.	20170002424-1	2017-02-14	5 000,00 \$
TEIFEL, MICHAEL	AETERNA ZENTARIS INC.	20170002422-1	2017-02-14	2 400,00 \$
THOMPSON, BENJAMIN S.	CORPORATION FIERA CAPITAL	20170002423-1	2017-02-14	300,00 \$

6.4.3 - Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

6.4.3.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information

6.4.3.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
-----------------	----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

Aucune information.

6.5.2 Révocations d'interdiction

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
FNB Desjardins Canada multifacteurs à volatilité contrôlée	13 février 2017	Québec
FNB Desjardins États-Unis multifacteurs à volatilité contrôlée		- Colombie-Britannique
FNB Desjardins Marchés développés ex-É.-U. ex-Canada multifacteurs à volatilité contrôlée		- Alberta
FNB Desjardins Marchés émergents multifacteurs à volatilité contrôlée		- Saskatchewan
FNB Desjardins Indice univers obligations canadiennes		- Manitoba
FNB Desjardins Indice obligations canadiennes à court terme		- Ontario
FNB Desjardins Indice obligations canadiennes de sociétés échelonnées 1-5 ans		- Nouveau-Brunswick
FNB Desjardins Indice obligations canadiennes gouvernementales échelonnées 1-5 ans		- Nouvelle-Écosse
FNB Desjardins Indice actions privilégiées canadiennes		- Île-du-Prince-Édouard
		- Terre-Neuve et Labrador
		- Territoires du Nord-Ouest
		- Yukon
		- Nunavut
Globevest Capital Fonds d'options de vente couvertes (parts de séries A, AH, A3, A5, F, FH, F6H, I, IH, O et OH)	9 février 2017	Québec
Globevest Capital Fonds tactique d'options couvertes (parts de séries A, F et O)		- Colombie-Britannique
		- Alberta
		- Saskatchewan
		- Manitoba
		- Ontario
		- Nouveau-Brunswick
		- Nouvelle-Écosse
		- Île-du-Prince-Édouard

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
		- Territoires du Nord-Ouest - Yukon - Nunavut
American Hotel Income Properties REIT LP	10 février 2017	Colombie-Britannique
Brookfield Asset Management Inc.	10 février 2017	Ontario
Brookfield Finance Inc.	10 février 2017	Ontario
Brookfield Finance LLC	10 février 2017	Ontario
FINB d'actions américaines Franklin LibertyQT FINB d'actions internationales Franklin LibertyQT	13 février 2017	Ontario
FNB d'obligations de qualité de sociétés canadiennes Franklin Liberty FNB d'actions canadiennes à risque géré Franklin Liberty	10 février 2017	Ontario
Fonds à rendement cible Franklin	13 février 2017	Ontario
Fonds collectif indiciel canadien GPPMD Fonds collectif indiciel américain GPPMD Fonds collectif indiciel international GPPMD	10 février 2017	Ontario
Genesis Trust ^{MD} II	13 février 2017	Ontario
Trisura Group Ltd.	13 février 2017	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Acasti Pharma Inc.	10 février 2017	Québec <ul style="list-style-type: none"> - Colombie-Britannique - Alberta - Manitoba - Ontario
Fairfax Africa Holdings Corporation	8 février 2017	Ontario
Fonds de revenu à court terme Clearpoint	13 février 2017	Ontario
Fonds international Mackenzie Cundill Fonds mondial lié à l'inflation Mackenzie Fonds international de dividendes Mackenzie	14 février 2017	Ontario
Kew Media Group Inc.	13 février 2017	Ontario
Questrade Russell US Midcap Growth Index ETF Hedged to CAD Questrade Russell US Midcap Value Index ETF Hedged to CAD Questrade Russell 1000 Equal Weight US Technology Index ETF Hedged to CAD Questrade Russell 1000 Equal Weight US Industrials Index ETF Hedged to CAD Questrade Russell 1000 Equal Weight US Health Care Index ETF Hedged to CAD Questrade Russell 1000 Equal Weight US Consumer Discretionary Index ETF Hedged to CAD	9 février 2017	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fiera Capital Fonds d'actions mondiales (parts de catégories A, AH, B, F et FH)	10 février 2017	Québec
Fiera Capital Fonds défensif d'actions mondiales (parts de catégories A, B et F)		- Colombie-Britannique
Fiera Capital Fonds d'actions américaines (parts de catégories A, B et F)		- Alberta
		- Saskatchewan
		- Manitoba
		- Ontario
		- Nouveau-Brunswick
		- Nouvelle-Écosse
		- Île-du-Prince-Édouard
		- Terre-Neuve et Labrador
		- Territoires du Nord-Ouest
		- Yukon
		- Nunavut

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque de Montréal	7 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	7 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	7 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	7 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	7 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	7 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	8 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	8 février 2017	17 mai 2016

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque de Montréal	9 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	9 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	9 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	10 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	10 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	10 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	13 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	13 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	13 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	13 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	13 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	14 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	14 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	14 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	14 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	14 février 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	14 février 2017	17 mai 2016
Banque Nationale du Canada	8 février 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	8 février 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	8 février 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	8 février 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	9 février 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	9 février 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	9 février 2017	4 juillet 2016

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Nationale du Canada	10 février 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	10 février 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	13 février 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	13 février 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	13 février 2017	4 juillet 2016
Brookfield Office Properties Inc.	10 février 2017	29 août 2016
Brookfield Renewable Partners L.P.	7 février 2017	12 mai 2015
Helius Medical Technologies, Inc.	9 février 2017	26 janvier 2017
La Banque de Nouvelle-Écosse	7 février 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	7 février 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	7 février 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	8 février 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	9 février 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	14 février 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	14 février 2017	31 octobre 2016
La Banque Toronto-Dominion	10 février 2017	13 juin 2016
La Banque Toronto-Dominion	14 février 2017	13 juin 2016
Shaw Communications Inc.	14 février 2017	2 février 2016

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1^{er} octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
9580786 Canada Inc.	2016-12-01	66 000 \$
Activia Properties Inc.	2016-12-02	1 553 772 \$
AMC Entertainment Holdings, Inc.	2016-11-08	13 337 000 \$
Angus Manor Park A2A Capital Corp.	2016-12-06	144 100 \$
Banque de Montréal	2016-12-06	10 000 000 \$
BNP Paribas Arbitrage Issuance BV	2016-11-21	850 000 \$
Breathing Green Solutions Inc.	2016-11-30	600 000 \$
CF Industries, Inc.	2016-11-21	93 996 763 \$
DelShen Therapeutics Corp.	2016-12-02	9 250 001 \$
EP Energy LLC et Everest Acquisition Finance Inc.	2016-11-29	7 343 571 \$
Equiton Residential Income Fund Trust	2016-11-28	5 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Exploration Midland Inc.	2016-11-17 et 2016-11-24	1 597 778 \$
Fairmont Resources Inc.	2016-12-09	37 500 \$
Fundamental Applications Corp.	2016-11-29	168 610 \$
Highland Copper Company Inc.	2016-11-30	3 028 000 \$
Hubba Inc.	2016-11-30	18 968 390 \$
ICM (IX) Real Estate Trust	2016-11-17	1 655 744 \$
Imperial Capital Acquisition Fund VI (Canada), LP	2016-11-30	23 350 000 \$
Invictus MD Strategies Corp.	2016-12-01	12 000 543 \$
Kensington Private Equity Fund	2016-12-05	2 074 975 \$
Les propriétés Genius Itée	2015-12-30	349 550 \$
Les propriétés Genius Itée	2016-11-10	15 000 \$
LiveWell Foods Canada Inc.	2016-11-30	166 388 \$
Mines de la Vallée de l'Or Itée	2016-11-28	52 011 \$
NAPEC inc.	2016-11-24	8 300 000 \$
NationWide Self Storage Trust	2016-11-18	390 900 \$
Nutritional High International Inc.	2016-11-18 et 2016-11-24	4 346 627 \$
Platinex Inc.	2016-11-25	458 000 \$
Prestige Hospitality Opportunity Fund - I	2016-11-21	148 601 \$
PSP Capital Inc.	2016-11-22	999 870 000 \$
Rainmaker Entertainment Inc.	2016-11-16	11 000 160 \$
Ressources Explor Inc.	2016-11-29	240 000 \$
Ressources Explor Inc.	2016-12-09	140 250 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Ressources Nippon Dragon Inc.	2016-11-22	250 000 \$
Ressources X-Terra Inc.	2016-11-16	457 500 \$
RSI International Systems Inc.	2016-11-17	337 650 \$
Skyline Apartment Real Estate Investment Trust	2016-11-10	16 822 282 \$
Skyline Apartment Real Estate Investment Trust	2016-11-15	26 315 817 \$
Solutions Petal inc.	2016-11-25	1 901 151 \$
Trez Capital Yield Trust US	2016-10-03 au 2016-10-13	1 901 676 \$
True Leaf Medicine International Ltd.	2016-11-17	458 651 \$
UBS AG, Jersey Branch	2016-11-15 au 2016-11-23	2 899 882 \$
Victoria Gold Corp.	2016-11-17	4 716 999 \$

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information.

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Aucune information.

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.7 AGRÉMENTS ET AUTORISATIONS DE MISE EN MARCHÉ DE DÉRIVÉS

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

Aucune information.

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
ADVANTECH MARKETING INTERNATIONAL INC.	2015-12-31
BANQUE DE MONTREAL	2016-01-31
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2016-01-31
BANQUE ROYALE DU CANADA	2016-01-31
CAPITAL KNOWLTON INC.	2015-12-31
DIAGNOS INC.	2015-12-31
EXPLORATION MIDLAND INC.	2015-12-31
FIDUCIE D'ACTIFS BNC	2016-01-31
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRE BMO	2016-01-31
FIDUCIE DE CAPITAL BNC	2016-01-31
FIDUCIE DE CAPITAL RBC	2016-01-31
FIRST TRUST SHORT DURATION HIGH YIELD BOND ETF (CAD-HEDGED)	2015-12-31
FONDS CENTRAL DU CANADA LIMITEE	2016-01-31
MACLOS CAPITAL INC.	2015-12-31
NEWCO BANCORP INC.	2015-12-31
OCEANIC IRON ORE CORP.	2015-12-31
PANGOLIN DIAMONDS CORP.	2015-12-31
RESSOURCES SIRIOS INC.	2015-12-31
URBANIMMERSIVE INC.	2015-12-31
YOHO RESOURCES INC.	2015-12-31
27 RED CAPITAL INC.	2015-06-30
27 RED CAPITAL INC.	2015-09-30
4 TOUCHDOWNS CAPITAL INC.	2015-06-30
4 TOUCHDOWNS CAPITAL INC.	2015-09-30

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
ADVANCED MICRO DEVICES, INC.	2015-12-26
AIMIA INC.	2015-12-31
ALGOMA CENTRAL CORPORATION	2015-12-31
ALTUS GROUP LIMITED	2015-12-31
AURQUEST RESOURCES INC.	2015-10-31
BIG 8 SPLIT INC.	2015-12-15
BOARDWALK REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2015-12-31
CANFOR CORPORATION	2015-12-31
CANFOR PULP PRODUCTS INC.	2015-12-31
CAPITAL POWER CORPORATION	2015-12-31
CENTERRA GOLD INC.	2015-12-31
CHEMTRADE LOGISTICS INCOME FUND	2015-12-31
CHORUS AVIATION INC.	2015-12-31

<i>ÉTATS FINANCIERS ANNUELS</i>	
	Date du document
CIPHER PHARMACEUTICALS INC.	2015-12-31
CLARKE INC.	2015-12-31
COLLIERS INTERNATIONAL GROUP INC.	2015-12-31
COMPAGNIE MINIERE NORTH AMERICAN PALLADIUM	2015-12-31
DEVON ENERGY CORPORATION	2015-12-31
DUNDEE ENERGY LIMITED	2015-12-31
E*TRADE FINANCIAL CORPORATION	2015-12-31
ENBRIDGE GAS DISTRIBUTION INC.	2015-12-31
ENBRIDGE INC.	2015-12-31
ENBRIDGE INCOME FUND	2015-12-31
ENBRIDGE INCOME FUND HOLDINGS INC.	2015-12-31
ENERPLUS CORPORATION	2015-12-31
EXCHANGE INCOME CORPORATION	2015-12-31
FIDUCIE D'ACTIFS DURABLES NON TRADITIONNELS DREAM	2015-12-31
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER DE BUREAUX DREAM	2015-12-31
FINNING INTERNATIONAL INC.	2015-12-31
FIRST QUANTUM MINERALS LTD.	2015-12-31
FIRSTSERVICE CORPORATION	2015-12-31
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIEN GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE AMERICAIN GBC INC. (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE CANADIEN GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE ET DE REVENU GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE INTERNATIONAL GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CROMBIE	2015-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER RIOCAN	2015-12-31
FONDS MARCHE MONETAIRE GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FORTIS INC.	2015-12-31
FORTISALBERTA INC.	2015-12-31
FORTISBC ENERGY INC.	2015-12-31
FORTISBC INC.	2015-12-31
GENESIS TRUST II	2015-10-31
GOLDEN STAR RESOURCES LTD.	2015-12-31
HECLA MINING COMPANY	2015-12-31

<i>ÉTATS FINANCIERS ANNUELS</i>	
	Date du document
HORIZON NORTH LOGISTICS INC.	2015-12-31
HUBBAY MINERALS INC.	2015-12-31
IMAX CORPORATION	2015-12-31
IMMEUBLES DE BUREAUX BROOKFIELD (CANADA)	2015-12-31
INNERGEX ENERGIE RENOUVELABLE INC.	2015-12-31
INTER PIPELINE LTD.	2015-12-31
LAKE SHORE GOLD CORP.	2015-12-31
LUCARA DIAMOND CORP.	2015-12-31
LUNDIN MINING CORPORATION	2015-12-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
MACDONALD DETTWILER AND ASSOCIATES LTD	2015-12-31
MANULIFE FINANCE (DELAWARE), L.P.	2015-12-31
MINES RICHMONT INC.	2015-12-31
NEWFOUNDLAND POWER INC.	2015-12-31
NEXJ SYSTEMS INC.	2015-12-31
NGEX RESOURCES INC.	2015-12-31
NOVADAQ TECHNOLOGIES INC.	2015-12-31
OCEANAGOLD CORPORATION	2015-12-31
PENGROWTH ENERGY CORPORATION	2015-12-31
PIPELINES ENBRIDGE INC.	2015-12-31
PRIMERO MINING CORP.	2015-12-31
PROGRESSIVE WASTE SOLUTIONS LTD.	2015-12-31
SECOND CUP LTD. (THE)	2015-12-26
SHIRE PLC	2015-12-31
SIENNA SENIOR LIVING INC.	2015-12-31
SLEEP COUNTRY CANADA HOLDINGS INC.	2015-12-31
SOCIETE AURIFERE BARRICK	2015-12-31
SOCIETE CANADIAN TIRE, LIMITEE (LA)	2016-01-02
SOCIETE DH	2015-12-31
SOCIETE FINANCIERE FIRST NATIONAL	2015-12-31
SOCIETE FINANCIERE MANUVIE	2015-12-31
SUPREMEX INC.	2015-12-31
TASEKO MINES LIMITED	2015-12-31
THERATECHNOLOGIES INC.	2015-11-30
THOMPSON CREEK METALS COMPANY INC.	2015-12-31
TIMBERCREEK SENIOR MORTGAGE INVESTMENT CORPORATION	2015-12-31
TRANSALTA CORPORATION	2015-12-31
TREE ISLAND STEEL LTD.	2015-12-31
XEROX CORPORATION	2015-12-31
5BANC SPLIT INC.	2015-12-15
5N PLUS INC.	2015-12-31

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
ADVANCED MICRO DEVICES, INC.	2015-12-26
AIMIA INC.	2015-12-31
ALGOMA CENTRAL CORPORATION	2015-12-31
ALTUS GROUP LIMITED	2015-12-31
AURQUEST RESOURCES INC.	2015-10-31
BIG 8 SPLIT INC.	2015-12-15
BOARDWALK REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2015-12-31
CANFOR CORPORATION	2015-12-31
CANFOR PULP PRODUCTS INC.	2015-12-31
CAPITAL POWER CORPORATION	2015-12-31
CENTERRA GOLD INC.	2015-12-31

<i>RAPPORTS ANNUELS</i>	
	Date du document
CHEMTRADE LOGISTICS INCOME FUND	2015-12-31
CHORUS AVIATION INC.	2015-12-31
CIPHER PHARMACEUTICALS INC.	2015-12-31
CLARKE INC.	2015-12-31
COLLIERS INTERNATIONAL GROUP INC.	2015-12-31
COMPAGNIE MINIERE NORTH AMERICAN PALLADIUM	2015-12-31
COMPAGNIE PETROLIERE IMPERIALE LTEE	2015-12-31
DEVON ENERGY CORPORATION	2015-12-31
DUNDEE ENERGY LIMITED	2015-12-31
E*TRADE FINANCIAL CORPORATION	2015-12-31
ENBRIDGE GAS DISTRIBUTION INC.	2015-12-31
ENBRIDGE INC.	2015-12-31
ENBRIDGE INCOME FUND	2015-12-31
ENBRIDGE INCOME FUND HOLDINGS INC.	2015-12-31
ENERPLUS CORPORATION	2015-12-31
EXCHANGE INCOME CORPORATION	2015-12-31
FIDUCIE D'ACTIFS DURABLES NON TRADITIONNELS DREAM	2015-12-31
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER DE BUREAUX DREAM	2015-12-31
FINNING INTERNATIONAL INC.	2015-12-31
FIRST QUANTUM MINERALS LTD.	2015-12-31
FIRSTSERVICE CORPORATION	2015-12-31
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIEN GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE AMERICAIN GBC INC. (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE CANADIEN GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE ET DE REVENU GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE CROISSANCE INTERNATIONAL GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CROMBIE	2015-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER RIOCAN	2015-12-31
FONDS MARCHE MONETAIRE GBC (LE) (#8981)	2015-12-31
FORTIS INC.	2015-12-31
FORTISALBERTA INC.	2015-12-31
FORTISBC ENERGY INC.	2015-12-31
FORTISBC INC.	2015-12-31
GENESIS TRUST II	2015-10-31
GOLDEN STAR RESOURCES LTD.	2015-12-31

<i>RAPPORTS ANNUELS</i>	
	Date du document
HECLA MINING COMPANY	2015-12-31
HORIZON NORTH LOGISTICS INC.	2015-12-31
HUDBAY MINERALS INC.	2015-12-31
IMAX CORPORATION	2015-12-31
IMMEUBLES DE BUREAUX BROOKFIELD (CANADA)	2015-12-31
INNERGEX ENERGIE RENOUVELABLE INC.	2015-12-31
INTER PIPELINE LTD.	2015-12-31

<i>RAPPORTS ANNUELS</i>	
	Date du document
LAKE SHORE GOLD CORP.	2015-12-31
LUCARA DIAMOND CORP.	2015-12-31
LUNDIN MINING CORPORATION	2015-12-31
MACDONALD DETTWILER AND ASSOCIATES LTD	2015-12-31
MANULIFE FINANCE (DELAWARE), L.P.	2015-12-31
MINES RICHMONT INC.	2015-12-31
NEWFOUNDLAND POWER INC.	2015-12-31
NEXJ SYSTEMS INC.	2015-12-31
NGEX RESOURCES INC.	2015-12-31
NOVADAQ TECHNOLOGIES INC.	2015-12-31
OCEANAGOLD CORPORATION	2015-12-31
PENGROWTH ENERGY CORPORATION	2015-12-31
PIPELINES ENBRIDGE INC.	2015-12-31
PRIMERO MINING CORP.	2015-12-31
PROGRESSIVE WASTE SOLUTIONS LTD.	2015-12-31
SECOND CUP LTD. (THE)	2015-12-26
SHIRE PLC	2015-12-31
SIENNA SENIOR LIVING INC.	2015-12-31
SLEEP COUNTRY CANADA HOLDINGS INC.	2015-12-31
SOCIETE AURIFERE BARRICK	2015-12-31
SOCIETE CANADIAN TIRE, LIMITEE (LA)	2016-01-02
SOCIETE DH	2015-12-31
SOCIETE FINANCIERE FIRST NATIONAL	2015-12-31
SOCIETE FINANCIERE MANUVIE	2015-12-31
SUPREMEX INC.	2015-12-31
TASEKO MINES LIMITED	2015-12-31
THERATECHNOLOGIES INC.	2015-11-30
THOMPSON CREEK METALS COMPANY INC.	2015-12-31
TIMBERCREEK SENIOR MORTGAGE INVESTMENT CORPORATION	2015-12-31
TRANSALTA CORPORATION	2015-12-31
TREE ISLAND STEEL LTD.	2015-12-31
XEROX CORPORATION	2015-12-31
5BANC SPLIT INC.	2015-12-15
5N PLUS INC.	2015-12-31

<i>CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION</i>	
	Date du document
BANQUE TORONTO-DOMINION (LA)	
CORPORATION DE CAPITAL DE RISQUE WODEN	
FIDUCIE DE CAPITAL TD III	
FIDUCIE DE CAPITAL TD IV	
FONDS DE CROISSANCE AMERICAIN GBC INC. (LE) (#8981)	
HP INC.	
LAMELEE MINERAIS DE FER LTEE.	
RDM CORPORATION	

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
RESSOURCES THREEGOLD INC. (LES)	
RESSOURCES THREEGOLD INC. (LES)	
VALENER INC.	

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
ADVANCED MICRO DEVICES, INC.	2015-12-26
ALGOMA CENTRAL CORPORATION	2015-12-31
BIG 8 SPLIT INC.	2015-12-15
BOARDWALK REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2015-12-31
CANFOR CORPORATION	2015-12-31
CANFOR PULP PRODUCTS INC.	2015-12-31
CLARKE INC.	2015-12-31
COLLIERS INTERNATIONAL GROUP INC.	2015-12-31
COMPAGNIE PETROLIERE IMPERIALE LTEE	2015-12-31
DEVON ENERGY CORPORATION	2015-12-31
DUNDEE ENERGY LIMITED	2015-12-31
E*TRADE FINANCIAL CORPORATION	2015-12-31
ENBRIDGE GAS DISTRIBUTION INC.	2015-12-31
ENBRIDGE INC.	2015-12-31
ENBRIDGE INCOME FUND	2015-12-31
ENBRIDGE INCOME FUND HOLDINGS INC.	2015-12-31
ENERPLUS CORPORATION	2015-12-31
FINNING INTERNATIONAL INC.	2015-12-31
FIRSTSERVICE CORPORATION	2015-12-31
FORTIS INC.	2015-12-31
GENESIS TRUST II	2015-10-31
HECLA MINING COMPANY	2015-12-31
HORIZON NORTH LOGISTICS INC.	2015-12-31
IMAX CORPORATION	2015-12-31
MACDONALD DETTWILER AND ASSOCIATES LTD	2015-12-31
MANULIFE FINANCE (DELAWARE), L.P.	2015-12-31
NEXJ SYSTEMS INC.	2015-12-31
PENGROWTH ENERGY CORPORATION	2015-12-31
PIPELINES ENBRIDGE INC.	2015-12-31
SHIRE PLC	2015-12-31
SLEEP COUNTRY CANADA HOLDINGS INC.	2015-12-31
SOCIETE CANADIAN TIRE, LIMITEE (LA)	2016-01-02
SOCIETE FINANCIERE MANUVIE	2015-12-31
THERATECHNOLOGIES INC.	2015-11-30
THOMPSON CREEK METALS COMPANY INC.	2015-12-31
TIMBERCREEK SENIOR MORTGAGE INVESTMENT CORPORATION	2015-12-31
TRANSALTA CORPORATION	2015-12-31
TREE ISLAND STEEL LTD.	2015-12-31
XEROX CORPORATION	2015-12-31

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
5BANC SPLIT INC.	2015-12-15
5N PLUS INC.	2015-12-31

ANNEXE 2 DÉCLARATIONS D'INITIÉS (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Liste des symboles employés pour les déclarations en format SEDI (Système électronique de déclaration des initiés)

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI	45 : Contrepartie d'un bien
1 : Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres	46 : Contrepartie de services
2 : Filiale de l'émetteur assujetti	47 : Acquisition ou aliénation par don
3 : Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de 10 % des titres d'un émetteur assujetti (<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation	48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs
4 : Administrateur d'un émetteur assujetti	Dérivés émis par l'émetteur
5 : Dirigeant d'un émetteur assujetti	50 : Attribution d'options
6 : Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	51 : Levée d'options
7 : Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6	52 : Expiration d'options
8 : Initié présumé – six mois avant de devenir initié	53 : Attribution de bons de souscription
NATURE DE L'OPÉRATION	54 : Exercice de bons de souscription
Généralités	55 : Expiration de bons de souscription
00 : Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI	56 : Attribution de droits de souscription
10 : Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 : Exercice de droits de souscription
11 : Acquisition ou aliénation effectuée privément	58 : Expiration de droits de souscription
15 : Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	59 : Exercice au comptant
16 : Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	Dérivés émis par un tiers
22 : Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition	70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
30 : Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers
35 : Dividende en actions	72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
36 : Conversion ou échange	73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers
37 : Division ou regroupement d'actions	Divers
38 : Rachat – annulation	90 : Changements relatifs à la propriété
40 : Vente à découvert	97 : Autres
	99 : Correction d'information
	NATURE DE L'EMPRISE
	D : Propriété directe
	I : Propriété indirecte
	C : Contrôle
	AUTRES MENTIONS
	O : Opération originale
	M : Première modification
	M' : Deuxième modification
	M'' : Troisième modification, etc.
	R : Opération déclarée hors délai (en retard).

AVIS

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Les initiés assujettis doivent déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
49 North Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
MacNeill, Tom	4, 7, 5, 3	O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	38 000	0.1100	SK
Aberdeen Asia-Pacific Income Investment Company Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Aberdeen Asia-Pacific Income Investment Company Limited	1	O	2017-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	4.4800	ON
		O	2017-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	800	4.5000	ON
		O	2017-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	6 200	4.5500	ON
		O	2017-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	4.6100	ON
		O	2017-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	4.5100	ON
		O	2017-01-23	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	4.5800	ON
		O	2017-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	4.5300	ON
		O	2017-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	(14 000)		ON
		O	2017-01-30	D	38 - Rachat ou annulation	(28 000)		ON
Absolute Software Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Absolute Software Corporation	1	O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	66 700	6.4312	BC
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(66 700)	6.4312	BC
Olsen, Errol	5	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	7 500	3.8900	BC
		O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	(5 200)	6.9500	BC
<i>Options</i>								
Olsen, Errol	5	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	(7 500)	3.8900	BC
Acasti Pharma Inc.								
<i>Options</i>								
Harvey, Laurent	5	O	2016-10-01	D	52 - Expiration d'options	(2 500)		QC
ACTIVEnergy Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
ACTIVEnergy Income Fund	1	O	2017-02-07	D	38 - Rachat ou annulation	600	4.6500	AB
Agellan Commercial Real Estate Investment Trust								
<i>Parts</i>								
Attard, Terra	7	O	2016-11-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	100	10.0000	ON
Akita Drilling Ltd.								
<i>Actions sans droit de vote</i>								
Coleman, Raymond	5	O	2017-02-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	254	9.1800	AB
Hensel, Fred	5	O	2017-02-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	185	9.1800	AB
Reynolds, Darcy	5	O	2017-02-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	78	9.1800	AB
Allied Properties Real Estate Investment Trust								
<i>Parts</i>								
Burns, Thomas Gerard	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 141		ON
Low, Sean Timothy	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	63		ON
Riches, Douglas	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	211		ON
Williams, Cecilia Catalina	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	120		ON
Alphinat inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ste-Marie, Benoit	4	O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0950	QC
American Core Sectors Dividend Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
American Core Sectors Dividend Fund	1	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	10.7550	AB
Americas Silver Corporation								
<i>Options</i>								
Waisberg, Lorie	4	O	2016-12-21	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(192 500)		ON
		M	2016-12-21	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(192 500)		ON
		M'	2016-12-21	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(192 500)		ON
		M''	2016-12-21	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(192 500)		ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
ARC Resources Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pinder, Herbert	4	O	2015-01-26	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	20 000	22.5500	AB
Scotia Brokerage	PI	M	2015-01-26	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	20 000	22.5500	AB
		O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	74 000	21.1322	AB
Artis Real Estate Investment Trust								
<i>Deferred Units</i>								
Crewson, Delmore Clair William	4	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	22	12.5500	MB
Martens, Cornelius	4, 5	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	22	12.5500	MB
Rimer, Ronald Albert	4	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	92	12.5500	MB
Ryan, Patrick Gowan	4	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	165	12.5500	MB
Thielmann, Victor	4	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	22	12.5500	MB
Townsend, Kenneth	4	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	22	12.5500	MB
Warkentin, Edward	4, 5	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	22	12.5500	MB
<i>Restricted Units</i>								
Green, James	5	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	194	12.5500	MB
Johnson, David Lyall	5	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	42	12.5500	MB
Martens, Armin	4, 5	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	530	12.5500	MB
Martens, Philip	5	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	27	12.5500	MB
Sherlock, Stephen Francis Patrick	5	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	42	12.5500	MB
Wong, Dennis San	5	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	49	12.5500	MB
AtmanCo Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Caron, Renaud	4	O	2017-01-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 500	0.1000	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 500	0.1050	QC
ATS Automation Tooling Systems Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Caputo, Anthony	4	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	335 500	10.5300	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	12.7900	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	12.7950	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	12.8000	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	12.8050	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	12.8100	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(201 600)	12.8200	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	12.8250	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	12.8300	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	12.8350	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	12.8400	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	12.8500	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	12.8600	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	12.8700	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 900)	12.8900	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	12.9000	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	12.9200	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 700)	12.9300	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 400)	12.9500	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 300)	12.9600	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 900)	12.9700	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 200)	12.9800	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	12.9850	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 400)	12.9900	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	12.9950	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(43 300)	13.0000	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	12.0050	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 200)	13.0100	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	13.0150	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 800)	13.0200	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 800)	13.0300	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 700)	13.0400	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	13.0450	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	13.0500	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	13.0550	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	13.0600	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	13.0650	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 400)	13.0700	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	13.0800	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	13.0850	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	13.0950	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	13.1000	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	13.1050	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	13.1350	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	13.1450	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	13.1500	ON
		O	2017-02-13	D	51 - Exercice d'options	90 500	10.5300	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	12.8900	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 300)	12.9000	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	12.9050	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	12.9500	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	12.9700	ON
		M	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	12.9700	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	12.9800	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 100)	12.9900	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	12.9950	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 700)	13.0000	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	13.0100	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	13.0300	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	13.0900	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	13.1000	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	13.1100	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	13.1200	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	13.1300	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 600)	13.1500	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	13.1700	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	13.1900	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 700)	13.2000	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 200)	13.2100	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 100)	13.2200	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 100)	13.2300	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	13.2350	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 600)	13.2400	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 700)	13.2500	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	13.2550	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 600)	13.2600	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 100)	13.2700	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	13.2750	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	13.2900	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	13.2950	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 800)	13.3000	ON
Gyles, Chuck	5	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	13.0000	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 100)	13.1000	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	13.0400	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Porteur inscrit								
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 900)	13.0000	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 500)	13.0000	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	13.0100	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	13.0600	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	13.0200	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	13.0300	ON
Kiisel, Eric	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	12 500	8.8500	ON
		O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	19 500	10.8000	ON
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	12.6000	ON
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 800)	12.5000	ON
Options								
Caputo, Anthony	4	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	(335 500)	10.5300	ON
		O	2017-02-13	D	51 - Exercice d'options	(90 500)	10.5300	ON
Kiisel, Eric	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(12 500)	8.8500	ON
		O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(19 500)	10.8000	ON
Aurinia Pharmaceuticals Inc.								
Options								
Bourgeault, Dennis	5	O	2017-02-09	D	50 - Attribution d'options	175 000	4.2100	BC
Dickerson, Bradley	5	O	2017-02-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	65 000		BC
		M	2017-02-09	D	50 - Attribution d'options	65 000		BC
Glickman, Richard	4	O	2017-02-09	D	50 - Attribution d'options	1 050 000	4.2100	BC
Gluck, Rashieda	5	O	2017-02-09	D	50 - Attribution d'options	55 000		BC
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10)	0.2000USD	BC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15)	0.2500USD	BC
Huizinga, Robert	5	O	2017-02-09	D	50 - Attribution d'options	110 000	4.2100	BC
Martin, Michael Robert	4, 5	O	2017-02-09	D	50 - Attribution d'options	90 000	4.2100	BC
Solomons, Neil	5	O	2017-02-09	D	50 - Attribution d'options	152 000	4.2100	BC
Aurora Cannabis Inc.								
Actions ordinaires								
Mayerson, Christopher	7	O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	2.4700	BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	2.4500	BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	2.4700	BC
AutoCanada Inc.								
Deferred share units								
Barefoot, Gordon Ronald	4, 7	O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	399		AB
Automotive Properties Real Estate Investment Trust								
Parts de fiducie								
BURGUNDY ASSET MANAGEMENT LTD.	3							
Burgundy Asset Management Ltd.	PI	O	2017-02-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800 000	10.7998	ON
Banque Royale du Canada								
Actions ordinaires								
Chisholm, Andrew Allen	4	O	2016-07-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2016-07-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	109	79.6990	QC
		O	2016-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	327	83.9800	QC
Hughes, Mark Richard	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 169		QC
vandal, thierry	4	O	2016-12-31	D	35 - Dividende en actions	40	78.5000	QC
Actions ordinaires - Share Purchase Plans (RESSOP, DSSP, DSSP etc.)								
Hughes, Mark Richard	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	537		QC
Droits - RBC 401K								
Hughes, Mark Richard	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6		QC
Droits Director Deferred Stock Units								
McCain, Michael Harrison	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 691	78.0800	QC
vandal, thierry	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 083	77.5800	QC
Barkerville Gold Mines Ltd.								

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gordon, Ian Alastair	4	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(506 000)	0.4881	BC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(350 310)	0.4818	BC
Roosen, Sean	4, 6	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.4974	BC
BCE Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bibic, Mirko	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 079		QC
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 040		QC
Brown, Charles	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 099		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 016	58.1400	QC
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 549		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 507	58.1400	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 016)	58.1400	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 507)	58.1400	QC
Cole, Michael	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 099		QC
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 549		QC
Cope, George	4, 5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	70 962		QC
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	35 481		QC
HOWE, STEPHEN GUY	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 099		QC
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 549		QC
Kirby, Blaik	5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 053		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 742	58.1400	QC
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 026		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 870	58.1400	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 742	58.1400	QC
		M	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 742)	58.1400	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 870)	58.1400	QC
le Duc, Bernard	5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 247		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 368	58.1400	QC
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 624		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 684	58.1400	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 368)	58.1400	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 684)	58.1400	QC
Little, Thomas (Tom)	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 099		QC
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 549		QC
Oosterman, Wade	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	21 138		QC
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 569		QC
Turcke, Mary Ann	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 099		QC
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 549		QC
Turcotte, Martine	5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 099		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 049	58.1400	QC
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 549		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 524	58.1400	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 049)	58.1400	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 524)	58.1400	QC
Watson, John	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 099		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 016	58.1400	QC
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 549		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 507	58.1400	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 016	58.1400	QC
		M	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 016)	58.1400	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 507)	58.1400	QC
<i>Performance-based Restricted Share Units</i>								
Bibic, Mirko	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 040)		QC
Brown, Charles	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 549)		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 549)	58.1400	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Porteur inscrit								
Cole, Michael	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 549)		QC
Cope, George	4, 5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(35 481)		QC
HOWE, STEPHEN GUY	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 549)		QC
Jamal, Rizwan	7	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 014)		QC
		M	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 014)		QC
Kirby, Blaik	5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 026)		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 026)	58.1400	QC
le Duc, Bernard	5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 040)		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 040)	58.1400	QC
Little, Thomas (Tom)	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 549)		QC
Oosterman, Wade	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 569)		QC
Turcke, Mary Ann	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 549)		QC
Turcotte, Martine	5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 549)		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 549)	58.1400	QC
Watson, John	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 549)		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 549)	58.1400	QC
Restricted Share Units								
Bibic, Mirko	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 079)		QC
Brown, Charles	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 099)		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 099)	58.1400	QC
Cole, Michael	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 099)		QC
Cope, George	4, 5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(70 962)		QC
HOWE, STEPHEN GUY	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 099)		QC
Jamal, Rizwan	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 026)		QC
		M	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 026)		QC
Kirby, Blaik	5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 053)		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 053)	58.1400	QC
le Duc, Bernard	5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 079)		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 079)		QC
		M'	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 079)	58.1400	QC
Little, Thomas (Tom)	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 099)		QC
Oosterman, Wade	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21 138)		QC
Turcke, Mary Ann	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 099)		QC
Turcotte, Martine	5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 099)		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 099)	58.1400	QC
Watson, John	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 099)		QC
		M	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 099)	58.1400	QC
Share Units								
Jamal, Rizwan	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 026		QC
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 014		QC
le Duc, Bernard	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 832		QC
		M	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 832	58.1400	QC
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 416		QC
		M	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 416		QC
		M'	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 416	58.1400	QC
Bellatrix Exploration Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
MacInnis, Thomas Edward	4	O	2017-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Bombardier Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne Classe B/ Class B Shares (Subordinate Voting)</i>								
Brennan, Daniel	5	O	2017-02-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Options</i>								
Brennan, Daniel	5	O	2017-02-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Performance Share Units/Unites d'actions liées au rendement</i>								
Brennan, Daniel	5	O	2017-02-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC

Emetteur	Relation	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
BrightPath Early Learning Inc. (formerly Edleun Group, Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
BrightPath Early Learning Inc.	1	O	2017-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	0.4524	AB
Brompton 2015 Flow-Through Limited Partnership								
<i>Parts de société en commandite</i>								
Kikuchi, Craig	4, 5	O	2017-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(600)		ON
Lau, Laura Wing-Sze	5	O	2017-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(3 600)		ON
Brookfield Asset Management Inc.								
<i>Actions ordinaires Class A Limited Voting</i>								
Myhal, George	6	O	2017-02-10	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(120 000)	48.3000	ON
The Myhal Family Foundation	PI	O	2017-02-10	C	51 - Exercice d'options	112 500	26.0222	ON
		O	2017-02-10	C	47 - Acquisition ou aliénation par don	120 000	48.3000	ON
Price, Timothy Robert	6	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(44 900)	48.4120	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 900)	48.2730	ON
<i>Options</i>								
Myhal, George	6	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	(112 500)	26.0222	ON
Brookfield Business Partners L.P.								
<i>Parts de société en commandite</i>								
Lacey, John Stewart	4	O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	24.4169USD	ON
Zuccotti, Patricia Laughlin	4	O	2016-06-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	24.5947USD	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 548	26.0390USD	ON
Brownstone Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mintz, Steven Michael	4	O	2015-03-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 451 750	0.0300	ON
		O	2016-06-23	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(3 106 575)		ON
		M	2016-06-23	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 800 000)		ON
Steven Mintz RRSP	PI	M	2015-03-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 451 750	0.0300	ON
BSM Technologies Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Gutman, Andrew	4	O	2017-02-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 833		ON
Metcalfe, Leonard Harold	4	O	2017-02-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 750		ON
Monahan, Gregory Rush	4	O	2017-02-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 833		ON
Sgro, David Daniel	4	O	2017-02-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 833		ON
CAE Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
CAE INC.	1	O	2017-01-03	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.8300	QC
		O	2017-01-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.8500	QC
		O	2017-01-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.7600	QC
		O	2017-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.6100	QC
		O	2017-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.3900	QC
		O	2017-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.5600	QC
		O	2017-01-11	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.5800	QC
		O	2017-01-12	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.6700	QC
		O	2017-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.7300	QC
		O	2017-01-16	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.7100	QC
		O	2017-01-17	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.6000	QC
		O	2017-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.5300	QC
		O	2017-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.6500	QC
		O	2017-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.5500	QC
		O	2017-01-23	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.4300	QC
		O	2017-01-24	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.5800	QC
		O	2017-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.7200	QC
		O	2017-01-26	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.9000	QC
		O	2017-01-27	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.8100	QC
		O	2017-01-30	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.5900	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	18.4600	QC
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(84 000)	18.6400	QC
Caldwell U.S. Dividend Advantage Fund								
<i>Parts</i>								
Caldwell US Dividend Advantage Fund	1	O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 400)	10.1300	ON
Calian Group Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Basler, Raymond Gregory	4	O	2017-02-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	27.7300	ON
		O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	27.4500	ON
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	28.1500	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	27.9000	ON
Ford, Kevin Lee	5	O	2017-02-08	D	51 - Exercice d'options	5 000	17.6900	ON
Gauthier, Jacqueline	5	O	2017-02-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	27.3400	ON
		O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 600)	27.1000	ON
		O	2017-02-08	D	51 - Exercice d'options	6 000	19.7000	ON
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 547)	27.4000	ON
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	27.3500	ON
		O	2017-02-13	D	51 - Exercice d'options	6 000	19.7000	ON
Thera, Patrick Joseph	5	O	2017-02-15	D	51 - Exercice d'options	2 000	20.5400	ON
Vickers, Richard Allan	4	O	2017-02-06	D	51 - Exercice d'options	5 000	17.6900	ON
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	27.9000	ON
weber, george brian	4	O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	1 000	17.6900	ON
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Gauthier, Jacqueline	5	O	2003-05-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 260	27.2100	ON
Thera, Patrick Joseph	5	O	2011-04-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 260	27.2100	ON
<i>Options</i>								
Ford, Kevin Lee	5	O	2017-02-08	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	17.6900	ON
Gauthier, Jacqueline	5	O	2017-02-08	D	51 - Exercice d'options	(6 000)	19.7500	ON
		O	2017-02-13	D	51 - Exercice d'options	(6 000)	19.7000	ON
Thera, Patrick Joseph	5	O	2017-02-15	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	20.5400	ON
Vickers, Richard Allan	4	O	2017-02-06	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	17.6900	ON
weber, george brian	4	O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	(1 000)	17.6900	ON
Canaccord Genuity Group Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Esfandi, David	7							
HSBC InvestDirect	PI	O	2017-02-10	I	57 - Exercice de droits de souscription	2 254		BC
		O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 077)	4.7500	BC
Ghose, Dvaipayan	7							
Canaccord Genuity Corp.	PI	O	2017-02-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	5.0200	BC
Whaling, Mark Driscoll	7							
Merrill	PI	O	2017-02-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(35 000)	4.7600	BC
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Esfandi, David	7	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 254)		BC
Canadian Energy Services & Technology Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ahrens, Burton Joel	4	O	2017-01-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	7.7850	AB
		O	2016-10-31	D	97 - Autre	2 000	5.2300	AB
		O	2016-11-07	D	97 - Autre	10 000	5.1200	AB
		O	2017-02-02	D	97 - Autre	6 000	5.9700	AB
IRA	PI	M	2017-01-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	7.7850	AB
		O	2016-10-31	I	97 - Autre	(2 000)	5.2300	AB
		O	2016-11-07	I	97 - Autre	(10 000)	5.1200	AB
		O	2017-02-02	I	97 - Autre	(6 000)	5.9700	AB
Canadian Life Companies Split Corp.								

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Class A Shares</i>								
Finch, S. Wayne Quadravest Inc.	4, 5 PI	O	2017-02-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	6.0400	ON
Canadian Oil Recovery & Remediation Enterprises Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lorenzo, John Michael Bourgnine Holdings Ltd.	4 PI	O	2017-02-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0350	ON
		O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 000	0.0350	ON
Canfor Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pattison, James A. Great Pacific Capital Corp.	4, 3 PI	O	2017-02-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 114 200	16.5507	BC
Canlan Ice Sports Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
The Article 6 Marital Trust created under the First Amended	3	O	2017-02-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	3.4900	BC
		O	2017-02-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	3.5000	BC
		O	2017-02-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	3.5400	BC
		O	2017-02-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	3.5500	BC
		O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	3.5500	BC
		O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	3.5900	BC
		O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 200	3.6000	BC
Canoe EIT Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Tahmazian, Rafi	4	O	2011-12-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2015-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(2 584)	11.7587	AB
		M	2015-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	(2 584)	11.7587	AB
		O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 416)	11.9215	AB
Canso Select Opportunities Fund								
<i>Parts Class A</i>								
Canso Investment Counsel Ltd. Canso Partners II Fund	7 PI	O	2017-02-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	9.8500	ON
Capital Power Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
TRUFYN, DARCY	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 496	19.5770	AB
		O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	346	19.6933	AB
Celestica Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
McIntosh, Glen	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	20 110	8.2900	ON
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 110)	17.9710	ON
<i>Options</i>								
McIntosh, Glen	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(20 110)		ON
<i>Performance Share Units</i>								
DeBianco, Elizabeth	7, 5	O	2017-02-04	D	38 - Rachat ou annulation	(92 632)		ON
McCaughey, Michael	7, 5	O	2017-02-04	D	38 - Rachat ou annulation	(97 508)		ON
McIntosh, Glen	5	O	2017-02-04	D	38 - Rachat ou annulation	(78 006)		ON
Myers, Darren	7, 5	O	2017-02-04	D	38 - Rachat ou annulation	(104 008)		ON
Centerra Gold Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pressler, Sheryl	4	O	2017-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	919	7.1000	ON
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Connor, Richard Webster	4	O	2017-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(3 676)	7.1000	ON
Pressler, Sheryl	4	O	2017-02-14	D	59 - Exercice au comptant	(2 757)	7.1000	ON
		O	2017-02-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(919)	7.1000	ON
Ceres Global Ag Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ceres Global Ag Corp.	1	O	2017-01-17	D	38 - Rachat ou annulation	600	5.2500	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Porteur inscrit								
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.4400	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.4400	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.4400	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.4400	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.4400	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.4400	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.4400	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.4400	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.4400	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.4400	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(19)	5.4400	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)	5.4400	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(19)	5.3800	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)	5.3800	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	5.3800	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.3800	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.3800	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(900)	5.3800	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	5.3800	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.3900	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(19)	5.4600	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 600)	5.4600	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.4600	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(19)	5.2500	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	5.2500	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.2500	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 800)	5.2500	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(19)	5.3200	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	5.3200	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	5.3200	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	5.2500	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	5.2500	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	5.3500	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	5.2500	ON
		O	2017-01-27	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	5.3900	ON
		O	2017-01-27	D	38 - Rachat ou annulation	19	5.3900	ON
		O	2017-01-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	5.3900	ON
		O	2017-01-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	5.3900	ON
		O	2017-01-30	D	38 - Rachat ou annulation	19	5.3900	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	5.4000	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	19	5.4000	ON
Cervus Equipment Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Leonard, Corey	5							
RRSP	PI	O	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	768		AB
Muth, Randall Walter	5							
Janice Muth	PI	O	2016-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 245		AB
Randy Muth RRSP	PI	O	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	946		AB
<i>Actions ordinaires Deferred Shares</i>								
Leonard, Corey	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 154		AB
Muth, Randall Walter	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 015		AB
ClearStream Energy Services Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bourque, Paul Emery	7							
Carolyn Marie Bourque	PI	O	2016-06-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-02-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.2000	ON
Constellation Software Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Symons, Barry Alan	5							
CIBC Wood Gundy	PI	O	2016-12-05	I	97 - Autre	(48 000)		ON
Computershare Trust Company - RRSP	PI	O	2017-01-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8	601.1889	ON
Computershare Trust Company - TFSA	PI	O	2017-01-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	601.1889	ON
IA Securities	PI	O	2006-06-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2016-12-05	I	97 - Autre	48 000		ON
Copper North Mining Corp.								
<i>Options</i>								
Dean, Corey Michael	5	O	2017-02-08	D	50 - Attribution d'options	30 000	0.1000	BC
Koutsouras, Bill	4	O	2017-02-08	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.1000	BC
LeClair, William Raymond	4	O	2017-02-08	D	50 - Attribution d'options	320 000	0.1000	BC
McKnight, Robert Thomas	4	O	2017-01-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-02-08	D	50 - Attribution d'options	150 000		BC
Meade, Harlan Donnley	4, 5	O	2017-02-08	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.1000	BC
Moriarty, Rebecca	5	O	2017-02-08	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.1000	BC
Ramsey, Douglas James	5	O	2017-02-08	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1000	BC
Corporation de Sécurité Garda World								
<i>Actions ordinaires Catégorie "A"</i>								
Meunier, Jean-Luc	5	O	2017-01-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Options</i>								
Meunier, Jean-Luc	5	O	2017-01-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Corridor Resources Inc.								
<i>Options</i>								
Hachey, Lisette France	5	O	2017-01-06	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.5200	NS
		O	2017-01-03	D	52 - Expiration d'options	(100 000)	2.4600	NS
Martel, Albert Thomas	5	O	2017-01-06	D	50 - Attribution d'options	45 000	0.5200	NS
Moran, Stephen John	5	O	2017-01-06	D	50 - Attribution d'options	120 000	0.5200	NS
Crescent Point Energy Corp.								
<i>Restricted Share Units</i>								
Christie, Derek Wayne	5	O	2016-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 000		AB
		M	2016-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 111		AB
CT Real Estate Investment Trust								
<i>Class B Limited Partnership Units/Special Voting Trust Units</i>								
Canadian Tire Corporation, Limited	2, 3							
Canadian Tire Holdings IV Limited Partnership	PI	O	2017-02-06	C	90 - Changements relatifs à la propriété	1 558 537		ON
Canadian Tire Real Estate Limited	PI	O	2017-02-06	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 558 537	14.6740	ON
		O	2017-02-06	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 558 537)		ON
Delphi Energy Corp.								
<i>Options</i>								
Batteke, Hugo	5	O	2017-02-06	D	50 - Attribution d'options	200 000		AB
Galvin, Michael	5	O	2017-02-06	D	50 - Attribution d'options	250 000		AB
Hume, Rod Allan	5	O	2017-02-06	D	50 - Attribution d'options	200 000		AB
Osis, Andrew Emil	4	O	2017-02-06	D	50 - Attribution d'options	160 000	1.5000	AB
Reid, David James	4, 5	O	2017-02-06	D	50 - Attribution d'options	300 000		AB
DiaMedica Therapeutics Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Papi, Paul	5	O	2016-12-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-02-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.1150USD	AB
		O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1200USD	AB
Verdoorn, Todd	5	O	2016-05-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-01-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.1300USD	AB
Dundee, Technologies Durables Inc.								
<i>Options</i>								

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Morphy, Lawrence Geoffrey	4	O	2017-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-03	D	50 - Attribution d'options	600 000		QC
ECN Capital Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Stoyan, Paul James	4							
PJS Professional Corporation	PI	O	2017-02-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	3.0925	ON
Eldorado Gold Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Aram, Karen Christine	5	O	2017-02-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
TFSA	PI	M	2017-02-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
<i>Options</i>								
Aram, Karen Christine	5	M	2017-02-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
TFSA	PI	O	2017-02-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Burns, George Raymond	8	O	2017-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-02-01	D	50 - Attribution d'options	421 348	4.6000	BC
<i>Performance Share Units</i>								
Burns, George Raymond	8	O	2017-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-02-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	166 519		BC
<i>Restricted Share Units</i>								
Burns, George Raymond	8							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2017-02-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-02-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	163 043		BC
Enbridge Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
ROONEY, ROBERT ROSS	5	O	2017-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Encana Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Alexander, Joanne Linette	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 118	9.1300	AB
Balmer, Jeffrey Scott	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	8.5000USD	AB
		O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 531	7.9400USD	AB
Code, Corey Douglas	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 877	8.9000	AB
		O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	89	10.7900	AB
Tax Free Savings Account	PI	O	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12	10.9200	AB
Greager, Eric Thomas	7	O	2016-03-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Hill, David Glen	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 975	8.0000USD	AB
Jones, John Burton	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 891	8.0000USD	AB
Kimmit, Russell Paul	7	O	2016-03-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Mayson, Howard John	4	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	104	5.8800USD	AB
		O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	120	8.5200USD	AB
McAllister, Michael	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 849	8.9000	AB
		O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	8.0400	AB
		O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	10.5200	AB
McCracken, Brendan Michael	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 855	8.9100	AB
		O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	10.5200	AB
RRSP	PI	O	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15	8.0400	AB
Nicks, David Allen	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 563	7.3300USD	AB
Rogers, Andrew Lee	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 874	8.0000USD	AB
Suttles, Douglas James	4, 5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 069	9.1700	AB
		O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 069	9.1700	AB
Williams, Michael	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 478	9.0300	AB
<i>Restricted Share Units</i>								
Alexander, Joanne Linette	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	378		AB
Balmer, Jeffrey Scott	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	643		AB
Code, Corey Douglas	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	436		AB
Greager, Eric Thomas	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	484		AB
Hill, David Glen	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 060		AB

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Jones, John Burton	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	265		AB
Kimmit, Russell Paul	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	315		AB
McAllister, Michael	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 644		AB
McCracken, Brendan Michael	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	514		AB
Nicks, David Allen	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	335		AB
Rogers, Andrew Lee	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	372		AB
Suttles, Douglas James	4, 5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 344		AB
Williams, Michael	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	653		AB
<i>Rights - Performance Share Unit Plan</i>								
Alexander, Joanne Linette	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	877		AB
Balmer, Jeffrey Scott	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 121		AB
Code, Corey Douglas	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	740		AB
Greager, Eric Thomas	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	770		AB
Hill, David Glen	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 120		AB
Jones, John Burton	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	413		AB
Kimmit, Russell Paul	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	532		AB
McAllister, Michael	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 289		AB
McCracken, Brendan Michael	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	860		AB
Nicks, David Allen	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	557		AB
Rogers, Andrew Lee	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	649		AB
Suttles, Douglas James	4, 5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	10 216		AB
Williams, Michael	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 478		AB
Energy Credit Opportunities Income Fund								
<i>Class A Units</i>								
Energy Credit Opportunities Income Fund	1	O	2017-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	800	7.1300	ON
		O	2017-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	800	7.1300	ON
		O	2017-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	700	7.1300	ON
		O	2017-01-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	7.1300	ON
		O	2017-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	800	7.3400	ON
		O	2017-01-16	D	38 - Rachat ou annulation	800	7.2600	ON
		O	2017-01-17	D	38 - Rachat ou annulation	800	7.2300	ON
		O	2017-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	800	7.2600	ON
		O	2017-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	800	7.2900	ON
		O	2017-01-27	D	38 - Rachat ou annulation	800	7.3000	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(6 700)		ON
<i>Class U Units</i>								
Energy Credit Opportunities Income Fund	1	O	2017-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	600	7.5200	ON
		O	2017-01-17	D	38 - Rachat ou annulation	600	7.5200	ON
		O	2017-01-24	D	38 - Rachat ou annulation	600	7.5100	ON
		O	2017-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	600	7.5100	ON
		O	2017-01-26	D	38 - Rachat ou annulation	600	7.5100	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		ON
Energy Fuels Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Antony, Stephen	4, 5	O	2017-01-27	D	36 - Conversion ou échange	4 184		ON
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 768)	2.5400USD	ON
Frydenlund, David C.	5	O	2017-01-27	D	36 - Conversion ou échange	3 347		ON
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 386)	2.5400USD	ON
Goranson, William Paul	5	O	2017-01-27	D	36 - Conversion ou échange	3 347		ON
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(715)	2.5400USD	ON
Higgs, Dennis	4	O	2017-01-27	D	36 - Conversion ou échange	16 509		ON
Moore, Curtis	5	O	2017-01-27	D	36 - Conversion ou échange	1 674		ON
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(415)	2.5400USD	ON
Zang, Daniel Grant	5	O	2017-01-27	D	36 - Conversion ou échange	3 347		ON
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(593)	2.5400USD	ON
<i>Droits Restricted Stock Units</i>								

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Antony, Stephen	4, 5	O	2017-01-27	D	36 - Conversion ou échange	(4 184)		ON
Frydenlund, David C.	5	O	2017-01-27	D	36 - Conversion ou échange	(3 347)		ON
Goranson, William Paul	5	O	2017-01-27	D	36 - Conversion ou échange	(3 347)		ON
Higgs, Dennis	4	O	2017-01-27	D	36 - Conversion ou échange	16 509		ON
		M	2017-01-27	D	36 - Conversion ou échange	(16 509)		ON
Moore, Curtis	5	O	2017-01-27	D	36 - Conversion ou échange	(1 674)		ON
Zang, Daniel Grant	5	O	2017-01-27	D	36 - Conversion ou échange	(3 347)		ON
Ensign Energy Services Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Geddes, Robert Harold	5	O	2017-02-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 876	8.8700	AB
Equitorial Exploration Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bal, Jatinder Singh	1	O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.0800	BC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	0.0750	BC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	0.0700	BC
<i>Options</i>								
Bal, Jatinder Singh	1	O	2017-02-06	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.0550	BC
Everton Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Audet, André	4, 5	O	2017-02-06	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	300 000	0.0500	QC
<i>Bons de souscription</i>								
Audet, André	4, 5	O	2017-02-06	D	53 - Attribution de bons de souscription	150 000	0.0700	QC
Firan Technology Group Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
HARRIS, RAY	4	O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	3.8500	ON
First Majestic Silver Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
McCallum, Robert A.	4	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	8 000	4.8000	BC
<i>Options</i>								
McCallum, Robert A.	4	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(8 000)	4.8000	BC
First Mining Finance Corp. (formerly Albion Petroleum Ltd.)								
<i>Options</i>								
Bouchard, Michel	4	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	475 000	0.8500	BC
Donnelly, Patrick Michael	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	1 915 000	0.8500	BC
Iwanaka, Derek	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	550 000	0.8500	BC
Marshall, Andrew Colin	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	560 000	0.8500	BC
		M	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	560 000	0.8500	BC
Neumeyer, Keith	4	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	1 915 000	0.8500	BC
Patel, Samir Devendra	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	450 000	0.8500	BC
Polman, Raymond L.	4	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	525 000	0.8500	BC
SHAW, DAVID ANDREW	4, 5	O	2006-04-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	475 000	0.8500	BC
Flaherty & Crumrine Investment Grade Fixed Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Kikuchi, Craig	4, 7, 5, 8							
Scotia RRSP	PI	O	2016-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	387	12.0900	ON
Fonds de placement immobilier BTB								
<i>Parts de fiducie</i>								
Cyr, Benoit	5	O	2017-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 881	4.6000	QC
Gilbert, Dominic	5	O	2017-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	769	4.6000	QC
		O	2016-12-31	D	35 - Dividende en actions	320	4.3200	QC
Léonard, Michel	4, 5	O	2017-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 409	4.6000	QC
Fonds de placement immobilier Cominar								
<i>Parts différées</i>								
Lépine, Johanne	4	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	362	14.6000	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Fonds de placement immobilier Crombie								
<i>Parts de fiducie Special Voting</i>								
Empire Company Limited	3							
ECL Developments Limited	PI	O	2017-02-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	90 095	13.0871	NS
Fonds de placement immobilier Nobel								
<i>Parts</i>								
Rodney, Benjamin Ryan	4	O	2017-02-10	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(24 800)		QC
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIENNES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE RIDGEWOOD								
<i>Parts</i>								
Ridgewood Capital Asset Management Managed Accounts	3	PI	2017-02-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 930	14.6000	ON
			2017-02-09	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 030 679	13.6900	ON
			2017-02-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 546	14.6000	ON
			2017-02-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(527)	14.6000	ON
			2017-02-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 145	14.6000	ON
			2017-02-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 158)	14.6000	ON
Franco-Nevada Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Evans, Derek Watson	4	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	54		ON
FARQUHARSON, GRAHAM 176023 Canada Limited	4	PI	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	433		ON
Peterson, David Robert	4	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	208		ON
<i>Deferred Share Units</i>								
Albanese, Thomas	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 000		ON
			2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	35		ON
Evans, Derek Watson	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 520		ON
			2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	132		ON
FARQUHARSON, GRAHAM	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 520		ON
			2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	136		ON
Farrow, Catharine Elizabeth Goddard	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 520		ON
			2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	33		ON
Gignac, Louis P.	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 260		ON
			2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	90		ON
Lassonde, Pierre	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 000		ON
			2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	87		ON
Oliphant, Randall	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 000		ON
			2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	24		ON
Peterson, David Robert	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 693		ON
			2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	158		ON
<i>Droits Restricted Share Units (Performance)</i>								
Brink, Paul	5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 313		ON
Harquail, David	4, 5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 940		ON
Hong, Lloyd Hyunsoo	5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 651		ON
O'Connell, Jason	5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 325		ON
Rana, Sandip	5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 982		ON
Sparkes, Kerry Elwyn	5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	828		ON
Wilson, Philip Dane	5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 342		ON
<i>Droits Restricted Share Units (Time-based)</i>								
Brink, Paul	5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 313		ON
Harquail, David	4, 5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 940		ON
Hong, Lloyd Hyunsoo	5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 651		ON
O'Connell, Jason	5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 325		ON
Rana, Sandip	5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 982		ON
Sparkes, Kerry Elwyn	5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	828		ON
Wilson, Philip Dane	5	O	2016-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	895		ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Options</i>								
Brink, Paul	5	O	2016-12-11	D	50 - Attribution d'options	45 914		ON
Harquail, David	4, 5	O	2016-12-11	D	50 - Attribution d'options	68 871		ON
Hong, Lloyd Hyunsoo	5	O	2016-12-11	D	50 - Attribution d'options	45 914		ON
O'Connell, Jason	5	O	2016-12-11	D	50 - Attribution d'options	4 591		ON
Rana, Sandip	5	O	2016-12-11	D	50 - Attribution d'options	45 914		ON
Sparkes, Kerry Elwyn	5	O	2016-12-11	D	50 - Attribution d'options	2 870		ON
Wilson, Philip Dane	5	O	2016-12-11	D	50 - Attribution d'options	3 099		ON
Freehold Royalties Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mullane, Tom	4, 5	O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 400	13.1000	AB
Freshii Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>								
Burchell, Jeffrey John	4	O	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-01-31	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	22 077		ON
		M	2017-01-31	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(22 077)		ON
		O	2017-02-08	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	3 972		ON
		M	2017-02-08	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(3 972)		ON
Romanow, Michele	4	O	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-01-31	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	800		ON
<i>Options</i>								
DePratto, Craig	5	O	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Restricted Stock Units</i>								
Burchell, Jeffrey John	4	O	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
DePratto, Craig	5	O	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Romanow, Michele	4	O	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Gazit-Globe Ltd.								
<i>Options</i>								
Jemini, Adi	5	O	2017-02-09	D	50 - Attribution d'options	60 848		ON
<i>Performance Share Units</i>								
Jemini, Adi	5	O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(36 326)		ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Jemini, Adi	5	O	2016-11-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 463		ON
		O	2017-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 473		ON
Genworth MI Canada Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kelly, Brian Michael	4, 7	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 045)	37.4500	ON
Brian Kelly TFSA	PI	O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(910)	37.4500	ON
Lynne Kelly (Spouse) TFSA	PI	O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 295)	37.4500	ON
Levings, Stuart Kendrick	4	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	10 000	37.8086	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	37.8086	ON
<i>Options</i>								
Hewat, Mary-Jo	5	O	2016-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Levings, Stuart Kendrick	4	O	2017-02-06	D	50 - Attribution d'options	29 200	33.8900	ON
		O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	37.8086	ON
Macdonell, Winsor James	5	O	2017-02-06	D	50 - Attribution d'options	7 500	33.8900	ON
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2017-02-06	D	50 - Attribution d'options	12 200	33.8900	ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2017-02-06	D	50 - Attribution d'options	7 900	33.8900	ON
Sweeney, Craig	5	O	2017-02-06	D	50 - Attribution d'options	6 400	33.8900	ON
<i>Performance Share Unit</i>								
Artinian, Vania	7	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	646	33.8900	ON
Carbonelli, Cecilia	7	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	326	33.3500	ON
		O	2017-02-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 142)	33.3500	ON
		O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	732	33.8900	ON
Hewat, Mary-Jo	5	O	2016-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Hurley, Brian Leo	4, 5	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 108	33.3500	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-02-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21 377)	33.3500	ON
Levings, Stuart Kendrick	4	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 865	33.3500	ON
		O	2017-02-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 527)	33.3500	ON
		O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 651	33.8900	ON
Macdonell, Winsor James	5	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 119	33.3500	ON
		O	2017-02-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 916)	33.3500	ON
		O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 479	33.8900	ON
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 818	33.3500	ON
		O	2017-02-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 364)	33.3500	ON
		O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 043	33.8900	ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 165	33.3500	ON
		O	2017-02-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 079)	33.3500	ON
		O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 617	33.8900	ON
Neziol, Jason	7	O	2016-09-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Spitali, Jim	7	O	2016-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Sweeney, Craig	5	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	839	33.3500	ON
		O	2017-02-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 937)	33.3500	ON
		O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 114	33.8900	ON
Watson, Timothy Scott	7	O	2017-02-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Williams, Aaron James Glyndwr	7	O	2017-02-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Artinian, Vania	7	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	646	33.8900	ON
Carbonelli, Cecilia	7	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	732	33.8900	ON
Hewat, Mary-Jo	5	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 057	33.8900	ON
Levings, Stuart Kendrick	4	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 826	33.8900	ON
Macdonell, Winsor James	5	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 239	33.8900	ON
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 022	33.8900	ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 309	33.8900	ON
Neziol, Jason	7	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	696	33.8900	ON
Pinto, Jonathan	5	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	703	33.8900	ON
Piroli, Robert John	5	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	860	33.8900	ON
Spitali, Jim	7	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	672	33.8900	ON
Sweeney, Craig	5	O	2017-02-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 057	33.8900	ON
Global Dividend Growers Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Global Dividend Growers Income Fund	1	O	2017-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	11.5150	AB
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 400)	11.6565	AB
Global Real Estate Dividend Growers Corp.								
<i>Actions ordinaires Equity Shares</i>								
Global Real Estate Dividend Growers Corp.	1	O	2017-02-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	7.5950	AB
		O	2017-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	7.5991	AB
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	7.6440	AB
		O	2017-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	5 700	7.6698	AB
Gluskin Sheff + Associates Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bantis, Jim Demetris	5	O	2016-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	17.4400	ON
		O	2016-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 658	17.4400	ON
LiChong, Jeannine Nietlan	5	O	2016-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	726	17.4400	ON
		O	2016-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 259	17.4400	ON
MacMillan, Thomas C.	4, 5	O	2016-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 346		ON
Mann, Peter McDaniel	5	O	2016-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	657	17.4400	ON
		O	2016-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	17.4400	ON
Moody, Jeffrey	5	O	2016-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 410	17.4400	ON
Morris, David Roy	5	O	2016-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	571	17.4400	ON
		O	2016-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	54	17.4400	ON
Quinn, Lindsay	5	O	2016-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	245	17.4400	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Golden Star Resources Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Dhir, Anu	4	O	2017-02-07	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	45 500	1.1000	ON
Walsh, Karen Denise	5	O	2017-02-07	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	20 000		ON
Golden Valley Mines Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Karahissarian, Annie	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.0700	QC
		O	2017-02-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.4650	QC
Rosatelli, Michael P.	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.0700	QC
		O	2017-02-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.4650	QC
Zinke, Jens	7	O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(77 000)	0.4800	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 000)	0.4800	QC
		O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	90 000	0.1500	QC
<i>Options</i>								
Karahissarian, Annie	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(100 000)		QC
Rosatelli, Michael P.	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(100 000)		QC
Zinke, Jens	7	O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	(90 000)	0.1500	QC
Goldman Sachs U.S. Income Builder Trust								
<i>Parts Class A</i>								
Kikuchi, Craig	4, 5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	280	7.7900	ON
Great Canadian Gaming Corporation								
<i>Options</i>								
Fretz, William David	7	O	2017-02-08	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	7.6700	BC
		O	2017-02-08	D	51 - Exercice d'options	20 000	7.6700	BC
Great-West Lifeco Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Desmarais, Olivier	7	O	2015-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	8	36.7557	MB
		O	2015-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	8	37.5616	MB
Henaire, Charles Donald Harvey	7	O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	40 000	37.2220	MB
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000)	37.3034	MB
Kasdorf, Helen Ruth	5	O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	8 100	27.1575	MB
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 100)	37.2486	MB
		O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	9 120	23.1648	MB
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 120)	37.2504	MB
Kristjanson, Stefan	5	O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	40 000	37.2220	MB
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000)	37.3680	MB
<i>Options Common Share - Stock Options</i>								
Henaire, Charles Donald Harvey	7	O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	(40 000)	37.2220	MB
Kasdorf, Helen Ruth	5	O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	(8 100)	27.1575	MB
		O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	(9 120)	23.1648	MB
Kristjanson, Stefan	5	O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	(40 000)	37.2220	MB
Groupe CGI inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne Classe A</i>								
Linder, Kevin Morris	5							
RBC (RRSP)	PI	O	2017-02-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	64.0640	QC
SPP	PI	O	2017-02-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	58	64.0346	QC
		M	2017-02-13	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	58	64.0346	QC
		O	2017-02-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(490)	63.8700	QC
Schindler, George Donald	4, 5	O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	3 125	9.3100	QC
		O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	3 125	12.5400	QC
		O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	10 000	15.4900	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	63.9800	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	63.9700	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	63.9933	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	63.9700	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	64.0000	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25)	64.0000	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	63.9908	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	63.9371	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	63.9800	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	63.9450	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	63.9500	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	63.9500	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25)	64.0000	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	63.9730	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	63.8700	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	63.9243	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	63.9067	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	63.9267	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	63.9200	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 700)	63.9287	QC
Options								
David, Arnaud Sébastien	5	O	2017-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Schindler, George Donald	4, 5	O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	(3 125)	9.3100	QC
		O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	(3 125)	12.5400	QC
		O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	15.4900	QC
Groupe DMD connexions santé numériques inc. (anciennement Aptilon Corporation)								
Actions ordinaires								
Benthin, Mark	4							
Linda Palmer - POA	PI	O	2017-02-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 500)	0.2350	QC
Groupe TVA Inc.								
Unité d'action différée								
LALANDE, Sylvie	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 082		QC
Holloway Lodging Corporation								
Débetures convertibles HLC.DB 6.25 due Feb 28, 2020								
Clarke Inc.	3							
Quinpool Holdings Partnership	PI	O	2017-02-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(\$ 78 000.00)	95.0000	NS
		O	2017-02-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(\$ 22 000.00)	95.0000	NS
		O	2017-02-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(\$ 39 000.00)	95.0000	NS
Home Capital Group Inc.								
Actions ordinaires								
Home Capital Group Inc.	1	O	2017-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	6 100	30.3721	ON
		O	2017-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	(6 100)	30.3721	ON
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	28.6977	ON
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)	28.6977	ON
		O	2017-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	28.0700	ON
		O	2017-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	28.0700	ON
		O	2017-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	29.6300	ON
		O	2017-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	29.6300	ON
		O	2017-02-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	27.7000	ON
		O	2017-02-14	D	40 - Vente à découvert	(1 000)	27.7000	ON
HUSKY ENERGY INC.								
Actions ordinaires								
Shaw, Wayne Edward	4							
RRIF - WOOD GUNDY	PI	O	2002-12-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-02-13	I	97 - Autre	16 343		AB

Emetteur Titre	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Initié								
Porteur inscrit RSP - WOOD GUNDY	PI	O	2017-02-13	I	97 - Autre	(16 343)		AB
Iconic Minerals Ltd.								
Actions ordinaires Simco Services Inc.	3	O	2017-02-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0950	BC
IMAX Corporation								
Actions ordinaires Foster, Greg	5	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	75 000	18.9800USD	ON
Options 1:1 Foster, Greg		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(75 000)	32.9800USD	ON
Options 1:1 Foster, Greg	5	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	(75 000)	18.9800USD	ON
Imperial Metals Corporation								
Actions ordinaires Muraro, Theodore William	4	O	2017-02-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 317	5.6700	BC
Indigo Books & Music Inc.								
Options Carr, Laura	5	O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(24 750)	10.3500	ON
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(26 400)	10.0900	ON
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)	18.0000	ON
Loudon, Robert Craig	5	O	2017-02-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.								
Options								
Boulet, Jean-François	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	8 000	55.8500	QC
Chabot, René	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	35 000	55.8500	QC
Charest, Yvon	4, 5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	50 000	55.8500	QC
Daneau, Guy	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	10 000	55.8500	QC
Dibblee, Jennifer	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	2 000	55.8500	QC
Gervais, Normand	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	3 000	55.8500	QC
Gignac, Clément	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	10 000	55.8500	QC
Lafamme, Renée	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	23 000	55.8500	QC
Mustos, Carl Andrew	7	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	35 000	55.8500	QC
Parent, Jacques	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	2 000	55.8500	QC
Pépin, Normand	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	40 000	55.8500	QC
Ricard, Denis	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	35 000	55.8500	QC
Stickney, Michael Lee	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	23 000	55.8500	QC
Tremblay, Michel	5	O	2017-02-10	D	50 - Attribution d'options	40 000	55.8500	QC
<i>Unites d'actions liées au rendement / Performance Share Unit</i>								
Chabot, René	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 451	55.0800	QC
Charest, Yvon	4, 5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 637	55.0800	QC
Lafamme, Renée	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 634	55.0800	QC
Mustos, Carl Andrew	7	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 451	55.0800	QC
Pépin, Normand	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 142	55.0800	QC
Ricard, Denis	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 494	55.0800	QC
Stickney, Michael Lee	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 906	55.0800	QC
Tremblay, Michel	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 997	55.0800	QC
Innergex énergie renouvelable Inc.								
Actions ordinaires								
Baribeault, Yves	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 890	13.8800	QC
Blanchet, Richard	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 159	13.8800	QC
Chartrand, Claude	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 117	13.8800	QC
Cliche, Anne	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 403	13.8800	QC
de Batz de Trenquelléon, Renaud	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 658	13.8800	QC
Grover, Peter	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 159	13.8800	QC
Hébert, François	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 159	13.8800	QC
Kennedy, Matthew Grant	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 117	13.8800	QC
La Couture, Jean	4							
9150-6626 QUÉBEC INC.	PI	O	2017-01-18	I	35 - Dividende en actions	416	13.9240	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Letellier, Michel	4, 5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 686	13.8800	QC
Perron, Jean	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 293	13.8800	QC
Théberge, Nathalie	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 890	13.8800	QC
Trudel, Jean	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 293	13.8800	QC
<i>Droits d'actions liées au rendement /Performance Share Rights</i>								
Baribeault, Yves	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 890)	13.8800	QC
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(610)		QC
Blanchet, Richard	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 159)	13.8800	QC
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 341)		QC
Chartrand, Claude	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 117)	13.8800	QC
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(383)		QC
Cliche, Anne	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 403)	13.8800	QC
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 097)		QC
de Batz de Trenquelléon, Renaud	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 658)	13.8800	QC
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(842)		QC
Grover, Peter	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 159)	13.8800	QC
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 341)		QC
Hébert, François	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 159)	13.8800	QC
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 341)		QC
Kennedy, Matthew Grant	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 117)	13.8800	QC
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(383)		QC
Letellier, Michel	4, 5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 686)	13.8800	QC
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(4 414)		QC
Perron, Jean	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 293)	13.8800	QC
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 707)		QC
Théberge, Nathalie	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 890)	13.8800	QC
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(610)		QC
Trudel, Jean	5	O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 293)	13.8800	QC
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 707)		QC
Innova Gaming Group Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Innova Gaming Group Inc.	1	O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(7 100)		ON
Intact Corporation financière								
<i>Actions ordinaires</i>								
Intact Financial Corporation	1	O	2017-01-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	94.2947	ON
		O	2017-01-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	93.6875	ON
		O	2017-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	93.5017	ON
		O	2017-01-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	93.5528	ON
		O	2017-01-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	93.2826	ON
		O	2017-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	92.9695	ON
		O	2017-01-23	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	93.3860	ON
		O	2017-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	93.2784	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	94.2874	ON
		O	2017-01-30	D	38 - Rachat ou annulation	(15 300)		ON
Interfor Corporation								
<i>Droits Performance Share Units</i>								
Bender, Barton	5	O	2017-02-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 861		BC
Davies, Duncan Kenneth	4, 5	O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	86 634		BC
FILLINGER, IAN	5	O	2017-02-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 634		BC
Horning, John Allen	5	O	2017-02-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	29 703		BC
Juravsky, Martin Leb	5	O	2017-02-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 950		BC
Stock, Mark	5	O	2017-02-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 881		BC
<i>Options</i>								
Kritsos, Xenia	5	O	2016-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 417		BC
		M	2016-02-10	D	50 - Attribution d'options	8 417		BC
		O	2017-02-08	D	50 - Attribution d'options	8 686		BC

Emetteur Titre Initié Porteur inscrit	Relation	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Inventronics Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
MONETTE, SERGE	3							
RETROMOBILE INC	PI	O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.1000	MB
		M	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.1000	MB
Invictus MD Strategies Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
The K2 Principal Fund L.P.	3	O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(66 600)	1.7625	BC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22 100)	1.9800	BC
Jackpotjoy plc								
<i>Options</i>								
Rennick, Darren	7	O	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		O	2017-01-25	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	200 000		
		O	2017-01-25	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	400 000		
<i>Ordinary Shares</i>								
Rennick, Darren	7	O	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Katanga Mining Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Line Trust Corporation Limited, in its capacity as Trustee o Breton Global Limited	3							
	PI	O	2010-09-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 999 900)		ON
		O	2010-04-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(18 000 000)		ON
		O	2017-02-13	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(31 188 561)		ON
Lora Enterprises Limited	PI	O	2017-02-13	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(164 252 139)		ON
Ruwenzori Limited	PI	O	2017-02-13	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(15 325 000)		ON
<i>Equity repurchase transaction</i>								
Line Trust Corporation Limited, in its capacity as Trustee o RP Explorer Master Fund	3							
	PI	O	2009-10-13	I	97 - Autre	(1)		ON
<i>Options d'achat hors bourse (et celles négociées privément) Call Option (Common Shares)</i>								
Line Trust Corporation Limited, in its capacity as Trustee o Ellesmere Global Limited	3							
	PI	O	2010-07-26	I	73 - Expiration d'un dérivé émis par un tiers	(1)		ON
Kelt Exploration Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Franks, Alan G. Anatole Resources Ltd.	5							
	PI	O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	6.4900	AB
Kinaxis Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Johnson, Jeffrey George Monkman, Richard George	5							
	O		2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	930	52.5200	ON
	O		2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	498	52.5200	ON
La Societe Canadian Tire Limitee								
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>								
Canadian Tire Corporation, Limited	1							
	O		2017-02-06	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	140.4925	ON
	O		2017-02-06	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)		ON
	O		2017-02-07	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	140.5867	ON
	O		2017-02-07	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)		ON
	O		2017-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	140.5660	ON
	O		2017-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)		ON
	O		2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	141.0096	ON
	O		2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)		ON
	O		2017-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	142.4581	ON
	O		2017-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)		ON
<i>CTC Share Unit Fund (DPSP)</i>								
Collver, Robyn Anne Sun Life Financial	7, 5, 3							
	PI	O	2016-12-31	I	35 - Dividende en actions	48	96.8276	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Laboratoires Engagement inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cazettes de Saint Léger, Cédric	5	O	2017-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Fay, William Bradford	5	O	2017-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Options</i>								
Cazettes de Saint Léger, Cédric	5	O	2017-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Restricted Stock Units</i>								
Boyer, Gilbert	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	277 778		QC
Cazettes de Saint Léger, Cédric	5	O	2017-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	277 778		QC
Fay, William Bradford	5	O	2017-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 494 778		QC
Keller, Edward	4, 5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 718 994		QC
		M	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 718 994		QC
Les Aliments Maple Leaf Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Maple Leaf Foods Inc.	1	O	2017-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	69 000	30.0735	ON
		O	2017-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	(69 000)	30.0735	ON
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	57 200	30.3767	ON
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	(57 200)	30.3767	ON
		O	2017-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	69 000	30.4378	ON
		O	2017-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	(69 000)	30.4378	ON
		O	2017-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	39 900	30.4252	ON
		O	2017-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(39 900)	30.4252	ON
Les Entreprises Cara Limitée								
<i>Options</i>								
Cobb, Grant	5	O	2017-01-04	D	50 - Attribution d'options	20 000		ON
Gregson, William	4, 5	O	2017-01-04	D	50 - Attribution d'options	20 000		ON
Gronin, Kenneth Joseph	5	O	2017-01-04	D	50 - Attribution d'options	20 000		ON
Otto, Kenneth Mark	5	O	2017-01-04	D	50 - Attribution d'options	20 000		ON
LiCo Energy Metals Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Guanzon, Robert	5	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.2200	BC
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(37 000)	0.2250	BC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(63 000)	0.2200	BC
HELLWARTH, JAMES	4	O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(35 000)	0.2250	BC
MCCANN, TESS	3	O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.2100	BC
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	0.2250	BC
Melrose, Dwayne Larry	4	O	2017-01-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Whyte, Tina	5	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	0.2250	BC
wilson, richard	4	O	2017-01-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	0.1500	BC
		O	2017-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.1600	BC
		O	2017-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.1650	BC
		O	2017-02-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.1700	BC
		O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.2000	BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.2250	BC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.2200	BC
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.2150	BC
Limited Duration Investment Grade Preferred Securities Fund								
<i>Parts Class A</i>								
Limited Duration Investment Grade Preferred Securities Fund	1	O	2017-01-03	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.4100	ON
		O	2017-01-04	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.4600	ON
		O	2017-01-05	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.4500	ON
		O	2017-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.4500	ON
		O	2017-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.4300	ON
		O	2017-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.3200	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-01-11	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.3100	ON
		O	2017-01-12	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.2500	ON
		O	2017-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.4000	ON
		O	2017-01-16	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.3200	ON
		O	2017-01-17	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.5000	ON
		O	2017-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.5000	ON
		O	2017-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.5000	ON
		O	2017-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.5900	ON
		O	2017-01-23	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.4900	ON
		O	2017-01-24	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.5000	ON
		O	2017-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.5500	ON
		O	2017-01-26	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.5000	ON
		O	2017-01-27	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.5000	ON
		O	2017-01-30	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.5000	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	800	21.5000	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(16 800)		ON
Parts Class U								
Limited Duration Investment Grade Preferred Securities Fund	1	O	2017-01-23	D	38 - Rachat ou annulation	600	23.6200	ON
		O	2017-01-24	D	38 - Rachat ou annulation	600	23.6200	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)		ON
Liquor Stores N.A. Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Dinning, James Francis	4	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	639		AB
Elbow Holdings Inc.	PI	O	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	83		AB
<i>Options</i>								
Gordey, David Nathan	5							
RRSP	PI	O	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	663		AB
Lithium Americas Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Rubacha, Gabriel	4	O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.7669USD	BC
M Pharmaceutical Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Thompson, Gary A.	4, 7, 5	O	2016-08-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2016-11-08	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	5 666 666	0.0350	BC
<i>Options</i>								
Thompson, Gary A.	4, 7, 5	O	2016-08-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-01-26	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		BC
MBN Corporation								
<i>Parts</i>								
MBN Corporation	1	O	2017-02-07	D	38 - Rachat ou annulation	900	5.8000	AB
		O	2017-02-07	D	38 - Rachat ou annulation	(900)		AB
		O	2017-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	200	5.9750	AB
		O	2017-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	(200)		AB
		O	2017-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	5.9800	AB
		O	2017-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)		AB
MCAN Mortgage Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cruise, Brydon	4							
BMO InvestorLine (Joint Holding)	PI	O	2017-02-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(3 450)	14.9500	ON
BMO InvestorLine (TFSA - Spouse)	PI	M	2017-02-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	3 450	14.9500	ON
		O	2010-05-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
BMO InvestorLine (TFSA)	PI	O	2017-02-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	3 450	14.9500	ON
Metro inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Allaire, Martin	5	O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	1 500	14.7300	QC
		O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	2 520	15.7133	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 020)	39.8099	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Metro inc.	1	O	2017-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	700 000	39.2200	QC
RICHER LA FLÈCHE, ERIC	4, 5	O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	40.2538	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	40.3804	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	40.4135	QC
Options								
Allaire, Martin	5	O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	(1 500)	14.7300	QC
		O	2017-02-14	D	51 - Exercice d'options	(2 520)	15.7133	QC
Microbix Biosystems Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
COCHRAN, MARK	4	O	2014-10-29	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	216 667	0.3000	ON
		M	2014-10-29	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	221 667	0.3000	ON
		M'	2012-10-29	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	221 667	0.3000	ON
Middlefield Can-Global REIT Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Middlefield Can-Global REIT Income Fund	1	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 200)	10.7695	AB
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	10.8000	AB
Middlefield Healthcare & Wellness Dividend Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Brasseur, Jeremy	6							
MFL Management Limited	PI	O	2017-02-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	9.5000	AB
Middlefield Healthcare & Wellness Dividend Fund	1	O	2017-02-07	D	38 - Rachat ou annulation	8 100	9.3623	AB
		O	2017-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	200	9.5000	AB
		O	2017-02-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	9.5709	AB
		O	2017-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	9.7246	AB
Mines d'Or Dynacor Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Martineau, Jean	4, 5							
REER	PI	O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	2.3700	QC
		O	2017-02-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	2.3700	QC
Miniere Osisko Inc. (formerly Oban Mining Corporation)								
<i>Actions ordinaires</i>								
John, William Murray	4	O	2017-02-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	3.4237	ON
Morguard Real Estate Investment Trust								
<i>Parts</i>								
McLean, Pamela, Julie	5	O	2017-02-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	74		ON
Murchison Minerals Ltd.								
<i>Options</i>								
Johnson, Donald Kenneth	4, 3	O	2017-02-10	D	52 - Expiration d'options	(1 400)	7.5000	ON
Martin, Erik H.	5	O	2017-02-10	D	52 - Expiration d'options	(2 300)	7.5000	ON
Newfoundland Capital Corporation Limited								
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>								
Weatherby, Scott G.M.	5	O	2017-02-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 003	9.5900	NS
Newfoundland Power Inc.								
<i>Actions privilégiées First Preference Series A</i>								
Fortis Inc.	3	O	2017-02-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500	8.5000	QC
<i>Actions privilégiées First Preference Series B</i>								
Fortis Inc.	3	O	2017-02-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500	8.2500	QC
NexC Partners Corp.								
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>								
NexC Partners Corp.	1	O	2017-01-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	11.7100	ON
		O	2017-01-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 378	12.0956	ON
		O	2017-01-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	12.2400	ON
		O	2017-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	900	12.6900	ON
		O	2017-01-11	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.6400	ON
		O	2017-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 449	12.6300	ON
		O	2017-01-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 439	12.4000	ON

Emetteur	Relation	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Nobilis Health Corp. (formerly Northstar Healthcare Inc.)								
<i>Options</i>								
Young, Paul David	5	O	2017-02-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Norbord Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Morris, Karl Robert	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	90 000	9.9600	ON
		O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	14 776	30.7000	ON
		O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	12 000	30.4100	ON
		O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	10 000	28.2800	ON
		O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	5 000	26.2900	ON
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(131 776)	36.0000	ON
Shinerton, Barrie	4	O	2017-02-13	D	51 - Exercice d'options	17 000	14.9300	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 000)	37.5000	ON
<i>Options</i>								
Morris, Karl Robert	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(90 000)	9.9600	ON
		O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(14 776)	30.7000	ON
		O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(12 000)	30.4100	ON
		O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	28.2800	ON
		O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	26.2900	ON
Shinerton, Barrie	4	O	2017-02-13	D	51 - Exercice d'options	(17 000)	14.9300	ON
Northland Power Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Dougall, David George	5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	550	19.8100	ON
Arlene Dougall	PI	O	2016-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 975	19.8100	ON
Shadbolt, Michael	5							
RRSP	PI	O	2016-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	61	22.4100	ON
<i>Deferred Share Units (DSU)</i>								
Gilmour, Barry Kenneth	4	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	792	19.8100	ON
Goodman, Russell Andrew	4	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	357	19.8100	ON
Turner, John, Napier	4	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	564	19.8100	ON
Nouveau Monde Graphite Inc. (auparavant Entreprises Minières du Nouveau-Monde Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
delsaer, Michel	4							
Groupe Delsaer Inc.	PI	O	2017-02-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-07	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.2300	QC
Desauiniers, Eric	4, 5	O	2017-02-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	250 000	0.2300	QC
Jodoin, Nathalie	4							
Casolo inc	PI	O	2016-01-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.2750	QC
		O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	64 000	0.2800	QC
		O	2016-06-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.3300	QC
		O	2016-06-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.3300	QC
		O	2016-06-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 000	0.3300	QC
		O	2016-06-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 000	0.3300	QC
<i>Bons de souscription</i>								
delsaer, Michel	4							
Groupe Delsaer Inc.	PI	O	2017-02-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC

Emetteur	Relation	État opé-	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-02-07	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.3500	QC
Desaulniers, Eric	4, 5	O	2017-02-06	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	250 000		QC
Jodoin, Nathalie	4							
Casolo inc	PI	O	2016-01-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Options</i>								
Aubé, Jean-Philippe	4	O	2017-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-13	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.2750	QC
BEAULIEU, YANNICK	4	O	2017-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-13	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.2750	QC
delsaer, Michel	4	O	2017-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-13	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.2750	QC
Jodoin, Nathalie	4	O	2017-02-13	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.2750	QC
Nunavik Nickel Mines Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Golden Valley Mines Ltd.	3	O	2017-02-03	D	54 - Exercice de bons de souscription	400 000	0.1200	QC
Pepper, Andrew Turcotte	4							
RRSP	PI	O	2017-02-03	I	54 - Exercice de bons de souscription	75 000	0.1200	QC
<i>Bons de souscription</i>								
Golden Valley Mines Ltd.	3	O	2017-02-03	D	54 - Exercice de bons de souscription	(400 000)	0.1200	QC
Pepper, Andrew Turcotte	4							
RRSP	PI	O	2017-02-03	I	54 - Exercice de bons de souscription	(75 000)	0.1200	QC
Nutritional High International Inc. (formerly, Sonoma Capital Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
FMI Capital Advisory Inc. (formerly, Foundation Opportunitie	3	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.2100	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(185 000)	0.2150	ON
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(247 000)	0.2150	ON
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(34 500)	0.2150	ON
		O	2017-02-14	D	54 - Exercice de bons de souscription	350 000	0.0700	ON
<i>Bons de souscription</i>								
FMI Capital Advisory Inc. (formerly, Foundation Opportunitie	3	O	2017-02-14	D	54 - Exercice de bons de souscription	(350 000)		ON
ONEX CORPORATION								
<i>Options</i>								
Gilis, Konstantin	5	O	2017-02-10	D	59 - Exercice au comptant	(10 000)	35.2000	ON
Open Text Corporation								
<i>Actions ordinaires OTEX Common</i>								
Jackman, Brian	4	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	24 400	32.9600USD	ON
Murphy, Stephen Francis	5	O	2016-01-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	24 000	33.5500USD	ON
		O	2017-02-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 093)	33.8300USD	ON
<i>Options All OTEX Option Plans</i>								
Jackman, Brian	4	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(24 400)	32.9600USD	ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Murphy, Stephen Francis	5	O	2017-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(24 000)	33.5500USD	ON
Orla Mining Ltd.								
<i>Bons de souscription</i>								
Fierro, Troy John	4	O	2017-02-14	D	54 - Exercice de bons de souscription	(950 000)	0.0600	BC
Pacific Exploration & Production Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Restrepo, Federico	5	O	2016-12-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	50.8800	ON
		O	2017-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	50.7600	ON
Parex Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bechtold, John Frederick	4	O	2017-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 600		AB
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 600)	16.6015	AB
Foo, Wayne Kim	5	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	16.5974	AB

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Pinsky, Kenneth George	5	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	10 000		AB
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 500		AB
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	16.6800	AB
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	16.7000	AB
Taylor, David Robert	5	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	30 000		AB
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	16.6500	AB
		O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 000		AB
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 000)	16.6500	AB
<i>Options</i>								
Pinsky, Kenneth George	5	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	6.0700	AB
Taylor, David Robert	5	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	4.4500	AB
<i>Restricted Share Unit</i>								
Bechtold, John Frederick	4	O	2017-02-13	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 600)	0.0100	AB
Pinsky, Kenneth George	5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 500)	0.0100	AB
Taylor, David Robert	5	O	2017-02-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 000)	0.0100	AB
Pathfinder Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Pathfinder Convertible Debenture Fund	1	O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	8.9900	AB
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	8.9900	AB
		O	2017-02-13	D	38 - Rachat ou annulation	600	8.9000	AB
		O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	9.0000	AB
Pengrowth Energy Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Schulich, Seymour	3							
The Schulich Foundation	PI	O	2017-02-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000 000	1.6512	AB
		O	2017-02-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000 000	1.6930	AB
POET Technologies Inc.								
<i>Options</i>								
Lazovsky, David Eli	4	O	2017-02-06	D	50 - Attribution d'options	3 000 000		ON
Mika, Thomas	5	M	2016-11-02	D	50 - Attribution d'options	1 000 000	0.6200	ON
		M	2017-01-16	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.3850	ON
		O	2016-11-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Rajgopal, Rajan	5	M	2017-01-23	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.3600	ON
		O	2017-01-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Options OPEL Inc.</i>								
Mika, Thomas	5	O	2016-11-02	D	50 - Attribution d'options	1 000 000	0.6200	ON
		O	2017-01-16	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.3850	ON
Rajgopal, Rajan	5	O	2017-01-23	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.3600	ON
Polaris Materials Corporation (formerly Polaris Minerals Corporation)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Romero, Marco Antonio	4, 5	O	2017-02-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.2000	BC
<i>Deferred Units</i>								
Romero, Marco Antonio	4, 5	O	2005-12-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2016-08-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	65 000		BC
Power Corporation du Canada								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Desmarais, Olivier	7	O	2015-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8	33.7479	QC
		O	2016-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	33.3680	QC
Prairie Provident Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Petrie, Derek	4	O	2016-09-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		M	2016-09-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-02-09	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(42 253)		AB
RRSP	PI	O	2017-02-09	I	90 - Changements relatifs à la propriété	42 253		AB
PrairieSky Royalty Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
PrairieSky Royalty Ltd.	1	O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	100 900	31.9488	AB
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(88 500)		AB
Precision Drilling Corporation								
<i>Performance Shares Units</i>								
Evasiuk, Douglas Brian	7	O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	52 000		AB
Foley, Veronica H.	5	O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	52 000		AB
FORD, CAREY THOMAS	7	O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	88 400		AB
Gambles, Leonard C.	7	O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 600		AB
Hunter, Grant MacLeod	7	O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	52 000		AB
Marks, Roland H.	7	O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	52 000		AB
Neveu, Kevin A.	4, 5	O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	332 800		AB
Pickering, William Ross	7	O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	52 000		AB
Ruhr, Darren	5	O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	52 000		AB
Stahl, Gene	5	O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	72 800		AB
Stickland, Wane Jacob	7	O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 800		AB
<i>Restricted Share Units</i>								
Stickland, Wane Jacob	7	O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 800		AB
Pulse Seismic Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pulse Seismic Inc.	1	O	2017-02-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	2.5000	AB
		O	2017-02-08	D	38 - Rachat ou annulation	145 000	2.4500	AB
Quebecor inc.								
<i>Unité d'action différée</i>								
La Couture, Jean	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	739		QC
LALANDE, Sylvie	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 756		QC
Quincaillerie Richelieu Ltée								
<i>Actions ordinaires</i>								
Grenier, Guy	5	O	2017-02-08	D	51 - Exercice d'options	100	6.8700	QC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.5942	QC
Pomerleau, Pierre	4							
P Pom Inc	PI	O	2016-04-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	27.3605	QC
<i>Options</i>								
Grenier, Guy	5	O	2017-02-08	D	51 - Exercice d'options	(100)	6.8700	QC
Red Pine Exploration Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bonner, Rickey	7	O	2017-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Kim Bonner	PI	O	2017-02-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2017-02-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Dodds, Robert Brian	4	O	2017-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 346 966		ON
Dodds Family Trust	PI	O	2017-02-03	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 349 091		ON
Margaret Wade	PI	O	2017-02-03	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	895 186		ON
		O	2017-02-03	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	66 220		ON
Oakville Resources	PI	O	2017-02-03	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	3 678 034		ON
John, Dexter	7	O	2017-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 003 287		ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(47 500)	0.1300	ON
Kampian, Peter	4	O	2017-01-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 000	0.1400	ON
Newman, G. Michael	4	O	2017-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	3 223 379		ON
Dixie Gillies	PI	O	2017-02-03	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	7 220		ON
Sadowski, John	7	O	2017-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	411 008		ON
<i>Bons de souscription</i>								
Bonner, Rickey	7	O	2017-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Kim Bonner	PI	O	2017-02-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2017-02-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Dodds, Robert Brian	4	O	2017-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	533 765	0.1300	ON
		O	2017-02-03	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	478 800	0.0700	ON
Margaret Wade	PI	O	2017-02-03	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	348 789	0.1100	ON
		O	2017-02-03	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	90 143	0.1000	ON
Oakville Resources	PI	O	2017-02-03	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	532 000	0.1000	ON
		O	2017-02-03	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 690 034	0.1300	ON
		O	2017-02-03	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 349 091	0.1100	ON
John, Dexter	7	O	2017-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	183 667	0.1000	ON
		O	2017-02-03	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	392 113	0.1300	ON
		O	2017-02-03	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	389 507	0.1100	ON
Newman, G. Michael	4	O	2017-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	619 313	0.1300	ON
		O	2017-02-03	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	694 363	0.1100	ON
Sadowski, John	7	O	2017-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-03	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	412 528	0.1100	ON
<i>Options</i>								
Bonner, Rickey	7	O	2017-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Redknee Solutions Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kothari, Vishal	5							
ESPP	PI	O	2017-02-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 061	1.6200	ON
Skoczkowski, Lucas Atanazy	4, 5							
ESPP	PI	O	2017-02-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 434	1.6200	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
RRSP (ESPP)	PI	O	2017-02-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 434	1.6200	ON
TFSA (ESPP)	PI	O	2017-02-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	858	1.6200	ON
Ressources Majescor Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fontaine, Michel	4	O	2017-02-10	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(400 000)	0.0900	QC
REER	PI	O	2015-10-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	400 000	0.0900	QC
Ressources Minières Radisson Inc.								
<i>Actions ordinaires Catégorie A</i>								
Bouchard, Mario								
Carole Parent Celi	4, 5	O	2017-02-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1650	QC
		O	2017-02-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.1700	QC
		O	2017-02-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1750	QC
		O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.1700	QC
		O	2017-02-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.1650	QC
Céli	PI	O	2017-02-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1600	QC
Dion, Jean	4	O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.1750	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 500	0.1700	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	51 500	0.1750	QC
Lachance, Denis	4	O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1700	QC
		O	2017-02-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	0.1750	QC
Ressources Sirios Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Doucet, Dominique	4, 5	O	2014-12-19	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	10 000	0.0700	QC
		M	2014-12-19	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	10 000	0.1000	QC
Rogers Communications Inc.								
<i>Options (Non-Performance)</i>								
Khandelwal, Deepak Kumar	5	O	2017-02-10	D	38 - Rachat ou annulation	(18 855)		ON
<i>Stock Appreciation Rights (Non-Performance)</i>								
Khandelwal, Deepak Kumar	5	O	2017-02-10	D	59 - Exercice au comptant	(18 855)	11.6122	ON
Rogers Sugar Inc.								
<i>Débetures convertibles 5.7 Fourth Series (RSI.DB.C)</i>								
Lafrance, Daniel	5	O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(\$ 750.00)	101.9500	BC
Route1 Inc.								
<i>Options</i>								
Marino, John	4	O	2017-02-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-08	D	50 - Attribution d'options	1 000 000	0.0500	ON
Royal Nickel Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Marzoli, Frank	4							
Marbaw International Nickel Corporation	PI	O	2017-02-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.3250	ON
Sama Graphite inc. (anciennement Section Rouge Média inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Filion, Marc	4, 6	O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.5000	QC
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 700	0.5000	QC
Sandvine Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Caputo, David	4	O	2017-02-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	636	2.8300	ON
Donnelly, Tom	5	O	2017-02-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	139	2.8300	ON
Hamilton, Scott	4	O	2017-02-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	66	2.8300	ON
Sandvine Corporation	1	O	2017-01-03	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.7273	ON
		O	2017-01-03	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.7273	ON
		O	2017-01-04	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.7054	ON
		O	2017-01-04	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.7054	ON
		O	2017-01-05	D	38 - Rachat ou annulation	111 500	2.6931	ON
		O	2017-01-05	D	38 - Rachat ou annulation	(111 500)	2.6931	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.7184	ON
		O	2017-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.7184	ON
		O	2017-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	119 800	2.7172	ON
		O	2017-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	(119 800)	2.7172	ON
		O	2017-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.6801	ON
		O	2017-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.6801	ON
		O	2017-01-11	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.6772	ON
		O	2017-01-11	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.6772	ON
		O	2017-01-12	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.6468	ON
		O	2017-01-12	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.6468	ON
		O	2017-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.6776	ON
		O	2017-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.6776	ON
		O	2017-01-16	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.6948	ON
		O	2017-01-16	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.6948	ON
		O	2017-01-17	D	38 - Rachat ou annulation	92 100	2.6740	ON
		O	2017-01-17	D	38 - Rachat ou annulation	(92 100)	2.6740	ON
		O	2017-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.6696	ON
		O	2017-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.6696	ON
		O	2017-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	124 100	2.6675	ON
		O	2017-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	(124 100)	2.6675	ON
		O	2017-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.6672	ON
		O	2017-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.6672	ON
		O	2017-01-23	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.7057	ON
		O	2017-01-23	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.7057	ON
		O	2017-01-24	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.7821	ON
		O	2017-01-24	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.7821	ON
		O	2017-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.9220	ON
		O	2017-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.9220	ON
		O	2017-01-26	D	38 - Rachat ou annulation	112 100	2.8446	ON
		O	2017-01-26	D	38 - Rachat ou annulation	(112 100)	2.8446	ON
		O	2017-01-27	D	38 - Rachat ou annulation	126 600	2.8438	ON
		O	2017-01-27	D	38 - Rachat ou annulation	(126 600)	2.8438	ON
		O	2017-01-30	D	38 - Rachat ou annulation	119 600	2.8430	ON
		O	2017-01-30	D	38 - Rachat ou annulation	(119 600)	2.8430	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	115 600	2.8478	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(115 600)	2.8478	ON
Siim, Brad	5	O	2017-02-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	309	2.8300	ON
Saputo Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Demone, Henry	4	O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	45.0000	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	44.9500	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	44.9000	QC
Earl Harry Demone Trust	PI	O	2012-07-31	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	45.0000	QC
Edwards, Robert L.	7	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	3 160	21.4800	QC
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 160)	45.2500	QC
Poutchigian, Haig	7	O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	660	44.9900	QC
<i>Options</i>								
Edwards, Robert L.	7	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	(3 160)	21.4800	QC
SEMAFO INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Zongo, Tertius	4	O	2017-02-08	D	51 - Exercice d'options	20 727	3.0500	QC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 727)	5.0300	QC
<i>Deferred Share Units</i>								
Bowles, Terence Francis	4	O	2014-05-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	915	4.1000	QC
		M	2014-05-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	915	4.1000	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		M'	2014-05-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	915	4.1000	QC
		O	2014-08-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	759		QC
		M	2014-08-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	759		QC
		O	2014-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	919		QC
		M	2014-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	919		QC
		O	2015-01-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 021	3.6700	QC
		M	2015-01-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 021	3.6700	QC
		O	2015-03-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 169	2.8400	QC
		M	2015-03-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 169	2.8400	QC
		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	QC
		M	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	QC
		O	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 048	4.2000	QC
		M	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 048	4.2000	QC
Konan Djedji, Flore Agohie Marie Chantal	4	O	2015-08-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 905	2.8400	QC
		M	2015-08-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 905	2.8400	QC
		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	QC
		M	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	QC
		O	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 047	4.2000	QC
		M	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 047	4.2000	QC
Lamarre, Jean	4	O	2015-03-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	59 859	2.8400	QC
		M	2015-03-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	59 859	2.8400	QC
		O	2015-08-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	56 338	2.8400	QC
		M	2015-08-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	56 338	2.8400	QC
		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 921	3.5600	QC
		M	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 921	3.5600	QC
		O	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	26 191	4.2000	QC
		M	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	26 191	4.2000	QC
LeBoutillier, John	4	O	2015-03-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 169	2.8400	QC
		M	2015-03-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 169	2.8400	QC
		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	QC
		M	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	QC
		O	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 048	4.2000	QC
		M	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 048	4.2000	QC
Masson, Gilles	4	O	2015-03-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 169	2.8400	QC
		M	2015-03-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 169	2.8400	QC
		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	QC
		M	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	QC
		O	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 048	4.2000	QC
		M	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 048	4.2000	QC
McBrearty, Lawrence	4	O	2015-03-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 169	2.8400	QC
		M	2015-03-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 169	2.8400	QC
		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	QC
		M	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	QC
		O	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 048	4.2000	QC
		M	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 048	4.2000	QC
Zongo, Tertius	4	O	2014-05-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	777	4.1000	QC
		M	2014-05-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	777	4.1000	QC
		M'	2014-05-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	777	4.1000	QC
		O	2014-08-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 333		QC
		M	2014-08-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 333		QC
		O	2014-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	781		QC
		M	2014-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	781		QC
		O	2015-01-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 795	3.6700	QC
		M	2015-01-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 795	3.6700	QC
		O	2015-03-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 169	2.8400	QC
		M	2015-03-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 169	2.8400	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	QC
		M	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	QC
		O	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 048	4.2000	QC
		M	2017-01-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 048	4.2000	QC
<i>Droits Performance Share Units</i>								
Crevier, Michel	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 223	4.2000	QC
Desormeaux, Benoit	4, 5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	60 803	4.2000	QC
Drouin, Paul	5	O	2013-11-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 145	4.2000	QC
Duchesne, Sylvain	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 318	4.2000	QC
LaValliere, Robert	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 649	4.2000	QC
Mélançon, Alain	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 512	4.2000	QC
Millette, Martin	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 643	4.2000	QC
Moryoussef, Patrick	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	27 768	4.2000	QC
Paul-Hus, Éric	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 065	4.2000	QC
<i>Droits Restricted Share Unit</i>								
Arel, Ghislain	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 157	4.2000	QC
Crevier, Michel	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	75 670	4.2000	QC
Desormeaux, Benoit	4, 5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	182 411	4.2000	QC
Drouin, Paul	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	39 437	4.2000	QC
Duchesne, Sylvain	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	42 955	4.2000	QC
LaValliere, Robert	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 946	4.2000	QC
Mélançon, Alain	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	40 536	4.2000	QC
Millette, Martin	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	73 928	4.2000	QC
Moryoussef, Patrick	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	83 303	4.2000	QC
Paul-Hus, Éric	5	O	2017-02-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	39 197	4.2000	QC
<i>Options</i>								
Zongo, Tertius	4	O	2017-02-08	D	51 - Exercice d'options	(20 727)	3.0500	QC
SHAW COMMUNICATIONS INC.								
<i>Actions sans droit de vote Class "B"</i>								
O'Brien, Michael Wilfrid	4	O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	27.9853	AB
Shaw, JR	4, 5, 3							
JR CM Investments Ltd.	PI	O	2003-03-31	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-02-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 000	27.9468	AB
Shopify Inc.								
<i>Actions à droit de vote multiple Class B Multiple Voting Shares</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	7 500	0.1600	ON
		O	2017-02-10	D	36 - Conversion ou échange	(7 500)		ON
Forsyth, Brittany Jean	5	O	2017-02-06	D	51 - Exercice d'options	2 180	51.5922USD	ON
		M	2017-02-06	D	51 - Exercice d'options	2 180	6.2200USD	ON
		O	2017-02-06	D	36 - Conversion ou échange	(2 180)		ON
Frasca, Joseph Andrew	5	O	2017-02-06	D	51 - Exercice d'options	3 000	4.2200USD	ON
		O	2017-02-06	D	36 - Conversion ou échange	(3 000)		ON
Jones, Russell Norman	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	7 500	0.1520USD	ON
		O	2017-02-09	D	36 - Conversion ou échange	(7 500)		ON
		O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	7 500	0.1520USD	ON
		O	2017-02-09	D	36 - Conversion ou échange	(7 500)		ON
		O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	900	0.1520USD	ON
		O	2017-02-10	D	36 - Conversion ou échange	(900)		ON
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A Subordinate Voting Shares</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2017-02-10	D	36 - Conversion ou échange	7 500		ON
		O	2017-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(7 500)	72.4100	ON
Forsyth, Brittany Jean	5	O	2017-02-06	D	36 - Conversion ou échange	2 180		ON
		O	2017-02-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 180)	51.5922USD	ON
Frasca, Joseph Andrew	5	O	2017-02-06	D	36 - Conversion ou échange	3 000		ON
		O	2017-02-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(3 000)	51.5922USD	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Porteur inscrit								
Jones, Russell Norman	5	O	2017-02-09	D	36 - Conversion ou échange	7 500		ON
		O	2017-02-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(7 500)	53.7500USD	ON
		O	2017-02-09	D	36 - Conversion ou échange	7 500		ON
		O	2017-02-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(7 500)	55.0000USD	ON
		O	2017-02-10	D	36 - Conversion ou échange	900		ON
		O	2017-02-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(900)	56.2500USD	ON
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2017-02-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(3 750)	51.8600USD	ON
Lutke, Tobias Albin	4, 5							
7910240 Canada Inc.	PI	O	2017-02-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(9 000)	52.1902USD	ON
Weinand, Peter Daniel	5							
1950016 Ontario Inc.	PI	O	2017-02-07	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(22 000)	53.0654USD	ON
		O	2017-02-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(15 000)	56.0258USD	ON
Options								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	(7 500)	0.1600	ON
Forsyth, Brittany Jean	5	O	2017-02-06	D	51 - Exercice d'options	(2 180)	6.2200USD	ON
Frasca, Joseph Andrew	5	O	2017-02-06	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	4.2200USD	ON
Jones, Russell Norman	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(7 500)	0.1520USD	ON
		O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(7 500)	0.1520USD	ON
		O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	(900)	0.1520USD	ON
Shore Gold Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
MacNeill, Kenneth Earl	4, 5	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	666 667	0.1800	SK
Read, George Henry	5	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	250 000	0.1800	SK
		O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.1800	SK
Shyluk, Greg	5	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	125 000	0.1800	SK
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	0.1800	SK
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
MacNeill, Kenneth Earl	4, 5	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(666 667)	0.1800	SK
Read, George Henry	5	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(250 000)	0.1800	SK
Shyluk, Greg	5	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(125 000)	0.1800	SK
Sierra Wireless, Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Aasen, Gregory D.	4	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	337		BC
		M	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	676		BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(339)	23.8700	BC
		M	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(337)	23.8700	BC
Abrams, Robin Ann	4	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	676		BC
		O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 051		BC
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	568		BC
Cataford, Paul G.	4	O	2017-02-08	D	58 - Expiration de droits de souscription	337		BC
		M	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	676		BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(339)	23.8700	BC
Cohenour, Jason W.	4, 5	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 697		BC
		O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 209		BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 853)	18.2100USD	BC
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 427		BC
Dodson, Bill Gary	5	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 115		BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 053)	23.8700	BC
Guillemette, Philippe Frederic Joel Rene	5	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 115		BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 053)	23.8700	BC
Krause, Jason Lawrence	5	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 115)		BC
		M	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 115		BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 053)	23.8700	BC
Levine, Charles E.	4	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 051		BC
		O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	676		BC
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	568		BC

Emetteur	Relation	État opé-	Date de	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre		ration	l'opération					
Initié								
Porteur inscrit								
McLennan, David Gordon	5	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 076		BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 526)	23.8700	BC
Schieler, August Daniel	7	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 030		BC
		O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 076		BC
		M	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 622		BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 173)	18.2100USD	BC
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 350		BC
Sieber, Thomas	4	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	676		BC
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	568		BC
Teysier, Pierre Jean Benoit	5	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 690		BC
		O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 115		BC
Thexton, Kent Paul	4	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	676		BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(378)	23.8700	BC
Walckenaer, Emmanuel	5	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 690		BC
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 075		BC
Restricted Share Units								
Aasen, Gregory D.	4	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(676)		BC
Abrams, Robin Ann	4	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(676)		BC
		O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 051)		BC
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(568)		BC
Cataford, Paul G.	4	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(676)		BC
Cohenour, Jason W.	4, 5	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(17 399)		BC
		O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 209)		BC
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 414)		BC
Dodson, Bill Gary	5	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 115)		BC
Guillemette, Philippe Frederic Joel Rene	5	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 115)		BC
Krause, Jason Lawrence	5	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 115)		BC
Levine, Charles E.	4	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 051)		BC
		O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(676)		BC
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(568)		BC
McLennan, David Gordon	5	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 076)		BC
Schieler, August Daniel	7	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 611)		BC
		O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 622)		BC
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 203)		BC
Sieber, Thomas	4	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(676)		BC
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(568)		BC
Teysier, Pierre Jean Benoit	5	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 690)		BC
		O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 115)		BC
Thexton, Kent Paul	4	O	2017-02-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(676)		BC
Walckenaer, Emmanuel	5	O	2017-02-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 690)		BC
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 075)		BC
SILVERCORP METALS INC.								
Actions ordinaires without par value								
Liu, Derek Zhihua	5	O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	4.9500	BC
Liu, Yikang	4	O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	5.0000	BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	5.2000	BC
		O	2017-02-07	D	51 - Exercice d'options	50 186		BC
New Pacific Holdings Corp.	7	O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	4.9555	BC
Waldman, Lorne	5	O	2017-02-07	D	51 - Exercice d'options	116 874	0.6600	BC
		O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(41 874)	4.7300	BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	5.2000	BC
Options								
Liu, Yikang	4	O	2017-02-07	D	51 - Exercice d'options	(1 250)	1.7500	BC
		O	2017-02-07	D	51 - Exercice d'options	(1 056)	1.7600	BC
		O	2017-02-07	D	51 - Exercice d'options	(5 380)	1.4300	BC
		O	2017-02-07	D	51 - Exercice d'options	(42 500)	0.6600	BC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Waldman, Lorne	5	O	2017-02-07	D	51 - Exercice d'options	(116 874)	0.6600	BC
Spectral Medical Inc.								
<i>Options</i>								
Bihl, Anthony Phillip	4	O	2012-01-31	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		ON
		M	2012-01-17	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		ON
Businskas, Anthony	5	O	2012-01-17	D	52 - Expiration d'options	(110 000)		ON
Foster, Debra-Anne	8	O	2012-01-17	D	52 - Expiration d'options	(75 000)		ON
WALKER, PAUL M.	5	O	2012-01-17	D	52 - Expiration d'options	(300 000)		ON
Suncor Energie Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
D'Alessandro, Dominic	4	O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	41.5000	AB
Superior Plus Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Desjardins, Luc	4, 5	O	2012-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 910	7.4800	ON
		O	2014-12-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 000	11.5600	ON
Fiducie Famille Luc Desjardins	PI	M	2012-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 910	7.4800	ON
		M	2014-12-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 000	11.5600	ON
		O	2013-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 185		ON
		O	2016-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13 761		ON
Vammen, Shawn Bradley	7	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 223		ON
<i>Débetures convertibles 5.75 (issued March 2010)</i>								
Mirosh, Walentin (Val)	4	O	2015-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 15 000.00)		ON
<i>Débetures convertibles 7.50 , with a maturity date of October 31, 2016</i>								
Mirosh, Walentin (Val)	4	O	2015-12-14	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 75 000.00)		ON
Surge Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Leach, Robert Allen	4							
RAL Consulting Ltd	PI	O	2017-02-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	2.8000	AB
Tamarack Valley Energy Ltd.								
<i>Droits Restricted Stock Units</i>								
Christensen, David Keith	5	O	2016-11-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	90 000	3.3000	AB
		M	2016-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	90 000	3.4400	AB
		M'	2016-12-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	90 000	3.4400	AB
Cruikshank, Ken	5	O	2016-11-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	80 000	3.3000	AB
		M	2016-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	80 000	3.4400	AB
		M'	2016-12-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	80 000	3.4400	AB
Hozjan, Ronald Steve	5	O	2016-11-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	100 000	3.3000	AB
		M	2016-11-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	100 000	3.3000	AB
		M'	2016-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	100 000	3.4400	AB
		M''	2016-12-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	100 000	3.4400	AB
Reimond, Scott William	5	O	2016-11-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	80 000	3.3000	AB
		M	2016-11-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	80 000	3.3000	AB
		M'	2016-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	80 000	3.4400	AB
		M''	2016-12-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	80 000	3.4400	AB
Schmidt, Brian Leslie	5	O	2016-11-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	125 000	3.3000	AB
		M	2016-11-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	125 000	3.3000	AB
		M'	2016-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	125 000	3.4400	AB
		M''	2016-12-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	125 000	3.4400	AB
Screen, Kevin	5	O	2016-11-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	90 000	3.3000	AB
		M	2016-11-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	90 000	3.3000	AB
		M'	2016-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	90 000	3.4400	AB
		M''	2016-12-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	90 000	3.4400	AB
<i>Options</i>								
Christensen, David Keith	5	O	2016-11-17	D	50 - Attribution d'options	90 000	3.3000	AB
		M	2016-12-05	D	50 - Attribution d'options	90 000	3.4400	AB
		M'	2016-12-09	D	50 - Attribution d'options	90 000	3.4400	AB

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Cruikshank, Ken	5	O	2016-11-17	D	50 - Attribution d'options	80 000	3.3000	AB
		M	2016-12-05	D	50 - Attribution d'options	80 000	3.4400	AB
		M'	2016-12-09	D	50 - Attribution d'options	80 000	3.4400	AB
Hozjan, Ronald Steve	5	O	2016-11-17	D	50 - Attribution d'options	100 000	3.3000	AB
		M	2016-11-17	D	50 - Attribution d'options	100 000	3.3000	AB
		M'	2016-12-05	D	50 - Attribution d'options	100 000	3.4400	AB
		M''	2016-12-09	D	50 - Attribution d'options	100 000	3.4400	AB
Reimond, Scott William	5	O	2016-11-17	D	50 - Attribution d'options	80 000	3.3000	AB
		M	2016-11-17	D	50 - Attribution d'options	80 000	3.3000	AB
		M'	2016-12-05	D	50 - Attribution d'options	80 000	3.4400	AB
		M''	2016-12-09	D	50 - Attribution d'options	80 000	3.4400	AB
Schmidt, Brian Leslie	5	O	2016-11-17	D	50 - Attribution d'options	125 000	3.3000	AB
		M	2016-11-17	D	50 - Attribution d'options	125 000	3.3000	AB
		M'	2016-12-05	D	50 - Attribution d'options	125 000	3.4400	AB
		M''	2016-12-09	D	50 - Attribution d'options	125 000	3.4400	AB
Screen, Kevin	5	O	2016-11-17	D	50 - Attribution d'options	90 000	3.3000	AB
		M	2016-11-17	D	50 - Attribution d'options	90 000	3.3000	AB
		M'	2016-12-05	D	50 - Attribution d'options	90 000	3.4400	AB
		M''	2016-12-09	D	50 - Attribution d'options	90 000	3.4400	AB
Taylor North American Equity Opportunities Fund								
Parts								
Kikuchi, Craig	4, 7, 5	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliéation en vertu d'un régime d'actionariat	205	10.7300	ON
RESP	PI	O	2016-12-31	C	30 - Acquisition ou aliéation en vertu d'un régime d'actionariat	35	10.7500	ON
Tech Leaders Income Fund								
Parts								
Tech Leaders Income Fund	1	O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.8700	ON
		M	2017-01-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.8700	ON
		O	2017-01-31	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.8700	ON
		M	2017-01-30	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.8700	ON
Technologies D-Box inc								
Actions ordinaires Class A								
Gold-Finance (Canada) Asset Management Limited	3	O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(50 000)	0.5100	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(100 000)	0.5100	QC
Technologies Interactives Mediagrif Inc.								
Actions ordinaires								
Les Services de gestion Claude Roy Inc.	3	O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	2 000	17.2900	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	1 000	17.4200	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	300	17.5200	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	300	17.6300	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	2 000	17.1800	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	700	17.4800	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	300	17.2400	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	500	17.6500	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	1 200	17.2700	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	400	17.3100	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	300	17.4900	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	500	17.3200	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	800	17.5000	QC
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	500	17.7200	QC
Roy, Claude	4, 5, 3	O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	2 000	17.2900	QC
Les Services de gestion Claude Roy Inc.	PI	O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	1 000	17.4200	QC
		O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	300	17.5200	QC
		O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	300	17.6300	QC
		O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	2 000	17.1800	QC
		O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	700	17.4800	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Technologies Orbite Inc.								
<i>Actions Classe A</i>								
Bertrand, Stéphane	4							
REER	PI	O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	17.2400	QC
Léveillé, Lionel	4	O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	17.6500	QC
		O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	17.2700	QC
		O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	17.3100	QC
		O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	17.3200	QC
		O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	17.4900	QC
		O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	17.5000	QC
		O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	17.7200	QC
Technologies Orbite Inc.								
<i>Actions Classe A</i>								
Bertrand, Stéphane	4							
REER	PI	O	2017-02-09	I	36 - Conversion ou échange	32 908	0.3070	QC
Léveillé, Lionel	4	O	2017-02-08	D	36 - Conversion ou échange	32 908	0.3070	QC
		M	2017-02-08	D	36 - Conversion ou échange	32 908	0.3070	QC
<i>Débetures convertibles</i>								
Bertrand, Stéphane	4							
REER	PI	O	2017-02-09	I	36 - Conversion ou échange	(\$ 10 000.00)	1000.0000	QC
Léveillé, Lionel	4	O	2017-02-08	D	36 - Conversion ou échange	(\$ 10 000.00)	1000.0000	QC
TELUS Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mowat, David Lawrence	4	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	480	43.0400	BC
theScore, Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne - Class A</i>								
Levy, Benjamin David	4, 5							
In Trust for Zac Levy	PI	O	2012-10-19	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	68 000	0.2250	ON
		O	2017-02-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32 000	0.2200	ON
Thomson Reuters Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cannizzaro, Sean	7	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	43.9610USD	ON
Craig, David William Ian	7, 5	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	1 662	38.9800USD	ON
		O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	1 822	39.5000USD	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 742)	43.9706USD	ON
		O	2016-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	50	34.4080USD	ON
		O	2016-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	47	34.3570USD	ON
		O	2016-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	44	35.1730USD	ON
		O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	40	37.2130USD	ON
		O	2016-03-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	6	38.7900USD	ON
		O	2016-06-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	9	41.3200USD	ON
		O	2016-09-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	10	40.7900USD	ON
		O	2016-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	9	44.3400USD	ON
<i>Options</i>								
Craig, David William Ian	7, 5	O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	(31 850)	38.9800USD	ON
		O	2017-02-10	D	51 - Exercice d'options	(39 750)	39.5000USD	ON
ThreeD Capital Inc. (formerly Brownstone Energy Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mintz, Steven Michael	4							
Courtney Mintz	PI	O	2005-06-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2016-12-01	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	102 675	0.1000	ON
Jake Mintz	PI	O	2005-06-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2016-12-01	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	101 500	0.1000	ON
Ryan Mintz	PI	O	2005-06-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2016-12-01	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	102 675	0.1000	ON
Steven Mintz RRSP	PI	O	2005-06-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2016-06-23	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 306 575)		ON
<i>Bons de souscription</i>								

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Mintz, Steven Michael Courtney Mintz	4	PI	2005-06-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2016-12-01	C	53 - Attribution de bons de souscription	100 000	0.1500	ON
Jake Mintz	PI	O	2005-06-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2016-12-01	C	53 - Attribution de bons de souscription	100 000	0.1500	ON
Ryan Mintz	PI	O	2005-06-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2016-12-01	C	53 - Attribution de bons de souscription	100 000	0.1500	ON
Toromont Industries Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cochrane, Jennifer	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	5 000	16.7600	ON
Hill, Wayne S.	4, 5	O	2017-02-07	D	51 - Exercice d'options	5 000	16.7600	ON
<i>Droits Deferred Share Units (cash settled)</i>								
Casson, Randall	7, 2	O	2017-02-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 152		ON
Cochrane, Jennifer	5	O	2017-02-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	445		ON
Jewer, Paul Randolph	5	O	2017-02-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 178		ON
Malinauskas, David Allan	5	O	2017-02-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 640		ON
<i>Options</i>								
Cochrane, Jennifer	5	O	2017-02-09	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	16.7600	ON
Hill, Wayne S.	4, 5	O	2017-02-07	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	16.7600	ON
Transat A.T. inc.								
<i>Action à droit de vote de catégorie B</i>								
Adamo, Joseph	7	O	2015-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	894	9.0500	QC
		O	2016-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 150	7.1700	QC
		O	2017-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 230	6.2300	QC
		O	2017-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 247	7.0100	QC
Bellefeuille, Michel	7, 5	O	2015-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	908	9.0500	QC
		O	2016-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 211	7.1700	QC
		O	2017-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 330	6.2300	QC
		O	2017-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 276	7.0100	QC
Bussièrès, Bernard	7, 5	O	2015-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 090	9.0500	QC
		O	2016-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 389	7.1700	QC
		O	2017-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 924	6.2300	QC
		O	2017-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 449	7.0100	QC
De Montigny, André	7, 5	O	2015-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 109	9.0500	QC
		O	2016-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 414	7.1700	QC
		O	2017-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 001	6.2300	QC
		O	2017-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 474	7.0100	QC
Godbout, Daniel	7, 5	O	2015-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 256	9.0500	QC
		O	2016-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 611	7.1700	QC
		O	2017-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 755	6.2300	QC
		O	2017-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 696	7.0100	QC
Guérard, Annick	7	O	2015-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 134	9.0500	QC
		O	2016-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 455	7.1700	QC
		O	2017-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 486	6.2300	QC
		O	2017-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 616	7.0100	QC
Hennebelle, Christophe	5	O	2015-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	316	8.9300	QC
		O	2016-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 066	7.1700	QC
		O	2017-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 220	6.2300	QC
		O	2017-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 243	7.0100	QC
Lemay, Jean-François	7	O	2015-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 134	9.0500	QC
		O	2016-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 469	7.1700	QC
		O	2017-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 421	6.2300	QC
		O	2017-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 597	7.0100	QC
Pétrin, Denis	7, 5	O	2015-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 268	9.0500	QC
		O	2016-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 744	7.1700	QC
		O	2017-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	6 512	6.2300	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 917	7.0100	QC
Trevalli Mining Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Keller, Paul David	5	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 000)	1.3300	BC
Ladd, Anna Man-Yue	5	O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	1.3700	BC
Marinov, Daniel	5							
Daniel Marinov Inc.	PI	O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	1.3600	BC
Trilogy International Partners Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Alignvest Management Corporation	3	O	2017-02-07	D	97 - Autre	814 080		ON
Alignvest Partners Master Fund LP	PI	O	2015-06-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-07	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 751 000		ON
Mohamed, Nadir	4	O	2017-02-07	D	97 - Autre	23 259		ON
<i>Bons de souscription</i>								
Alignvest Management Corporation	3	O	2015-06-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-07	D	97 - Autre	407 040		ON
Mohamed, Nadir	4	O	2015-06-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-07	D	97 - Autre	11 629		ON
<i>Parts (Class B Units)</i>								
Alignvest Management Corporation	3	O	2017-02-07	D	97 - Autre	(814 080)		ON
Lacavera, Anthony	4							
Globalive Capital Inc.	PI	O	2017-02-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Mohamed, Nadir	4	O	2017-02-07	D	97 - Autre	(23 259)		ON
True North Commercial Real Estate Investment Trust								
<i>Parts de fiducie</i>								
Allison, Margaret Ann	5							
RRSP	PI	O	2016-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	82	5.7504	ON
Cardy, Roland	4	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	23	5.7504	ON
Drimmer, Daniel	4, 3							
D.D. Acquisitions Partnership	PI	O	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	71 220	5.7504	ON
		O	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	164 416	5.7504	ON
Drimmer Holdings Ltd.	PI	O	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	18 653	5.7504	ON
		O	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	6 330	5.7504	ON
Ossip, Alon Samuel	4							
Romoss Inc.	PI	O	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	39 037	5.7504	ON
Poklar, Sandy Ivan	4	O	2016-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	92	5.7504	ON
2332384 Ontario Inc.	PI	O	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	918	5.7504	ON
Sherren, Tracy	5							
ACM Holdings Inc.	PI	O	2016-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	982	5.7504	ON
Uni-Sélect Inc.								
<i>Unités d'actions différées (UAD) / Deferred Share Unit Plan</i>								
Arndt, Steve	5	O	2017-02-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 959	30.7280	QC
Bussieres, Eric	5	O	2015-11-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-02-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 757	30.7280	QC
Lees-Buckley, Henry	5	O	2017-02-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 595	30.7280	QC
O'Connor, Gary	5	O	2017-02-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	891	30.7280	QC
United Corporations Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
E-L Financial Corporation Limited	3	O	2017-02-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	97.2500	ON
Vecima Networks Inc.								
<i>Options Incentive Stock Options</i>								
Faizullaboy, Danial	4	O	2016-12-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-02-14	D	50 - Attribution d'options	5 000	10.6900	BC
Veresen Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
vandal, thierry	4	O	2016-12-31	D	35 - Dividende en actions	310	10.8800	AB

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Deferred Share Units</i>								
Arnell, Douglas James	4	O	2016-05-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 668	12.1709	AB
vandal, thierry	4	O	2016-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 261	10.8768	AB
VersaBank								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lalani, Gulamali	5							
TD Cash - joint with spouse	PI	O	2017-01-31	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	73		ON
		M	2017-01-31	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	291		ON
McGovern, Susan Teresa	4							
Scotia iTrade - RRSP	PI	O	2013-08-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 700	5.0900	ON
		O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	5.0500	ON
		O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	5.1000	ON
TAYLOR, DAVID ROY	4, 5							
Scotia - Avstar	PI	O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	5.1000	ON
		O	2016-10-28	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(40 000)		ON
Scotia - David margin	PI	M	2017-01-31	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	458		ON
Scotia - personal	PI	O	2017-01-31	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	458		ON
TD Account - Avstar	PI	O	2016-10-28	I	90 - Changements relatifs à la propriété	40 000		ON
		O	2017-02-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	5.4600	ON
		O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	5.1000	ON
Taylor, Jonathan Francis Patrick	5	O	2017-01-31	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	6 199		ON
		M	2017-01-31	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	6 199		ON
QTrade	PI	M'	2017-01-31	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	6 199		ON
		O	2013-08-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
QTrade - RESP A/C	PI	M	2017-01-31	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	822		ON
		O	2013-08-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
QTrade - RRSP A/C	PI	M	2017-01-31	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 984		ON
		O	2013-08-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
RESP	PI	O	2017-01-31	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	822		ON
RRSP	PI	O	2017-01-31	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 984		ON
Vista Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Clark, John	4	O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 398)	1.1900USD	BC
		O	2017-02-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 602)	1.1800USD	BC
Ogryzlo, Charles Thomas	4	O	2016-09-09	D	51 - Exercice d'options	38 000	1.0140USD	BC
Rozelle, John W.	5	O	2014-11-17	D	57 - Exercice de droits de souscription	32 477		BC
		M	2014-11-17	D	57 - Exercice de droits de souscription	30 777		BC
<i>Options</i>								
Ogryzlo, Charles Thomas	4	O	2016-09-09	D	51 - Exercice d'options	(38 000)	1.0140USD	BC
<i>RSU</i>								
Rozelle, John W.	5	O	2014-11-17	D	57 - Exercice de droits de souscription	(32 477)		BC
		M	2014-11-17	D	57 - Exercice de droits de souscription	(30 777)		BC
		O	2014-11-17	D	58 - Expiration de droits de souscription	(17 523)		BC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		M	2014-11-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 223)		BC
		M'	2014-11-17	D	58 - Expiration de droits de souscription	(17 523)		BC
		M''	2014-11-17	D	58 - Expiration de droits de souscription	(19 223)		BC
Western Uranium Corporation (formerly known as Homeland Uranium Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Baobab Asset Management LLC	3	O	2017-02-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 798)	2.2364	ON
		O	2017-02-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	2.5362	ON
		O	2017-02-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(890)	2.5102	ON
Fryer, Russell	4, 3							
Baobab Asset Management LLC	PI	O	2017-02-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 798)	2.2364	ON
		O	2017-02-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	2.5362	ON
		O	2017-02-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(890)	2.5102	ON
Wi-LAN Inc.								
<i>Restricted Share Unit</i>								
Frechette, Marc	5	O	2017-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	189 076		ON
		M	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	189 076		ON
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(31 513)	1.6300USD	ON
		O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	90 693		ON
McEwan, Michael Shaun	5	O	2017-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	153 374		ON
		M	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	153 374		ON
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(25 563)	2.1900	ON
		O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	78 019		ON
Parolin, Andrew	5	O	2017-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	138 037		ON
		M	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	138 037		ON
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 007)	2.1900	ON
		O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	54 508		ON
Skippen, James	4, 5	O	2017-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	306 748		ON
		M	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	306 748		ON
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(51 125)	2.1900	ON
		O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	156 806		ON
Vladescu, Michael	5	O	2017-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	138 037		ON
		M	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	138 037		ON
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 007)	2.1900	ON
		O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	60 468		ON
Watchmaker, Prashant	5	O	2017-02-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	104 294		ON
		M	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	104 294		ON
		O	2017-02-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(17 383)	2.1900	ON
		O	2017-02-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	58 214		ON

ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Vous y trouverez une liste des opérations d'initiés assujettis déclarées hors délai pour lesquels l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») agit à titre d'autorité principale. Ces opérations sont codifiées « R ». Veuillez accéder à SEDI (www.sedi.ca) pour consulter les opérations d'initiés assujettis déclarées hors délai pour lesquels l'Autorité n'agit pas à titre d'autorité principale.

L'Autorité rappelle aux initiés assujettis qu'ils doivent, en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (« LVM »), déclarer en format SEDI leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti de façon exacte et claire, et ce, dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

L'initié assujetti qui ne respecte pas le délai prescrit pour déposer une déclaration d'initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire. La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 de la LVM et à l'article 271.14 du *Règlement sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, r. 50. Une sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés assujettis pour lesquels l'Autorité agit à titre d'autorité principale.

L'Autorité rappelle qu'elle prendra les mesures appropriées envers les initiés récidivistes, notamment au moyen de poursuites pénales à l'égard de ces derniers. Un initié qui ne dépose pas sa déclaration en temps opportun commet une faute grave, puisqu'il prive ainsi les investisseurs de renseignements pouvant influencer leur décision d'investissement.

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
Audet, André	Everton Resources Inc.	2017-02-06	2017-02-13	QC
Cazettes de Saint Léger, Cédric	Laboratoires Engagement inc.	2017-01-01	2017-02-10	QC
Fay, William Bradford	Laboratoires Engagement inc.	2017-01-01	2017-02-10	QC
Golden Valley Mines Ltd.	Nunavik Nickel Mines Ltd.	2017-02-03	2017-02-15	QC
Jodoin, Nathalie	Nouveau Monde Graphite Inc. (auparavant Entreprises Minières du Nouveau-Monde Inc.)	2016-01-08	2017-02-14	QC
	Nouveau Monde Graphite Inc. (auparavant Entreprises Minières du Nouveau-Monde Inc.)	2016-06-28	2017-02-14	QC
Pepper, Andrew Turcotte	Nunavik Nickel Mines Ltd.	2017-02-03	2017-02-15	QC

**ANNEXE 4 - LISTE DES TITRES POUVANT CONSTITUER DES ACTIONS VALIDES POUR
L'APPLICATION DU RÉGIME D'ÉPARGNE-ACTIONS II**

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Date maximale d'admissibilité
Acasti Pharma Inc.	Actions inscrites	2014-01-24	Actions ordinaires	2017-12-31
CO ₂ Solution inc.	Actions inscrites	2014-11-03	Actions ordinaires	2017-12-31
Diagnocure Inc.	Actions inscrites	2014-01-01	Actions ordinaires	2017-12-31
Groupe CVTech inc.	Actions inscrites	2014-08-12	Actions ordinaires	2017-12-31
Junex inc.	Actions inscrites	2014-10-16	Actions ordinaires	2017-12-31
Lumenpulse inc.	Actions inscrites	2014-03-19	Action ordinaires	2017-12-31
Mines Richmont Inc.	Actions inscrites	2014-04-10	Actions ordinaires	2017-12-31
Neptune Technologies et Bioressources Inc.	Actions inscrites	2014-01-01	Actions ordinaires	2017-12-31
Opsens inc.	Actions inscrites	2014-01-21	Actions ordinaires	2017-12-31
Pétrolia Inc.	Actions inscrites	2014-02-21	Actions ordinaires	2017-12-31

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

7.3.1 Consultation

Aucune information

7.3.2 Publication

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières Dispositions proposées concernant les désignations et les identificateurs d'ordres

Vu la demande complétée le 13 décembre 2016 par l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») afin d'obtenir l'approbation par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») du projet de modifications apportées aux articles 1.1 et 6.2 des Règles universelles d'intégrité du marché (les « RUIM ») concernant la création d'une nouvelle désignation pour les ordres groupés et d'une autre pour les applications liées à des dérivés, de même que la modification de la désignation d'ordre de contournement (les « modifications »);

Vu les modifications visant à rétablir l'intégrité de la piste d'audit des codes d'ordres tout en éliminant, dans de nombreux cas, la nécessité de déposer un rapport de correction, à augmenter la transparence des applications liées à des dérivés et à prévenir certaines fuites de renseignements;

Vu la déclaration de l'OCRCVM selon laquelle les modifications ont été dûment approuvées par son conseil d'administration le 18 mai 2016;

Vu l'article 74 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, c. A-33.2 (la « Loi »);

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la Loi;

Vu l'analyse effectuée par la Direction principale de l'encadrement des structures de marché et sa recommandation d'approuver les modifications du fait qu'elles ne sont pas contraires à l'intérêt public.

En conséquence, l'Autorité approuve les modifications.

Fait à Montréal, le 21 décembre 2016.

Gilles Leclerc
Surintendant des marchés de valeurs

Décision n°: 2016-SMV-0071

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

8.

Entreprises de services monétaires et Contrats publics

- 8.1 Avis et communiqués
 - 8.2 Réglementation
 - 8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires
 - 8.4 Autorisation de contracter / sous-contracter avec un organisme public
 - 8.5 Autres décisions
-

8.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

8.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

8.3 PERMIS D'EXPLOITATION D'ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

Aucune information.

8.4 AUTORISATION DE CONTRACTER / SOUS-CONTRACTER AVEC UN ORGANISME PUBLIC

Aucune information.

8.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

9.

Régimes volontaires d'épargne-retraite

- 9.1 Avis et communiqués
 - 9.2 Réglementation
 - 9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire
d'épargne-retraite
 - 9.4 Autres décisions
-

9.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

9.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

9.3 AUTORISATION D'AGIR COMME ADMINISTRATEUR D'UN RÉGIME VOLONTAIRE D'ÉPARGNE-RETRAITE

Aucune information.

9.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.